

16e Congrès mondial de la IVe Internationale

(février 2010)

Rapports et résolutions



Bulletin édité par la Formation Léon Lesoil

Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR)

Section belge de la IVe Internationale

Venus de 42 pays (1) d’Afrique, des deux Amériques, de l’Asie, de l’Australie et d’Europe, près de deux cents délégué(e)s, observateurs/trices et invité(e)s, représentant 62 partis, organisations ou collectifs militants, ont débattu cinq jours durant fin février en Belgique de la situation internationale, du changement climatique, du rôle et des tâches des anticapitalistes. L’ambiance était chaleureuse, le comportement studieux, les débats passionnés, les attitudes responsables, il y avait les retrouvailles et les nouvelles rencontres, des échanges d’expériences et de connaissances, un melting pot de langues, de traditions militantes, de cultures politiques et syndicales... Au cœur du combat anticapitaliste, ce 16e congrès mondial de la IVe Internationale était celui de l’ouverture — les invité(e)s de 21 organisations venant de 14 pays (2) ont pris part aux discussions en les enrichissant de leurs expériences.

Nous reproduisons ci-après les textes des rapports, des résolutions et des motions adoptées lors de ce congrès. Les textes préparatoires (projets de résolutions, amendements, contributions au débat) peuvent être consultés ici: <http://orta.dynalias.org/inprecor/affichage-page-actualite?theme=4>

Notes:

- (1) Ont participé aux débats les représentants des organisations des pays suivants : Algérie, Allemagne, Autriche, Argentine, Australie, Belgique, Bolivie, Bosnie, Brésil, Canada, Colombie, Congo, Danemark, Équateur, État Espagnol, États-Unis, Euskadi, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hong-Kong, Italie, Irlande, Israël, Japon, Liban, Maroc, Maurice, Mexique, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, Puerto Rico, Russie, Suède, Suisse, Sri Lanka, Togo, Turquie, Venezuela. Les délégations d’Afrique du Sud, des Antilles, du Chili, du Luxembourg, du Pérou, et d’Uruguay n’ont pu venir. La délégation pakistanaise s’est vue refuser les visas, en dehors d’un camarade qui l’a obtenu seulement alors que le congrès avait déjà commencé, mais a pu arriver quand même et participer aux débats des trois derniers jours !
- (2) Les organisations et collectifs militants suivants ont participé au congrès en tant qu’invités : Argentine — Movimiento Socialista de los Trabajadores ; Australie — Revolutionary Socialist Party ; Bosnie — Mouvement Dosta ; Brésil — Partido Socialismo e Liberdade (deux représentants du PSOL, un du courant Ação Popular Socialista, l’autre du courant Movimento de Esquerda Socialista, le courant CSOL n’a pu venir et a envoyé un salut, le courant Enlace était représenté par des membres de la IVe Internationale); États-Unis — International Socialist Organisation et Solidarity ; Euskadi — Gorripideak, Gogoa, Alternativa ; France — Alternatives, Fraction l’Étincelle, Lutte ouvrière et Nouveau Parti Anticapitaliste ; Grande-Bretagne — Socialist Workers Party (représentant la Tendence socialiste internationale), Socialist Party (représentant le Comité pour une Internationale Ouvrière) ; Maroc — Solidarité pour une alternative socialiste, Voie Démocratique ; Maurice — La Lit ; Pologne — Polska Partia Pracy ; Portugal — Bloco de Esquerda ; Puerto Rico — Movimiento al Socialismo ; Venezuela — Marea Socialista.

L'Internationale redevient une perspective

par Salvatore Cannavò

Pour raconter le XVIe Congrès de la IVe Internationale, on pourrait commencer en parlant de la reconstitution de la section russe de la IVe Internationale, une sorte de retour aux sources: la IVe Internationale fut fondée à l'initiative de Léon Trotsky, en 1938, dans le sillage de la lutte, et de la défaite, de l'Opposition de gauche au stalinisme, détruite en Russie au cours des années 1920 et 1930.

On pourrait poursuivre en remarquant la présence de nombreuses organisations latino-américaines, à commencer par le courant Marea Socialista, qui intègre le Parti socialiste uni du Venezuela de Chávez et qui a proposé de renforcer l'unité politique et l'unité d'action des courants internationaux pour répondre collectivement à la proposition de la Ve Internationale lancée par le président vénézuélien.

On pourrait insister en soulignant l'importance de la naissance du Nouveau Parti Anticapitaliste en France qui, quelles que soient ses contradictions et ses difficultés de jeunesse, constitue la principale nouveauté de la politique européenne à côté des dynamiques qui, sous d'autres latitudes politiques, traversent la gauche allemande.

Trois éléments importants

Pourtant, pour donner le sens du succès représenté par le XVIe Congrès mondial de la IVe Internationale — qui s'est achevé le 28 février à Ostende, en Belgique, sur la Mer du Nord — nous préférons citer trois éléments :

- D'abord, la participation. Les délégués, les observateurs, les invités venant d'une bonne quarantaine de pays, ont permis de développer un débat alimenté par la présence de tous les continents, de l'Australie au Canada, de l'Argentine à la Russie, de la Chine à la Grande-Bretagne, du Congo aux États-Unis. Réussir à réunir, durant cinq jours, dans un même lieu, de manière totalement autofinancée et sans un quelconque support institutionnel une telle quantité d'organisations n'est pas une chose facile.

- Ensuite le fait, que pour la première fois le nouveau Comité international, élu lors de ce congrès, compte une présence de femmes supérieure au 40 %. Et les jeunes y sont en grand nombre. Le Comité international est maintenant un organisme "fédéral", c'est-à-dire que chaque réalité nationale dispose de ses propres représentants. Il n'y a pas de "rééquilibrages" des organes centraux — l'histoire a enseigné à ce courant international qu'il ne peut pas y avoir de ligne politique imposée d'en haut ni, encore moins, de parti "guide" — la composition du Comité international témoigne donc d'un

renouvellement générationnel, d'un changement de mentalités et d'une nouvelle réalité politique et sociale.

- Le troisième élément ce sont les retombés politiques et organisationnelles majeures, tournées vers le futur. En effet, le congrès était tourné vers l'Est, vers l'Asie, avec un rôle fondamental de l'organisation philippine, la présence, déjà mentionnée, des Russes (Mouvement socialiste Vperiod), celle du Parti polonais du travail (PPP) invité, l'orientation du groupe de Hong Kong en Chine et de la nouvelle organisation japonaise en construction vers la création de sections de l'Internationale. Mais surtout avec la présence importante et décisive du Parti du travail du Pakistan (LPP, Labour Party Pakistan), une organisation considérable, dont le congrès national, en janvier, culminait par un rassemblement de plus de dix mille travailleurs, paysans et, surtout, des femmes.

Renouveau

Pour la IVe Internationale ce fut un renouveau, le signe du dépassement des difficultés des années 1990 et de la première décennie du XXIe siècle. Après une série de défections ou de scissions et une perte de perspectives, la discussion autour de la possibilité ou, au moins, de la volonté d'envisager une "nouvelle Internationale" — fruit d'un processus politique possible, amorcé même, par les choix réalisés en France, par les présences, comme celle des Pakistanais ou par le débat qui se déroule en Amérique latine — a fourni une nouvelle impulsion et nouvelle sève au débat interne.

Le processus politique qu'il faut regarder avec attention est celui de la construction de "nouveaux partis anticapitalistes", larges et avec une influence de masse, compris comme "la réponse actuelle à la crise du mouvement ouvrier et à la nécessité de sa reconstruction". Une perspective qui a son caractère international organique, sans pour autant se traduire de manière automatique dans une "ligne", qu'il faudrait suivre partout, servilement.

Une perspective, il faut le souligner, qui coïncide avec l'envie et le projet de renforcer ce courant politique qui a maintenant plus de soixante-dix ans, mais qui fait encore preuve d'une vitalité certaine. Comme en témoigne sa capacité de consacrer une session des débats — et d'approuver une nouvelle résolution — au changement climatique, considéré comme une des principales nouveautés du siècle qui s'ouvre et un terrain de bataille décisif du conflit "capital-travail".

Du reste, cette attention aux nouvelles thématiques et aux nouveaux sujets du conflit, avait été révélée déjà au congrès précédent avec l'approbation d'une résolution sur le mouvement altermondialiste et sur la question LGBT (Lesbiennes, gays, bisexuels et transsexuels). Il n'y a pas tellement d'organisations marxistes révolutionnaires capables d'intégrer — ni même, qui aspirent à — dans leur programme des questions qui furent à ce point controversées dans l'histoire du mouvement ouvrier. Au contraire, il n'y a aucune autre.

Évidemment il faut garder le sens des proportions : nous parlons dans diverses parties du monde de petites organisations politiques, parfois de petits groupes, même si généralement il s'agit de collectifs militants insérés dans leur réalité nationale, sociale et politique. Mais le fait d'appartenir à un cadre international a permis de préserver jusqu'à présent une certaine vitalité et une capacité de maintenir le fil et la discussion commune. Et donc de répondre présents aux rendez-vous, tel celui de la possible convocation par gouvernement vénézuélien d'un débat pour une Ve Internationale.

Le caractère propagandiste de cette proposition ni la complexité d'une invitation venant d'un chef de gouvernement n'a échappé à personne. Mais en même temps, ce qui a été souligné à plusieurs reprises, l'hypothèse confère nouvelle crédibilité et une nouvelle visibilité à la conception de l'Internationale, au fait que cette dimension est décisive pour affronter la mondialisation capitaliste et sa crise. Et ce n'est pas un hasard si, à côté de la proposition de Chavez, existe une autre, promue des Américains de Znet et que, parmi ses premiers signataires, on voit Noam Chomsky, Michael Albert, Vandana Shiva, Michael Löwy, John Pilger et bien d'autres.

Le congrès a donc décidé de participer à ce débat en maintenant intacte sa conception de l'Internationale, c'est-à-dire d'un organisme fondé sur un programme, une perspective commune (le dépassement du capitalisme), la démocratie interne, l'efficacité sociale et l'indépendance absolue par rapport aux gouvernements. En même temps, l'appel de Marea Socialista de tenir une rencontre internationale à Caracas, en juin prochain, a été accueilli positivement.

De même que question des mouvements sociaux a été au centre de la discussion, avec l'engagement pour le "sommet" de Cochabamba sur le réchauffement climatique, convoqué du président bolivien Evo Morales, les divers Forum sociaux — celui des Amériques à Asunción, le Forum social européen à Istanbul et le Forum mondial, en 2011, à Dakar —, le sommet eurolatinoaméricain à Madrid en mai prochain et de celui contre l'OTAN à Lisbonne en novembre 2010. Une nouvelle impulsion a aussi été donnée à l'Institut de Formation et de Recherche d'Amsterdam, qui s'appuiera sur deux nouveaux centres "régionaux", dont l'importance symbolique saute aux yeux : celui de Manille et celui d'Islamabad.

Sur le plan européen, outre l'importance mentionnée accordée aux sommets de Madrid et de Lisbonne, il s'agit de remettre en mouvement le processus de convergence de la gauche anticapitaliste qui, au-delà de formules et de formes, doit permettre d'avancer la réflexion commune et, surtout, d'initier des campagnes politiques communes.

À ce propos, le congrès s'est prononcé en faveur de l'organisation des conférences thématiques permettant discuter diverses questions en vue de prendre des initiatives communes. Le premier rendez-vous sera dédié à la crise économique et en particulier de la manière de

s'opposer efficacement à trois de ses aspects : les licenciements, les attaques que subissent les systèmes des retraites et celles visant les services publics.

Salvatore Cannavò, membre du Bureau exécutif de la IVE Internationale, fait partie de la direction de l'organisation italienne Sinistra critica (Gauche critique), qui lors de sa conférence nationale en novembre 2009 a décidé d'établir des relations de "solidarité politique" avec la IVE Internationale, y apportant sa contribution et son expérience historique propre.

Par vent et marée...

Par Penelope Duggan

Penelope Duggan, militante du NPA, est membre du Bureau exécutif de la IVE Internationale. Nous reproduisons ici le discours qu'elle a prononcé à l'ouverture du 16e Congrès mondial.

En accueillant nos invités et camarades au 16e Congrès mondial de la IVE Internationale je voudrais brièvement rappeler ce que nous avons fait depuis notre congrès précédent.

Celui-ci a eu lieu en février 2003, la veille de la plus grande mobilisation mondiale sur un thème simple que nous connaissions : contre la guerre impérialiste en Irak. Nous avons alors noté qu'il s'agissait du signal important de l'apparition d'un nouveau mouvement mondial pour la justice, le mouvement altermondialiste, qui avait remis à l'ordre du jour l'idée qu'un autre monde était possible — résultant de l'initiative prise à Port Alegre par les forces comprenant celles de la IVE Internationale.

Depuis lors ce mouvement s'est développé, de manière inégale, à travers les forums sociaux régionaux, sectoriels et mondiaux. Récemment il a connu un nouvel élan avec les mobilisations lors du sommet climatique à Copenhague en décembre 2009.

Reconnaissant l'importance de ce mouvement, la IVE Internationale a été présente et visible lors des forums sociaux mondiaux et régionaux. Nous avons participé aux débats organisés avec les autres forces, notamment sur les questions de la stratégie pour réaliser un autre monde, et nous avons défendu une perspective prolétarienne et internationaliste conséquente dans les journaux et tracts publiés en plusieurs langues à cette occasion.

Cependant, ni l'apparition de ce nouveau mouvement plein d'espoir, ni les développements en Amérique latine n'ont changé le rapport de forces mondial, qui continue à être défavorable aux travailleurs et aux opprimés. L'ordre du jour néolibéral n'a pas été renversé par les luttes des travailleurs de différents secteurs et continents, les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier ont continué à s'enfoncer dans la collaboration de classe sous

prétexte d'atténuer les coups des attaques néolibérales.

Ni l'activité maintenue des puissants mouvements anti-guerre, ni la résistance des populations agressées n'ont pu stopper la course guerrière de l'impérialisme. Le peuple palestinien, en particulier, continue à subir la répression et des attaques incessantes.

Celles contre les droits des femmes, en particulier contre leur droit de choisir, se poursuivent malgré la résistance et le développement du réseau féministe international de la Marche mondiale des femmes.

La IVe Internationale a été partie prenante de toutes ces résistances, en particulier nous pouvons rappeler notre engagement dans la récente marche sur Gaza.

L'apparition de nouvelles forces au sein des mouvements des travailleurs et des opprimés, capables de prendre la tête de ces contre-offensives et de leur offrir des perspectives politiques nouvelles a été limitée et partielle. Au travers des conférences anticapitalistes en Europe et dans le cadre des forums sociaux mondiaux, nous avons pris l'initiative en proposant à ces forces radicales et anticapitalistes des rassemblements pour discuter des actions communes possibles.

Renforcement de notre présence politique

Pour renforcer notre contribution aux débats politiques nous avons pris un certain nombre de mesures :

- En 2005, nous avons relancé International Viewpoint (<http://www.internationalviewpoint.org/>) en tant que web-magazine en langue anglaise, pour présenter notre point de vue et des informations à une audience beaucoup plus large que celle pouvant être atteinte par un journal imprimé. Cela nous a en particulier permis d'être plus présents dans de larges parties de l'Asie, où de nouvelles forces politiques se développent et cherchent à établir des rapports politiques.

- En 2007, nous avons également lancé un site web en espagnol, Punto de Vista Internacional (<http://puntodevistainternacional.org/>), pour permettre à la IVe Internationale de s'adresser également à l'audience en Amérique latine, qui est actuellement le continent des plus importants mouvements de masse radicaux de la planète.

- Ces publications sur le web complètent Inprecor en langue française, qui continue à être imprimé et dispose de son propre site web: <http://orta.dynalias.org/inprecor/home>

En dépit de nos faiblesses, qui font que ces instruments sont loin de la perfection, ils permettent de connaître notre point de vue. Le nombre des visites sur ces sites web prouve qu'il est très recherché.

En 2007 nous avons relancé l'Institut International de Recherche et de Formation d'Amsterdam en tant que centre de formation de nos camarades et des organisations avec lesquelles nous avons des relations fraternelles, mais également lieu d'élaboration sur des

thèmes nécessitant de nouveaux développements du mouvement marxiste radical. Des séminaires sur la question climatique, la Palestine, la crise économique, les questions femme et LGBT ont en particulier servi à enrichir la préparation des débats de ce congrès mondial.

En collaboration avec nos camarades britanniques l'IIRF-IIRE maintient son programme de publications, ce qui nous a permis d'éditer régulièrement des travaux sur les questions stratégiques concernant le mouvement altermondialiste et le réchauffement climatique.

Conscients que le mouvement révolutionnaire doit se renouveler et rester en contact avec les camarades menant les combats dans le monde actuel, la IVe Internationale prête une attention particulière au travail au sein de la jeunesse. Les camps jeunes, organisés chaque année en Europe, réunissent ainsi plusieurs centaines de jeunes—avec une semaine de débats politiques sur les questions d'actualité, la théorie et l'histoire de la lutte des classes. Depuis plus de 25 ans ils sont appréciés par les nouvelles générations et bon nombre de camarades ici présents ont « fait leurs classes » dans ces camps.

Pour une petite organisation il s'agit là de réalisations significatives dont nous pouvons être fiers et que nous devons développer et renforcer dans le futur.

Hommage aux camarades disparus

Depuis le dernier congrès nous avons également subi des pertes. Je ne peux malheureusement pas mentionner ici tous les camarades disparus.

Juste après le congrès de 2003 nous avons appris la mort de notre camarade Wang Fanxi, un des premiers trotskystes chinois, âgé de 95 ans. Après des années passées dans des prisons de Tchang Kai-Chek, Wang a été chassé de Chine par la répression maoïste et a passé le reste de sa vie en exil en Grande-Bretagne, où il a poursuivi l'analyse de la réalité chinoise jusqu'à un âge avancé.

Le camarade Livio Maitan, durant de longues années un dirigeant central de la section italienne et de l'Internationale, était notre dernier lien avec la génération qui a maintenu la IVe Internationale au cours de la difficile période après la seconde guerre mondiale. Il est mort en 2004, restant jusqu'au bout actif dans la lutte pour la construire ainsi que sa section italienne.

Roland Lew, ancien membre de la section belge et analyste régulier de la Chine dans notre presse, est mort en 2005. Le camarade Redouane Nakaba, syndicaliste étudiant et enseignant, dirigeant des luttes dans le secteur enseignant depuis les années 1980, est mort subitement en 2008.

La section britannique a connu une grande perte en 2008 avec la mort de Greg Tucker, dirigeant connu du syndicalisme cheminot et militant politique. Greg avait aidé l'Internationale à la fois en construisant les contacts dans son secteur et en relançant International Viewpoint, dont il

a été le webmaster.

Peter Camejo avait été un dirigeant du mouvement contre la guerre du Vietnam aux États-Unis et avait rejoint le SWP, dont il devint rapidement une figure de premier plan. Lorsque le SWP américain a commencé à rompre avec la IVE Internationale, Peter s'en est séparé au cours des années 1980 et, poursuivant son engagement progressiste, il est devenu un des dirigeants des Verts en Californie. Il est mort en 2008. Nous nous souvenons également de Caroline Lund et d'Ed. Kovacs, également anciens militants du SWP.

En 2009 nombre de nos camarades ont disparu :

— Hoang Khoa Khoi, connu comme « Robert », le plus vieux trotskiste vietnamien, longtemps dirigeant du Groupe trotskyste exilé en France et ancien membre de la direction internationale ;

— Nellys Palomo, de la génération qui a construit le PRT mexicain, une dirigeante du mouvement féministe et du mouvement au Chiapas ;

— André Fichaut, « Max », figure historique du mouvement ouvrier à Brest, dirigeant du PCI puis de la LCR en France ;

— Leni Jungclas, figure historique du trotskysme en Allemagne, militante depuis l'âge de 14 ans, active contre les nazis et jusqu'à sa mort ;

— Peter Gowan, dirigeant de la section britannique au cours des années 1970, analyste anti-impérialiste réputé ;

— Angel Fanjul « Heredia » et la militante féministe Dora Coledesky, deux dirigeantes actives du mouvement trotskyste en Argentine, y compris à leur retour d'exil en France après 1984 ;

Le 13 décembre 2009 quatre dirigeants du Labour Party Pakistan — Abdul Salam, Najma Khanum, Rehana Kausar et Walid Baloch — sont morts dans un accident routier. Ce fut un coup dur pour le développement du LPP, en particulier dans la province du Balutchistan. D'autres camarades du LPP ont été assassinés en 2007 et 2008 par des attentats-suicides à Swat et à Peshawar.

Le dirigeant historique du trotskisme bolivien et de la révolution de 1952, Hugo Gonzalez Moscoso, torturé et exilé à de nombreuses reprises, militant jusqu'à sa mort, a disparu en janvier 2010.

Également en janvier nous avons perdu Daniel Bensaïd, bien connu par des milliers de camarades, un des dirigeants du Mai 68 français, de la section française et de l'Internationale. A partir des années 1990 il a concentré sa brillante énergie sur l'élaboration marxiste. En dépit de sa santé fragile, il a continué à parcourir le monde, depuis le Japon jusqu'à l'Amérique latine. Il aura été jusqu'au bout un membre actif de la LCR, puis du NPA, toujours actif au quotidien y compris dans son comité local, ce dont je peux témoigner étant membre du même comité.

A la mémoire de ces camarades et de tous ceux que je n'ai pu mentionner, de tous ceux qui ont perdu la vie en luttant contre la répression, l'oppression et l'exploitation, je vous demande une minute de silence.

Rapport sur la situation mondiale

Nous reproduisons ici le rapport présenté par Laurent Carasso pour introduire le débat sur la situation mondiale lors du 16e Congrès mondial de la IVE Internationale. La ligne générale de ce rapport a été approuvée par 95,92 % des mandats, avec 2,04 % d'abstentions et 2,04 % ne participant pas au vote.

Ce rapport ne fera pas un tour du monde détaillé. Il essaiera de mettre l'accent sur ce qui est le plus important et, à nos yeux, doit relever d'une compréhension commune des événements et des tâches. Sur beaucoup de situations régionales les camarades enrichiront largement la discussion de leurs interventions.

I. La situation mondiale est marquée du signe de la crise

Nous sommes confrontés pour la première fois dans l'histoire à une crise globale et combinée du système capitaliste : une crise économique, sociale, alimentaire, écologique, humaine.

Pour la première fois dans l'histoire, cette crise se situe et s'explique par la globalisation capitaliste. Aucun territoire n'y échappe. Tous les facteurs économiques, sociaux et politiques sont interdépendants à l'échelle mondiale. La crise économique n'est pas une crise conjoncturelle. C'est une crise structurelle, systémique, c'est la crise la plus grave depuis 1929. Les États-Unis ont perdu 35 % de leur richesse financière et la zone Euro 25 %.

Lorsque les gouvernements parlent de « sortie de crise », nous ne sommes pas d'accord. Il peut y avoir des reprises conjoncturelles, liées aux politiques de soutien à l'activité dans tel ou tel pays, mais les pays du centre — États-Unis et Europe — ne sortent pas de la crise. L'explosion de la dette publique en Europe du Sud — en Grèce, en Espagne... — et l'incertitude bancaire et financière témoignent de l'instabilité de la situation et d'une nouvelle phase de la crise, au moins en Europe : « La crise n'est pas finie » !

Elle n'est pas une simple crise cyclique conjoncturelle mais s'inscrit dans une crise structurelle de longue durée, une crise de « l'ordre productif » mis en place par la contre-révolution néolibérale à la fin des années 1970. Les phases de « reprise » et de « récession » alternent depuis plusieurs décennies, mais les crises sont de plus en plus profondes, elles ont tendance à se succéder à un rythme de plus en plus accéléré, elles frappent maintenant le cœur du système, leur coût global est de plus en plus élevé.

La crise actuelle montre un approfondissement des contradictions et des « limites historiques » du système.

Cette crise a commencé dans la sphère financière, mais elle ne peut aucunement se réduire à une crise bancaire et financière. Elle résulte de la combinaison d'une crise de surproduction de marchandises, de suraccumulation du capital et de sous-consommation.

A la fin des années 1970, quand s'est terminée la phase de croissance des trois décennies précédentes, les classes dominantes ont lancé une offensive pour redresser le taux de profit, en baissant les salaires, en privatisant massivement, en développant un chômage de masse, en déréglementant les relations sociales.

Cette pression sur les salaires et l'emploi, sur les budgets sociaux, a entraîné une baisse de la demande qui, en retour, a provoqué un excédent des capacités de production et donc un problème de rentabilité pour la production industrielle. Il y a, dès lors, baisse de l'investissement, parce qu'il était moins rentable d'investir dans l'industrie et plus rentable de le faire sur les marchés financiers.

Pour compenser cette double crise — celle de la production de plus-value avec le recul de la rentabilité industrielle et celle de la réalisation de la plus-value avec la baisse de la consommation (double crise analysée, déjà, par Ernest Mandel à la fin des années 1980 et au début des années 1990), le système s'est engagé dans une fuite en avant : à la recherche croissante de profits sur les marchés financiers dans la financiarisation, l'endettement privé (celui des ménages) et public (celui des États).

C'est cela qui a craqué en 2008. Les banques et les marchés financiers ont été en première ligne. Une des dimensions de la crise est bancaire et financière, au travers de la dévalorisation de ce que certains appellent le « capital fictif ». Mais ce qui a nourri cette spirale, c'est la logique même du capitalisme : la recherche du profit, la recherche du meilleur taux de rentabilité des capitaux investis, la concurrence entre capitaux, la propriété privée des secteurs-clés de l'économie.

Ces mécanismes ont débouché sur une crise de longue durée marquée par les caractéristiques suivantes :

a) Croissance limitée autour 3 % à 4 % à l'échelle mondiale avec des inégalités impressionnantes entre seulement de 1 % à 2% en Europe, 2 % à 3% aux États-Unis et 8 % à 10 % pour les « BRIC » (Brésil, Russie, Inde et Chine), bien qu'on ne puisse mettre sur le même plan la croissance de l'Inde, de la Chine et celle, par exemple, du Brésil. Sans la Chine et l'Inde, la croissance mondiale serait très faible.

b) Maintien du chômage : 50 millions de chômeurs en plus dans les pays de l'OCDE ; plus de 217 millions de chômeurs dans le monde pour l'OIT. 20 % de chômage dans un pays comme l'Espagne. Pertes irréversibles d'emplois aux États-Unis et en Europe, entre 3 % et 5 % des emplois.

c) Baisse et limites de la consommation liées à la pression sur les salaires. Nette augmentation de tous les services d'aide alimentaire d'urgence aux États-Unis et en Europe

capitaliste. Plus de 26 % d'aide alimentaire en plus dans les 27 principales villes états-uniennes.

d) Déficits publics abyssaux pour contenir la crise (entre 8 % et 13 % du PIB), dette publique entre 70 % et 80 % du PIB en moyenne.

e) Explosion des liquidités et nouvelles bulles spéculatives : flux de capitaux vers les pays émergents au détriment des investissements au centre, hausse des cours de la Bourse, spéculation sur les matières premières.

f) Les comptes sont loin d'être nettoyés des actifs toxiques. De nouvelles faillites bancaires ne sont pas à exclure.

Cela conduit le patronat et les classes dominantes à redoubler dans les attaques contre les travailleurs et les peuples. Le moment de la crise est un moment de nouvelle offensive du capital :

a) Il y a maintenant un marché mondial de la force de travail, qui exige plus de concurrence entre capitaux et entre travailleurs. La crise de 2008 a accéléré la restructuration des entreprises, avec des plans souvent déjà prévus de réorganisation de la production dans les principales branches d'activité, avec des licenciements, plus de flexibilité et de précarité. Cela fait pression sur les salaires et tire les droits des travailleurs vers le bas. Ces attaques vont continuer et dégrader davantage les conditions de vie de centaines de millions d'entre eux.

b) Les attaques contre les services publics se multiplient. Le but, c'est l'accentuation des attaques dans toute l'Europe contre la protection sociale, la santé et les retraites.

c) Le corollaire de ces attaques sociales est l'aggravation des politiques sécuritaires, du contrôle policier et du contrôle social sur les populations avec une montée de la violence d'État, comme en témoigne au Brésil ou au Mexique la violence policière et militaire dont les pauvres, les enfants et les femmes sont les premières victimes.

La Grèce et l'Espagne sont un laboratoire. Là s'annonce une vague de politiques d'austérité dans toute l'Europe. Pour compenser la dette et les déficits, les classes dominantes, les marchés financiers et la Banque Centrale Européenne (BCE) exigent le démantèlement des services publics, la réduction du nombre de fonctionnaires, des salaires et de la protection sociale. En Grèce, le gouvernement utilise le « terrorisme de la dette » pour imposer ces reculs sociaux ainsi que la remise en cause d'une structure de services et de secteur publics qui restait importante.

C'est peu dire qu'après un moment de panique et au-delà de gesticulations idéologiques « sur le retour de l'État » — comme si celui-ci avait disparu !! — et « la moralisation des marchés financiers et du capitalisme », les politiques néolibérales sont confirmées.

Cela tranche un débat sur les possibilités d'un « tournant keynésien ». Il ne s'agit pas de reprendre un débat historique mais de comprendre la dynamique de la crise. Il y a eu, à la différence de 1929, une intervention massive

des États pour contenir la crise : un étatsisme néolibéral. Mais à cette étape, ni les rapports de forces sociaux, ni les choix des classes dominantes ne s'orientent, comme ce fut le cas après 1945, vers de nouvelles politiques publiques, une nouvelle sécurité sociale, une relance de la demande, la création de nouveaux secteurs de production et la création massive d'emplois. Il n'y a pas en vue l'équivalent d'une nouvelle phase de « production de masse » et de « consommation de masse » comme à cette période, avec les rapports socio-politiques qui s'étaient alors construits.

II. Crise climatique

C'est dans ce contexte que la crise climatique va s'aggraver. L'échec de la conférence de Copenhague le prouve. Nous savons que le capitalisme ne pouvait pas résoudre la crise écologique. Là où il faut penser « besoins sociaux », le capitalisme pense « profit ». Là, où il faut de la coordination, de la planification, des choix à long terme, le capitalisme pense « concurrence des capitaux et propriété privée ». Mais ce que montre Copenhague, c'est que le système capitaliste ne peut se transformer en « capitalisme vert ». Il y a seulement un capitalisme vert, mais pas de capitalisme vert...

Les États et les gouvernements ne veulent ni ne peuvent se fixer des objectifs de réduction des gaz à effets de serre à la hauteur de la crise. Les objectifs du GIEC ne sont pas respectés. Ce qui prime ce sont les intérêts capitalistes — trouver de nouveaux marchés, notamment sur les droits à polluer — mais pas des réorganisations « vertes » de l'énergie, de l'urbanisme et des transports. Le capitalisme vert n'émerge pas comme le « New Deal » des années 2010. Au-delà même de la concurrence entre capitaux qui empêchent une réponse équilibrée à la crise écologique, le « green business » c'est à peine plus de 2 % d'emplois en dix ans. Il n'y a pas à l'horizon une « production et une consommation de masse verte », une relance du système par un capitalisme vert, même si les gouvernements et les grands groupes manipulent la question écologique pour imposer le nucléaire ou pour justifier l'expulsion des populations indigènes de régions entières en Asie ou en Amérique latine.

III. « Basculement du monde »

Une des spécificités de la crise actuelle c'est sa combinaison avec un « basculement du monde » dans le cadre de la globalisation capitaliste. Ce n'est ni un processus achevé, ni irréversible, mais les centres de gravité de la situation mondiale bougent.

Les États-Unis connaissent un déclin relatif. Les deux termes sont importants pour les raisons suivantes :

- La part de l'économie états-unienne dans l'économie mondiale diminue. Comme l'Europe, elle subit un processus de désindustrialisation. Sa dette atteint des proportions impressionnantes. Ses positions dans le monde se sont dégradées notamment dans l'enlèvement en Irak et en Afghanistan. Le choix d'Obama, pour les classes dominantes, était justement de reprendre

l'initiative, mais la profondeur de la crise économique aux États-Unis, les difficultés rencontrées en Irak, en Afghanistan, la nécessité d'accepter certaines formes de multilatéralisme illustrent bien les limites de sa politique. Il y a nettement une remise en cause de l'hégémonie américaine des années 1980-2000 et Obama n'arrive pas à inverser la tendance .

- Mais c'est un « déclin relatif » parce que les États-Unis restent la première puissance mondiale. Le marché américain est immense. Le dollar, soutenu par les placements des fonds chinois et japonais, reste la monnaie de référence... Et surtout leur hégémonie militaire est indiscutable.

Dans cette situation de recul économique, les interventions militaires et les tentatives de contrôle géostratégiques, en termes de territoire, de ressources naturelles, de matières premières, comme le pétrole, sont capitales. Le Moyen-Orient, l'Asie Mineure ou l'Amérique Latine en sont les cibles. Les choix militaires en Afghanistan, au Honduras ou en Haïti, témoignent de cette agressivité militaire états-unienne. C'est aussi un moyen d'aligner les autres puissances impérialistes, notamment au travers de l'OTAN. Les zones de confrontations politiques et militaires avec l'impérialisme états-unien doivent concentrer toute notre attention.

Cela met à l'ordre du jour l'importance de l'intervention contre la guerre de notre mouvement, une mobilisation unitaire pour le retrait des troupes états-uniennes de ces pays, la défense de leur souveraineté et des libertés démocratiques.

Avec l'aval des États-Unis, l'État d'Israël sert de relais à cette politique de guerre agressive : en trois ans, deux guerres d'agression au Liban et dans la bande de Gaza faisant plus de deux mille victimes, et le développement actuel de nouvelles menaces contre le Liban.

Ces guerres s'inscrivent dans cette globalité de « guerre contre le terrorisme », et imposent de poursuivre notre bataille de solidarité avec la lutte du peuple palestinien et la reconnaissance de ses droits légitimes.

Dans des pays comme l'Irak, la Palestine, l'Afghanistan, nous combinons l'exigence du retrait des troupes, tâche centrale, le soutien aux militants et groupes progressistes et la bataille face à la domination des courants islamistes fondamentalistes.

En Iran, nous rejetons toutes les menaces des puissances impérialistes contre l'Iran, au moment où se construit en Europe la même campagne médiatique qui avait précédé l'invasion de l'Irak et nous soutenons les mouvements de masse contre le régime Ahmadinejad et leur lutte pour la démocratie.

Mais une des questions centrales de la situation mondiale porte sur les nouveaux rapports qui s'instaurent entre la Chine, l'Inde, les États-Unis et le reste du monde. Alors que la croissance des États-Unis et celle de l'Europe tourne

autour de 1 % à 2 %, la Chine est repartie avec un taux de croissance autour de 10 %. D'ores et déjà c'est, au coude à coude avec le Japon, la deuxième économie mondiale et le premier exportateur mondial. Des géants chinois sont en concurrence avec des transnationales dans les secteurs clés comme l'aéronautique, le transport. Des millions d'hectares en Amérique latine et en Afrique sont exploités par des sociétés et l'État chinois. La Chine est devenue une puissance économique mondiale.

Devenue « atelier du monde », la croissance chinoise est tournée vers l'exportation. Mais elle connaît, aussi, un processus d'industrialisation massif et rapide, ainsi que l'élargissement de son marché interne qui s'est considérablement développé ces dernières années. Néanmoins, la Chine est confrontée à des faiblesses structurelles : la forte dépendance d'une économie exportatrice, des énormes bulles spéculatives, les limites de son marché intérieur, la surexploitation de ses ouvriers, la situation de pauvreté de ses centaines de millions de paysans, l'absence d'un système de protection sociale. Le système bureaucratique et la corruption pèsent lourdement sur son développement économique. Il faut aussi indiquer les faiblesses de son appareil militaire par rapport aux États-Unis. Les deux puissances se tiennent. L'exemple des parités monétaires en est un bon exemple.

Il y a donc des modifications dans les rapports de forces entre les États-Unis et la Chine, l'économie chinoise est aujourd'hui la locomotive de la croissance mondiale. C'est un facteur fondamental, nouveau, mais il ne constitue pas, à cette étape, la « sortie de crise » en termes de « débouchés de production et de consommation de masse ». La Chine ne peut remplacer les États-Unis.

IV. Amérique du Sud, point clé de l'affrontement contre l'impérialisme nord américain

La crise mondiale frappe aussi l'Amérique latine, même si c'est de manière inégale avec certains pays qui connaissent de la croissance, mais aussi sous des formes particulières, comme une « crise de civilisation » sur les plans de la crise écologique, des rapports entre les luttes sociales, nationales et ethniques.

L'Amérique du Sud reste un des points clés de l'affrontement social et politique contre l'impérialisme nord-américain.

Nous voudrions insister sur 3 points, témoignant des trois projets à l'œuvre aujourd'hui dans la région :

- Le trait marquant c'est l'offensive de l'impérialisme états-unien et de la droite latino-américaine contre les peuples. Après l'échec de la Zone du libre échange des Amériques (ZLÉA ou ALCA), il s'agit de reprendre une offensive directe et indirecte : diplomatique, comme au travers du « sommet des Amériques » à Trinidad, et militaire, comme au Honduras et en Haïti. Cela peut aller jusqu'à des formes de recolonisation comme en Haïti, avec la démonstration de force des troupes américaines à quelques centaines de kilomètres du Venezuela. Dans ce dispositif la Colombie a un

rôle central. Cette offensive se traduit aussi par des victoires électorales comme au Chili et des offensives politiques de la droite comme en Argentine, au Venezuela ou au Paraguay.

- Le deuxième facteur à souligner, c'est la place du Brésil dans l'économie et la politique internationales. En matière d'infrastructures, d'exploitation des ressources naturelles, d'agro-exportation, le Brésil joue un rôle majeur. Des entreprises multinationales brésiliennes soutenues par le gouvernement, comme la Petrobras, jouent clairement un rôle impérialiste dans les pays voisins. Le Brésil garde des traits de pays capitaliste dépendant, ainsi ses exportations des produits industrialisés diminuent et celles des produits primaires augmentent relativement. Mais il faut noter aussi de nouveaux rapports de forces entre les États-Unis et le Brésil. Cela donne au Brésil de nouvelles capacités d'initiative politique. La position du Brésil sur le Honduras le montre bien. La place du Brésil dans la coalition impérialiste pour Haïti indique aussi sa nouvelle place, aux côtés des États-Unis.

Dans les années 1960, on parlait déjà de « sous-impérialisme » — certains utilisent la notion « d'impérialisme périphérique ». On peut discuter cette notion, et c'est aux camarades latino-américains de nous éclairer sur ce point, mais il y a incontestablement un nouveau rôle du Brésil.

Les principaux pays de l'Alliance Bolivarienne pour les Amériques (ALBA) — Équateur, Bolivie, Venezuela et Cuba — constituent un troisième groupe de pays. Ce sont des pays qui à divers niveaux ont opéré des processus de ruptures partielles avec l'impérialisme états-unien, en termes de confrontations politiques, de mesures sociales progressistes et de réformes constitutionnelles. Mais chaque pays a une situation spécifique. L'Équateur a vu des mobilisations sociales indigènes importantes qui ont arraché de nouveaux droits démocratiques au gouvernement Correa. Cela s'est fait, d'ailleurs, par une série de confrontations. L'expérience bolivienne, avec la création du Mouvement pour le socialisme - Instrument politique de la souveraineté du peuple (MAS-IPSP) par les mouvements sociaux, est celle où les mobilisations sociales, indigènes, nationales et les mesures progressistes du gouvernement s'interpénètrent le plus. Evo Morales a gagné les élections. Les classes populaires et les mouvements sociaux attendent beaucoup de cette victoire. Le Venezuela est, lui aussi, à la croisée des chemins : soit il y a une avancée de la révolution dans le processus bolivarien, en ripostant aux attaques de la droite mais aussi en s'attaquant aux structures fondamentales de l'économie en termes de conquêtes sociales, de nationalisations, de contrôle des travailleurs, ce qui suppose de stimuler la mobilisation des masses et la démocratie ; soit le projet de capitalisme d'État et les traits « bonapartistes » du régime se consolident avec une bureaucratie interne du régime qui étouffera le processus. Il peut y avoir des mesures positives comme les nationalisations ou interventions pour des aides sociales,

mais l'allure générale du processus montre une série de signes inquiétants. Quant à Cuba, qui occupe une place particulière et qui devrait mériter un traitement plus approfondi dans nos discussions, elle reste la cible des États-Unis et nécessite de notre part une défense active contre l'impérialisme.

Mais au-delà de ces classifications politiques, il y a, en Amérique latine, une dynamique de polarisation entre les luttes populaires et l'impérialisme. Les tensions sociales et politiques prennent toujours un caractère plus aigu. C'est le continent où il y a eu dans la dernière période le plus d'accumulation de résistances sociales, d'expériences révolutionnaires. Son développement inégal et combiné peut créer les conditions d'une alliance des travailleurs, des paysans et des peuples indigènes pour leurs droits fondamentaux, d'une alliance de l'anticapitalisme et du nationalisme radical ou révolutionnaire contre l'impérialisme.

V. Inégalités asiatiques

L'Asie est l'une des parties du monde où l'implosion de l'URSS a eu des conséquences particulièrement profondes, « dégelant » les alliances nouées durant la « guerre froide ». Non seulement Pékin affiche ses ambitions, mais New Delhi joue un rôle politique et militaire croissant du Sri Lanka à l'Afghanistan, déstabilisant encore plus le Pakistan. Toute cette région est entrée dans une phase d'instabilité géopolitique favorable à la remontée des nationalismes militaristes, comme au Japon, des tensions interethniques et des fondamentalismes religieux. Le rapport des forces entre puissances régionales et mondiales (USA, Japon, Chine, Inde...) devient indécis. Un nouvel arc de crise apparaît qui va de la péninsule coréenne à l'Afghanistan et à l'Asie centrale, en passant par Mindanao ou le Sri Lanka, multipliant les foyers potentiels de guerre alors que plusieurs des pays concernés possèdent l'arme nucléaire (USA, Chine, Inde, Pakistan, Corée du Nord dans une certaine mesure, demain le Japon ?). Dans ce contexte, l'impérialisme étatsunien tente pour sa part de renforcer ses bases, de Diego Garcia à Okinawa, ainsi plus généralement que sa présence et ses possibilités d'action, comme aux Philippines (en particulier à Mindanao).

Globalement l'Asie a mieux résisté à l'actuelle crise économique que d'autres régions, les taux de croissance restant en moyenne plus élevés. Mais cela ne doit pas cacher de fortes disparités entre pays, ni l'acuité des tensions sociales nourries par l'enrichissement des classes capitalistes et de certaines couches moyennes contrastant avec la surexploitation de millions d'ouvriers et de paysans. Depuis la crise financière de 1997, les couches populaires ont subi une série d'attaques contre leurs droits sociaux et environnementaux aux effets cumulatifs. Certains pays traversent des crises institutionnelles et sociales aiguës comme la Thaïlande ou les Philippines.

Les capacités de résistance et de riposte populaires s'avèrent très inégales suivant les cas. Dans certains pays, des forces de gauche, bien qu'au départ faibles, ont récemment connu un développement significatif

encourageant (Pakistan, Malaisie...). Bien qu'étant plus importantes, elles restent divisées dans d'autres pays comme l'Inde ou les Philippines. Dans certains cas, elles n'ont pu encore surmonter un état de fragmentation (Indonésie...) alors qu'ailleurs il faut reconstruire un mouvement politique et syndical sur une base d'indépendance de classe (Thaïlande, Chine...). Cependant, par-delà cette diversité de situations, les liens régionaux entre mouvements politiques, associatifs et sociaux se sont notablement renforcés dans la région : affirmation des solidarités, combat anti-impérialiste et anti-guerre, résistance des paysans et autres travailleurs aux politiques néolibérales, appels à l'annulation de la dette et au respect de la souveraineté alimentaire, luttes combinant exigences sociales, droits démocratiques et réponses à la crise écologique... Le renforcement de ces réseaux régionaux et leur intégration dans des mouvements mondiaux constituent un point d'appui pour les combats à venir.

VI. Le continent africain dévasté

L'Afrique, quant à elle, reste le continent dévasté par la globalisation capitaliste et les effets de la crise mondiale. La crise climatique et la crise alimentaire connaissent une gravité particulière. Après des décennies de politiques d'ajustement structurel (privatisation du secteur économique d'État, libéralisation des marchés, priorité aux exportations et au remboursement de la dette publique) imposées par l'impérialisme, au travers des institutions internationales comme l'OMC et le FMI, l'Afrique demeure dépendante de l'exportation des matières premières agricoles, énergétiques et minière vers les pays du centre. C'est ainsi qu'elle est frappée par la baisse de la demande de celles-ci. Malgré la demande chinoise importante, la croissance est passée de 9 % en 2007 à 5,1 % en 2008 et à 1 % en 2009.

Cette chute du taux de croissance s'est encore accompagnée de la gravité particulière sur le continent de la crise alimentaire consécutive à la hausse du prix des denrées alimentaires. Exclues du partage des fruits de la croissance par les capitales impérialistes et les bourgeoisies locales, les couches populaires voient leur situation se dégrader davantage : baisse des salaires réels, difficultés d'accès aux terres fertiles, milliers de victimes des guerres néocoloniales dites « tribales » ou « confessionnelles », chômage des jeunes, violence à l'égard des femmes, catastrophes naturelles liées au réchauffement climatique. La violence de la néolibéralisation a produit une dynamique de mobilisation populaire dans divers pays. Des luttes contre la vie chère, pour l'accès à l'eau potable, à l'électricité, à la santé, pour le droit aux études marquent la vie sociale et politique africaine. Dans ce processus, il est urgent que les militants et organisations partisans d'une alternative socialiste entreprennent un travail commun au-delà des traditions différentes.

Dans le Maghreb, ces dernières années ont vu la multiplication de luttes sociales importantes, provoquées notamment par le rôle d'arrière-cour que veut faire jouer l'Union européenne à ces pays.

VII. L'Europe — « maillon faible » de la chaîne impérialiste

La crise affaiblit l'Union Européenne. Elle montre l'incapacité structurelle de « gouvernance » de l'Europe : extrême faiblesse du budget européen (moins de 1 % du PIB), pas de politiques industrielles européennes, pas d'agence de la dette, absence de politique sociale européenne. Les « dynamiques divergentes » jouent à plein en fonction de la place de chaque pays dans l'économie mondiale et dans la division du travail. La Grande-Bretagne avec sa puissance financière, l'Allemagne avec ses biens d'équipements industriels, la France avec ses spécialisations adossées à une industrie d'État comme le nucléaire, l'industrie d'armement, l'aéronautique ou les transports. Du coup, loin de « faire des grands groupes européens pour un capitalisme européen », les grandes entreprises croisent leurs capitaux, leurs techniques avec d'autres groupes mondiaux et la concurrence entre pays s'exacerbe. L'Europe est particulièrement frappée par l'explosion de la dette comme l'a montré la crise grecque et les faiblesses espagnoles et portugaises. Les pays de l'Est de l'Europe sont aussi touchés par la crise qui aggrave leurs inégalités de développement, leur déficit et leur dépendance en particulier vis-à-vis de l'Allemagne.

Pour compenser cette faiblesse dans une concurrence mondiale de plus en plus aiguë, les bourgeoisies européennes doivent « casser ce qui reste du modèle social européen ». Du coup, on s'attaque aux libertés démocratiques, en particulier aux droits des immigrés. Mais ces attaques ne débouchent pas mécaniquement, automatiquement, sur un développement des résistances sociales ni sur une croissance du mouvement ouvrier et des anticapitalistes.

Il y a des résistances sociales mais pas à la hauteur des attaques. Dans les années 1930, il y avait eu un délai entre la crise et les réactions sociales et politiques. Nous pouvons dire : « attendons »... mais à cette étape, il n'y a pas eu de luttes sociales généralisées.

A droite, la crise économique pose un problème de représentation des classes dominantes. Cela sape même la base sociale des partis bourgeois classiques et provoque des tensions et contradictions internes, favorise l'émergence de partis populistes ou fascistes. La crise a affaibli la droite traditionnelle.

Mais elle a aussi affaibli la gauche traditionnelle qui n'a pas, fondamentalement, de politique différente de la droite, face à la crise. La crise n'a pas provoqué de tournant à gauche des partis sociaux-démocrates. Elle a approfondi leur processus d'adaptation sociale libérale. La social-démocratie garde des rapports sociaux et politiques avec l'histoire et la réalité du mouvement ouvrier mais elle connaît une intégration de plus en plus grande dans les institutions et les sommets de l'État et du capitalisme. Il peut y avoir tel ou tel positionnement tactique, des inflexions « à gauche », mais, plus que jamais, la social-démocratie se situe sur le terrain de la gestion de la crise au service des capitalistes. Ce processus est aussi marqué

sur le plan syndical, notamment dans le cadre de la Confédération européenne des syndicats (CES). Cela débouche sur un affaiblissement de la social-démocratie, confirmé en Allemagne, au Portugal et en France lors des dernières élections européennes de 2009. Elle bénéficiera probablement de nouveaux retours de balanciers électoraux, mais elle connaît un affaiblissement organique et une mutation sociale libérale accentuée par la crise.

A l'Est de l'Europe, le mouvement ouvrier ne s'est pas encore rétabli après les destructions stalinienne. La restauration du capitalisme dans ces pays a aggravé les conditions de vie de millions de personnes. Le rôle de sous-traitance des grands trusts européens, de sources de production a été frappé de plein fouet en 2008. Ici ou là de nouvelles formes d'organisation du mouvement ouvrier indépendantes des vieux appareils issus du stalinisme voient le jour, mais elles en sont à leurs premiers pas. C'est aussi le cas de petits groupes ou organisations anticapitalistes.

Du coup les marges de manœuvres pour les classes dominantes ne résident pas dans la force des partis de droite mais plutôt dans l'affaiblissement de la gauche et dans sa politique de soutien aux régimes capitalistes.

Cette vision de la situation nous conduit aussi à une appréciation sobre des processus de réorganisation du mouvement ouvrier en cours. Cette double crise de direction — droite et gauche traditionnelle — ouvre des espaces pour de nouvelles formations politiques à gauche. Mais ces espaces sont plus le produit d'une évolution à droite des vieilles formations politiques traditionnelles de la gauche que d'une nouvelle montée de la lutte de classes. Cela doit nous conduire à saisir les opportunités mais aussi à comprendre qu'il y a dans ces espaces nécessité d'une lutte politique entre radicaux anticapitalistes et réformistes de gauche, post-staliniens, écologistes de gauche. D'où l'importance de notre intervention propre et de nos réponses politiques.

VIII. Réponses anticapitalistes et écosocialistes

Il y a donc nécessité d'une lutte politique autour de réponses anticapitalistes et écosocialistes.

a) Par un programme d'urgence de revendications immédiates et anticapitalistes : refus des licenciements, réduction du temps de travail, augmentation des salaires, défense, extension ou création des services publics et des systèmes de protection sociale et d'éducation.

La classe ouvrière n'a jamais été aussi nombreuse dans le monde, mais elle est fragmentée, divisée, socialement et politiquement. Il faut réorganiser des luttes sociales contre la crise sur des revendications élémentaires notamment par une politique d'unité d'action et de front unique des organisations syndicales et des mouvements sociaux.

b) Il faut imposer une répartition des richesses qui remette en cause la logique du profit, en reprenant les parts de valeur ajoutée que le capital a enlevé aux salaires ces dernières décennies, en donnant la priorité aux

besoins sociaux — emploi, santé, éducation, revenu décent, loisirs — et en pratiquant des incursions dans la propriété capitaliste. Ainsi le financement budgétaire de ces besoins sociaux doit remettre en cause radicalement les politiques d'ajustement structurel imposées par l'impérialisme, il passe par une fiscalité qui taxe le capital et une appropriation publique du secteur bancaire sous contrôle des travailleurs. Dans une série de secteurs frappés par la crise, il y a eu, comme en Argentine ou au Venezuela, des expériences de contrôle, de remise en marche de la production, de gestion des entreprises. Ces expériences doivent être popularisées. L'appropriation collective des ressources naturelles est une exigence fondamentale en Asie, en Amérique latine et en Afrique.

Ce programme anticapitaliste est aussi écosocialiste. Il implique, notamment face au changement climatique, une nouvelle politique qui mette au centre un nouvel urbanisme, une politique des transports, une réorganisation du secteur de l'énergie au profit des énergies renouvelables, une réorganisation de branches entières de l'économie. Ces choix sur le moyen et le long terme ne sont pas compatibles avec la recherche du profit et la concurrence capitaliste. Ils impliquent des débats et des décisions démocratiques dans le cadre d'une économie coordonnée planifiée sous contrôle des travailleurs et de la population, qui pose les problèmes d'appropriation publique et sociale, de choix de production correspondant aux besoins des populations locales. Ce sont ces dynamiques qui sont à l'œuvre dans les mobilisations des peuples indigènes. Dans ce cadre la question du contrôle populaire et celle de la démocratie sont centrales.

c) Nous voyons bien, que face à la crise, d'autant plus qu'elle est une combinaison des crises économique et écologique, nos réponses ne peuvent se réduire à une relance de la demande et à une réforme du fonctionnement des marchés financiers, bref à un programme keynésien. Il faut une refonte d'ensemble.

d) Enfin ces axes programmatiques doivent aussi être considérés comme les tâches d'un gouvernement des travailleurs. Nous ne sommes pas confrontés à cette question dans tous les pays, mais là où c'est le cas, la défense de ce programme est incompatible avec le soutien ou la participation à des gouvernements de gestion de l'économie et des institutions capitalistes. C'est une question stratégique clé. Dans les pays dominés la question de la souveraineté nationale et populaire et celle de la lutte pour une Assemblée Constituante doivent être combinées à l'exigence de gouvernements populaires anticapitalistes.

Pour conclure, cette crise rappelle « les limites historiques du système ». Il faut, au-delà des cycles de luttes, prendre appui sur les milles conséquences de la crise politique et idéologique du système pour construire des forces anticapitalistes.

Mais en disant cela il ne faut pas tomber dans le catastrophisme. Il n'y a pas de situation sans issue pour le capitalisme. Le système peut survivre et fonctionner avec la crise. C'est le coût social, écologique et humain qui sera

de plus en plus élevé. C'est cela qu'il faut dénoncer, l'incapacité structurelle du capitalisme à répondre aux besoins sociaux. C'est cette incapacité qui met à l'ordre du jour la nécessité d'un changement de système socio-économique, d'une rupture avec le capitalisme.

Le débat qui renaît sur les perspectives socialistes est de la première importance. Il n'y aura pas d'issue sans le renversement du système capitaliste fait d'exploitation et d'oppression, sans appropriation collective des moyens de production. Mais ce mouvement ne résultera pas des seules contradictions du système : pour renverser le système, il faut, à l'échelle nationale, régionale, internationale une mobilisation sociale exceptionnelle, révolutionnaire, et surtout, une alternative crédible, en termes de conscience, d'organisation, de direction. C'est la tâche historique et pratique qui est à remplir et dans laquelle nous devons prendre toute notre place.

Rôle et tâches de la IVe Internationale. Résolution du 16e Congrès mondial

Cette résolution a été adoptée par 90,82 % des mandats, contre 8,16 % et 1,02 % d'abstentions

1. Nous connaissons une situation marquée par la combinaison sans précédent historique d'une crise économique globale et d'une crise écologique planétaire, une crise multidimensionnelle qui atteint la civilisation capitaliste et patriarcale. C'est un tournant majeur. Cette double crise démontre la faillite du système capitaliste et met à l'ordre du jour la réorganisation et la reconstruction d'un mouvement ouvrier anticapitaliste. Elle va tendre tous les rapports sociaux et accroître toutes les contradictions du système. Les attaques sociales et économiques et les contre-réformes libérales vont redoubler contre les classes populaires. Ces attaques toucheront spécialement les femmes, dans la mesure où leur situation de départ est pire (taux de pauvreté, de chômage et de précarité beaucoup plus élevé que chez les hommes) et où elles seront amenées à compenser les restrictions dans les services publics et les charges sociales par une augmentation de leur travail non rémunéré dans le milieu familial. Les conflits et les guerres risquent de se multiplier.

Le fondamentalisme religieux va être utilisé de plus en plus souvent comme le ciment idéologique non seulement des attaques contre les classes populaires, en s'en prenant notamment aux possibilités des femmes de contrôler leur propre corps, mais aussi des guerres et des conflits entre les pays et les groupes ethniques. Les catastrophes écologiques frapperont des millions d'êtres humains, en particulier dans les régions les plus pauvres, empirant de manière disproportionnée la situation des femmes, en tant

que responsables de la famille.

C'est une nouvelle période historique qui s'annonce. De nouveaux rapports de forces entre puissances impérialistes pointent dans l'économie et la politique mondiales, avec l'émergence de nouvelles puissances capitalistes comme la Chine, la Russie, l'Inde, le Brésil. La conjugaison de l'affaiblissement de l'hégémonie américaine et de l'aggravation de la concurrence intercapitaliste entre l'Europe, la Russie, l'Asie et les États-Unis a aussi des prolongements géostratégiques dans de nouvelles configurations politiques et militaires, avec un rôle accru de l'OTAN et de nouvelles tensions internationales. L'impérialisme américain a compensé ces dernières années son affaiblissement économique par un redéploiement de son hégémonie militaire aux quatre coins du monde. Les contradictions sociales et économiques ont amené aux États-Unis même au discrédit de l'équipe républicaine autour de G.W. Bush. C'est à ce discrédit qu'a répondu l'élection de B. Obama comme solution alternative pour l'impérialisme états-unien, même si son élection a exprimé, pour une partie de la société américaine, une aspiration réelle de changement qui sera déçue.

En conclusion, la crise exprime l'échec du néolibéralisme, même si le rapport de forces reste favorable au capital. Comme idéologie, il se montre incapable d'offrir une solution, et c'est la raison pour laquelle les propositions du G-20 sont un retour au passé qui volera en éclats avec la crise. On a décrété la fin du consensus de Washington, mais en mettant le FMI au centre des décisions alors que son ordre de priorité est clairement néolibéral. Toutes les contradictions inhérentes à ce système social vont entrer en tension sans que la social-démocratie et le centre-gauche soient capables d'offrir une réponse adéquate. Même les recettes néokeynésiennes — qui n'ont pas été adoptées — ne suffiraient pas à résoudre la crise.

Elle a un impact particulièrement dur sur les femmes et les minorités sexuelles qui sont exclues de la famille (ou qui choisissent de ne pas y vivre), et sont ainsi coupées de ses ressources. Elle pousse beaucoup des plus marginalisés, comme les transgenres, dans une pauvreté encore plus profonde. Cela est particulièrement vrai dans les pays dépendants où « l'État-providence » est faible ou inexistant.

2. Les résistances sociales continuent à monter à l'échelle planétaire mais d'une façon très inégale et en restant défensives. Le mouvement altermondialiste a perdu l'élan qui était le sien jusqu'en 2004. Le succès du Forum de Belém de 2009 montre, néanmoins, le besoin et la possibilité de convergences internationales, mais dans un cadre où les luttes sont plus fragmentées et dispersées. En Europe, le succès des mobilisations contre le G20 et l'OTAN donne des indications sur le renouveau du mouvement altermondialiste (pour une justice globale). Le FSE d'Istanbul peut être un événement d'importance.

La nouvelle initiative commune en 2010 de la Marche Mondiale des Femmes pourrait être une étape supplémentaire dans la reconstruction et le renforcement du mouvement féministe international.

*Dans certains pays d'Europe — France, Grèce, Allemagne, Pologne, Italie — les luttes sociales ont pesé centralement sur la scène politique, mais ces luttes ne sont pas suffisantes pour bloquer ou inverser les tendances lourdes de l'offensive capitaliste et les effets de la crise. Elles n'arrivent pas à surmonter les processus de division, de fragmentation du salariat. Ces luttes restent défensives. Elles ne trouvent pas, encore, leur traduction, en termes de conscience anticapitaliste. Dans ce cadre, en l'absence d'une présence forte de la gauche anticapitaliste, les alternatives et tendances réactionnaires, même xénophobes et racistes, peuvent se renforcer.

*Au Moyen-Orient, la résistance des peuples aux occupations et aux agressions occidentale et israélienne se maintient en Palestine, en Irak et au Liban. L'agression meurtrière menée par le gouvernement sioniste à Gaza en janvier 2009, deux ans après celle du Liban, n'a pas pu davantage venir à bout de la résistance. Même si le Hamas et le Hezbollah sont aujourd'hui les principales références politiques dans cette résistance, il existe à l'extérieur de ces organisations des courants de gauche qui situent leur action, non seulement dans la perspective de la libération nationale mais aussi d'une libération sociale rejetant l'exploitation de l'être humain et particulièrement la ségrégation des femmes. C'est cette position que nous devons renforcer.

*L'Amérique latine continue d'être le centre des résistances au néolibéralisme. C'est le continent avec les situations les plus explosives, même si celles-ci sont inégales selon les pays. Le Venezuela, la Bolivie et l'Équateur vivent les processus de radicalisation majeure et de ruptures partielles avec l'impérialisme, qui ont impliqué certaines avancées importantes, au niveau du gouvernement et/ou des mouvements sociaux. D'autres ont encore un pronostic difficile à établir, comme le Paraguay. Tous prennent Cuba comme référence. D'autres pays maintiennent des variantes politiques du néolibéralisme, comme le néodéveloppementisme en Argentine ou comme le social-libéralisme en Uruguay ou au Brésil. Ce dernier malgré ses fortes contradictions avec les États-Unis, surtout dans sa politique de défense, de par son appartenance à la Unasur et ses accords avec le Venezuela, collabore à des politiques fondamentales avec Washington et espère arriver à un leadership régional. Alors que la Colombie, le Pérou, le Chili et le Mexique se maintiennent décidément néolibéraux.

Cependant, une nouvelle situation politique se présente avec la menace impérialiste renouvelée dans la région, la présence de la Quatrième Flotte, le coup d'État au Honduras, sept nouvelles bases militaires en Colombie, l'intervention directe de l'ambassade américaine dans le plus important conflit syndical depuis des années en Argentine, l'ingérence politique et militaire en Haïti... C'est une tentative de rupture avec les avancées politiques actuelles qui met à l'ordre du jour le besoin d'élaborer une réponse internationale.

Ceci implique qu'en Amérique latine la lutte de classes va s'intensifier prochainement. Les gouvernements du

Venezuela et de l'Équateur vivent un recul par rapport à leurs propositions les plus radicales, démontrant surtout deux aspects qui génèrent une préoccupation : l'orientation vers des modèles extractivistes des ressources naturelles et peu de participation démocratique des secteurs sociaux. En Bolivie, il y a une radicalisation des processus de changement, du fait du maintien et de l'appui direct des mouvements sociaux.

Même s'il s'agit là de processus conflictifs, avec des avancées et des reculs, ils courent le risque de ne pas nécessairement avancer vers des positions anticapitalistes lors de leur évolution, à moins d'un renforcement de l'autoactivité des salarié(e)s, des peuples originaires comme des secteurs sociaux opprimés et d'une meilleure pression de ceux-ci sur les gouvernements comme au Venezuela, Bolivie, Équateur.

La radicalisation des mouvements sociaux, avec une importance particulière de la lutte des mouvements indigènes et paysans, exerce des pressions sur les gouvernements mentionnés et en même temps présente une perspective avec une claire position anticapitaliste de défense des ressources naturelles : terre, eau, biodiversité, etc. et de changement de modèles de développement, comme l'a indiqué la déclaration de l'Assemblée des Mouvements Sociaux, qui s'est réunie lors du FSM/Belem, ainsi que la récente assemblée de l'ALBA TCP, qui dans sa déclaration finale dénonce le capitalisme, appelant à le dépasser ; les rencontres nationales, régionales et internationales des mouvements sociaux sont un exemple de la potentialité radicale que contient la région sud de l'Amérique latine.

L'une des tâches politiques urgentes pour les organisations est de potentialiser l'autoactivité des masses, la généralisation du contrôle ouvrier et la création d'organes de pouvoir populaire. Dans le cas contraire, le plus probable, au Venezuela, en Bolivie et en Équateur, est que le risque d'un recul définitif et d'une consolidation du capitalisme existe, alors qu'aujourd'hui ces pays le confrontent.

L'activité des sections et groupes de la IVe Internationale en Amérique latine doit prendre en compte ces tendances, l'actualité de la question nationale dans la région et l'interrelation anti-impérialisme/anticapitalisme. Ils doivent définir la tactique d'intervention dans un processus où apparaît l'interrelation parfois convergente, parfois contradictoire, entre les États qui intègrent l'ALBA et les mouvements sociaux avec de fortes expériences d'auto-organisation et d'autogestion. Cette tactique implique de promouvoir les demandes et les luttes unitaires en défense des droits des peuples indigènes, le refus de la criminalisation de la contestation, des privatisations, de l'extractivisme des ressources naturelles, du machisme et de la crise économique et écologique, en stimulant ainsi le débat politique stratégique à propos du pouvoir et de l'hégémonie dans nos sociétés.

*Dans une série de pays capitalistes appelés habituellement émergents ou résultant de la restauration capitaliste — Chine, Russie — le tourbillon de la

globalisation tend à prolétarianiser des centaines de millions d'êtres humains. Mais cette nouvelle puissance sociale, qui peut jouer un rôle-clé dans les années qui viennent, ne s'est pas encore dotée d'organisations syndicales, associatives, politiques indépendantes de masse à la hauteur des enjeux de cette réorganisation mondiale.

*Le pillage des ressources en Afrique au profit des grandes entreprises capitalistes s'accroît avec la complicité des pouvoirs en place. La progression continue du Produit intérieur brut réel des dernières années en Afrique subsaharienne ne profite pas à la population, seules les inégalités sociales augmentent. Face à la dégradation des conditions de vie, des grandes luttes se sont déroulées, telles les grèves générales en Guinée, les manifestations au Togo, la grève générale de la fonction publique en Afrique du sud. La crise alimentaire de la fin 2008 a provoqué de nombreuses mobilisations. Cependant, l'absence d'alternative politique handicape lourdement le succès de ces luttes, comme en Guinée ou au Cameroun : soit elles sont dévoyées vers des formations bourgeoises populistes, comme à Madagascar ; soit elles se fourvoient dans des impasses religieuses, comme au Nigeria ou au Congo (RDC), ou pire, ethnistes et racistes comme au Kenya ou en Afrique du sud.

La construction d'organisations ouvrières et populaires démocratiques demeure une nécessité absolue pour le succès des luttes.

*En Asie, le fort développement en cours du capitalisme en Chine et en Inde ainsi que dans la plupart des pays du Sud-Est soulève des questions politiques décisives. Environ la moitié de la classe ouvrière mondiale vit en Asie et la nécessité de créer et de renforcer les partis révolutionnaires dans cette partie du monde est cruciale. La situation est très différente d'un pays à l'autre.

La Chine est de la plus haute importance. Des décennies de répression expliquent pourquoi la création d'un parti révolutionnaire doit repartir de zéro. Il sera nécessaire d'apporter à la Chine l'expérience et la tradition du mouvement ouvrier international pour stimuler la création d'un parti révolutionnaire ainsi que la solidarité internationale. La IVe internationale devra apporter une attention particulière aux développements politiques et sociaux que la crise internationale actuelle pourra y faire apparaître dans un futur proche.

En Inde, dont la population sera supérieure à celle de la Chine en 2050, et où l'industrialisation plus rapide a augmenté le nombre de travailleurs et accru la crise rurale, la situation politique et nos tâches sont différentes. Le mouvement ouvrier y est très développé et organisé mais dominé par des partis staliniens ou maoïstes. La construction d'un parti révolutionnaire défendant notre programme ne peut se faire en les ignorant.

Dans l'Asie du Sud-Est, la situation est très inégale. Dans certains pays, comme la Thaïlande ou la Birmanie, le mouvement ouvrier est très faible. Dans ces pays, il n'y a pas de social-démocratie ni de partis radicaux de gauche. Notre tâche y est d'établir des liens plus forts avec les

mouvements sociaux qui sont actifs dans la défense des paysans, des femmes et des travailleurs là où des syndicats existent. L'Indonésie et la Malaisie sont dans une situation intermédiaire. Il y existe quelques petits partis révolutionnaires avec lesquels nous pouvons engager un débat politique constructif et une collaboration.

Aux Philippines et au Pakistan, la IVE internationale a de fortes organisations qui peuvent être à la base de notre activité politique dans toute l'Asie. Dans ces pays, nous sommes confrontés au fondamentalisme islamique. Nous nous opposons aux Talibans en Afghanistan et aux extrémistes musulmans (comme Abou Sayaf) aux Philippines car ce sont des forces réactionnaires. Nous ne pouvons passer aucun accord avec eux au nom de l'anti-impérialisme. Dans d'autres pays, comme l'Indonésie ou la Malaisie, nous pourrions être confrontés au fondamentalisme islamique et la IVE internationale devra renforcer son analyse.

Au Sri Lanka, après plusieurs décennies de guerre, le gouvernement a infligé une défaite militaire au LTTE mais le problème à la racine de la question tamoule n'a pas été résolu. Par ailleurs, le gouvernement Rajapaksa utilise la répression violente pour faire taire ses opposants et les médias. La IVE Internationale doit prendre part à la campagne internationale de solidarité avec le peuple tamoul.

Dans toute l'Asie, la IVE Internationale défend les droits des groupes ethniques et des peuples indigènes et soutient leur lutte pour l'autodétermination.

Au Japon, le processus de fusion de deux organisations liées à la IVE Internationale est en cours. Depuis septembre 2009 ils publient en commun un journal.

En Corée du Sud aussi, où le mouvement ouvrier est puissant, il y a une convergence des différentes forces pour la création d'un nouveau parti anticapitaliste. Comme ce pays a de fortes traditions dans la lutte de classe ouvrière, la IVE Internationale doit suivre cet événement avec attention. De plus, elle doit organiser des campagnes de solidarité pour défendre les militants de partis révolutionnaires actuellement réprimés par l'État.

3. La dynamique de la globalisation capitaliste et de la crise actuelle change le cadre d'évolution et de développement de la gauche traditionnelle. Les marges de manœuvres des bureaucraties réformistes sont considérablement réduites. Du réformisme sans réformes au réformisme avec contre-réformes, la social-démocratie ou des forces équivalentes dans une série de pays dominés ou en voie de développement, connaissent une évolution vers le social-libéralisme, c'est-à-dire que ces forces endossent directement les politiques néolibérales et néoconservatrices. Toutes les forces, qui peu ou prou sont liées politiquement ou institutionnellement au social-libéralisme ou au centre-gauche — ainsi que le mouvement féministe, notamment via les formes institutionnalisées des ONG, des associations féministes d'entraide, etc — sont entraînées dans ces changements qualitatifs du mouvement ouvrier et sont incapables de

formuler un projet de sortie de la crise. En plus on a assisté à des politiques, comme celles menées par le gouvernement Lula au Brésil, qui aggravent la crise écologique. La confrontation avec ces partis est plus difficile étant donné qu'ils maintiennent leur contrôle, surtout électoral, sur une partie du mouvement ouvrier, et c'est pourquoi il faut construire une véritable alternative politique qui soit crédible.

Les partis communistes traditionnels poursuivent leur déclin prolongé. Ils tentent de le freiner en s'accrochant aux forces dominantes de la gauche libérale et aux appareils institutionnels ou se replient sur des positions nostalgiques et identitaires. S'il y a des secteurs ou courants qui veulent construire des mouvements sociaux avec des forces anticapitalistes, comme c'est le cas de Synaspismos en Grèce, ils sont amenés à connaître des contradictions ou des fractures à cause de leur nature réformiste.

De fait la décision de construire des partis anticapitalistes ne signifie pas que l'on ne comprend pas qu'il existe des courants réformistes de gauche, radicaux et antilibéraux, qui jouent un rôle et conservent une crédibilité électorale. Pour autant ils restent des concurrents et/ou des opposants politiques. Leur présence peut être renforcée par d'éventuels virages tactiques à gauche, généralement électoralistes. Pour le social-libéralisme c'est souvent dans le but de reconquérir l'aval de la classe ouvrière et des secteurs populaires. Cette situation nous oblige à nous pencher sur le défi de réaliser une politique de front unique offensive, capable de répondre aux besoins de toutes les salariés. Lorsque l'on décide sur la base de conditions politiques claires d'intervenir à l'intérieur des partis antilibéraux et réformistes de gauche (comme dans le cas de Die Linke), nous le faisons sans illusions sur la nature de ces partis et en construisant des tendances anticapitalistes liées aux mouvements sociaux, qui combattent l'électoralisme, l'institutionnalisation et les tentatives de compromis avec le capitalisme.

4. Nous voulons nous engager dans la réorganisation d'un mouvement ouvrier anticapitaliste pour créer une nouvelle gauche à la hauteur du défi de ce siècle et reconstruire le mouvement ouvrier, ses structures, sa conscience de classe, son indépendance par rapport à la bourgeoisie au niveau politique et culturel :

- Une gauche anticapitaliste, internationaliste, écologiste, féministe ;
- Une gauche clairement alternative à la social-démocratie et à ses gouvernements ;
- Une gauche qui se batte pour un socialisme du XXI^e siècle, autogéré et démocratique et qui se dote d'un programme conséquent pour y arriver ;
- Une gauche consciente que, pour atteindre cet objectif, il faut rompre avec le capitalisme et sa logique et donc ne pas gérer avec les représentations politiques qui elles ne veulent pas rompre, ce que l'on veut combattre ;
- Une gauche pluraliste et ancrée dans les mouvements sociaux et dans le monde du travail, qui intègre la combativité des travailleurs, les luttes de libération et émancipation des femmes, du mouvement LGBT, et les

luttons écologistes ;

— Une gauche non-institutionnelle qui base sa stratégie sur l'auto-organisation du prolétariat et de tous/toutes les opprimé(e)s selon le principe que l'émancipation des travailleurs/travailleuses est l'œuvre des travailleurs/travailleuses eux-mêmes ;

— Une gauche qui impulse toutes les formes d'auto-organisation des travailleurs et des classes populaires, qui favorise et stimule la capacité de penser, de décider et d'agir pour son propre compte ;

— Une gauche qui intègre des nouveaux secteurs sociaux, des nouvelles thématiques comme celles qui ont été exprimées par les forums sociaux mondiaux, et surtout des nouvelles générations parce qu'on ne peut pas faire du neuf qu'avec du vieux ;

— Une gauche internationaliste et anti-impérialiste qui se batte contre la domination et la guerre et pour l'autodétermination des peuples et qui dessine le cadre d'une Internationale de masse et démocratique ;

— Une gauche capable de lier le patrimoine précieux du marxisme critique et révolutionnaire avec l'élaboration féministe, écosocialiste ou les élaborations des mouvements indigènes de l'Amérique latine ;

- Une gauche indépendante et classiste qui se bat pour la plus large unité d'action contre la crise et pour les droits, les acquis et les aspirations des travailleurs/travailleuses et de tous/toutes les opprimé(e)s.

Ce sont ces critères et le contenu générique que nous nous donnons pour construire de nouveaux instruments politiques anticapitalistes utiles pour combattre le système actuel.

5. C'est dans cette aspiration que se posent les problèmes de construction de la IVe Internationale, de nouveaux partis anticapitalistes et de nouveaux regroupements internationaux. Nous l'avons traduit, dès 1992, donc dans les deux derniers congrès mondiaux, dans le triptyque « Nouvelle époque, nouveau programme, nouveau parti », développé dans les textes de l'Internationale. Nous confirmons l'essentiel des choix faits lors de notre dernier congrès mondial en 2003 sur la construction de larges partis anticapitalistes. La IVe Internationale est confrontée, de manière globale, à une nouvelle phase. Les militants, noyaux, courants ou organisations marxistes révolutionnaires doivent se poser le problème de la construction de formations politiques larges, anticapitalistes, révolutionnaires dans la perspective d'une nouvelle représentation politique indépendante des travailleurs, qui prenne en compte la diversité de la classe ouvrière — discriminations de genre, raciales, le fait d'avoir, ou non, des papiers, discriminations sur l'âge ou l'orientations sexuelles — et qui défende résolument un programme de classe.

Construire des partis anticapitalistes larges représente la réponse actuelle que nous faisons à la crise du mouvement ouvrier et de la gauche et à la nécessité de sa reconstruction. Ce projet s'appuie sur les luttes de masse, le protagonisme des mouvements de masse et l'émergence d'une nouvelle génération. Bien sûr cela n'élimine pas notre identité marxiste révolutionnaire, écologiste, féministe, internationaliste et notre objectif

fondamental qui est de renverser le capitalisme pour créer un nouveau pouvoir fondé sur la démocratie, la participation directe, c'est-à-dire une véritable démocratie socialiste.

Cela est vrai à l'échelle de chaque pays et à l'échelle internationale. Sur la base de l'expérience de la lutte de classes, du développement du mouvement altermondialiste, des luttes de résistance et des mobilisation anti-guerre des dix dernières années, et en particulier sur la base des enseignements tirés de l'évolution du PT brésilien, de Refondation communiste en Italie, des débats de la gauche anti-libérale française, les marxistes révolutionnaires se sont engagés ces dernières années dans la construction du PSOL au Brésil, de Sinistra Critica en Italie, du Nouveau Parti Anticapitaliste en France, de Respect en Angleterre, du Parti polonais du travail. Dans cette perspective, nous avons aussi poursuivi les expériences de construction du Bloco de Esquerda au Portugal et de l'Alliance Rouge-Verte au Danemark. L'objectif commun, avec des voies différentes, est celui de larges partis anticapitalistes. Il ne s'agit pas de reprendre les vieilles formules de regroupement des seuls courants révolutionnaires.

L'ambition est de rassembler au-delà des seules forces révolutionnaires. Celles-ci peuvent être un point d'appui dans ce processus de rassemblement à condition qu'elles s'orientent clairement pour construire ces partis anticapitalistes. Même s'il n'y a pas de modèle, chaque processus de regroupement tenant compte des spécificités et rapports de forces nationaux, notre objectif doit donc être de chercher à construire des forces politiques larges anticapitalistes indépendantes de la social-démocratie et du centre-gauche, des formations qui rejettent toute politique de participation ou de soutien à des gouvernements de collaboration de classes — aujourd'hui, à des gouvernements avec la social-démocratie ou le centre-gauche —, des forces qui comprennent que le fait d'obtenir des victoires concernant les droits des femmes, telles que le référendum sur l'avortement au Portugal, renforce le camp des anticapitalistes. C'est sur la base d'une telle perspective que nous devons nous orienter.

Ce que nous savons des expériences de décantation et de réorganisation en Afrique et en Asie pèse dans le même sens. Toutefois, dans les pays du Sud de l'Amérique latine la construction de partis anticapitalistes larges doit intégrer dès le départ une adhésion claire au socialisme. C'est au travers de ce processus que nous pouvons connaître un nouvel essor.

Là où nous travaillons à l'intérieur de forces politiques larges, il est important de lutter pour le droit à l'auto-organisation, à l'intérieur de ces partis, des femmes et des LGBT et que cette auto-organisation soit présente dans leurs programmes et leur pratique politique. Cette auto-organisation est un moyen de résister aux pressions de l'électoratisme et de l'institutionnalisation. Dans les nouvelles formations politiques radicales de plusieurs pays d'Amérique latine, le droit à l'auto-organisation est important dans le but de lutter pour un socialisme du XXIe siècle à partir de la base et qui rejette les tendances

autoritaires et la tentation de répéter les erreurs du XXe siècle. En général, à l'intérieur de telles forces, nous partons d'une compréhension liée à notre vision du socialisme, à la nécessité d'une réponse ferme et collective à toutes les manifestations de sexisme, racisme, islamophobie, antisémitisme, homophobie et transphobie. Nous luttons aussi pour qu'une attention particulière soit portée à l'organisation de la jeunesse, pour l'intégration des problématiques des femmes, LGBT, des migrants et des Noirs dans les prises de positions publiques du parti et dans l'intervention quotidienne et pour la représentation des camarades spécialement opprimés dans la direction du parti, parmi ses porte-paroles et les candidats à ces fonctions.

6. Voilà le cadre dans lequel nous devons aborder les rapports entre la construction de la IVE Internationale et une politique de rassemblement anticapitaliste à l'échelle nationale, continentale et internationale. Il faut discuter comment renforcer et transformer la IVE Internationale pour en faire un outil efficace dans la perspective d'un nouveau rassemblement international. Nous avons déjà commencé à faire, avec des résultats limités, il faut le reconnaître, des conférences de la gauche anticapitaliste ou d'autres conférences internationales. Sur le plan international, nous avons multiplié, sur cette base politique, les conférences et les initiatives de convergence et de rassemblement international : la constitution de la gauche anticapitaliste européenne (GACE-EACL), avec le Bloc de gauche portugais, l'Alliance Rouge et Verte danoise, le SSP écossais. Nous avons travaillé avec des organisations comme le SWP anglais. D'autres partis — même réformistes de gauche — qui ont eu à tel ou tel moment une évolution politique « à gauche », comme Refondation communiste d'Italie ou Synaspismos de Grèce, ont aussi participé à ces conférences. Nous avons tenu aussi des conférences internationales d'organisations révolutionnaires et anticapitalistes lors des forums sociaux mondiaux de Mumbai en Inde ou de Porto Alegre et de Belém au Brésil. Sur ce plan, nous avons tissé des liens de solidarité avec le PSOL brésilien, dans sa rupture avec le PT de Lula. Nous avons soutenu les efforts de nos camarades italiens pour construire une alternative anticapitaliste à la politique de la direction de Refondation communiste en Italie. Ces quelques éléments montrent le type d'orientation que nous voulons mettre en œuvre. Les différentes conférences tenues en 2008 et 2009 montrent ainsi les nécessités et possibilités d'action et de discussion communes d'un nombre important d'organisations et courants de la gauche anticapitaliste en Europe. Il faut maintenant continuer une politique de réunions et conférences ouvertes sur des thèmes de réflexion stratégique et programmatique et d'actions communes au travers de campagnes ou d'échéances de mobilisation internationale.

7. La IVE Internationale et ses sections ont joué et veulent jouer encore un rôle essentiel dans la défense, la promotion et la mise en œuvre d'un programme de revendications d'urgence mais aussi transitoires vers le socialisme ; d'une politique de front unique qui vise à la mobilisation de masse des travailleurs et de leurs organisations ; d'une politique d'unité et d'indépendance

de la classe ouvrière contre toutes les formes d'alliance avec la bourgeoisie, contre toute participation à des gouvernements qui gèrent simplement l'État et l'économie capitalistes en ayant abandonné tout internationalisme ou combat pour en finir avec les inégalités et les discriminations de genres, raciales, ethniques, religieuses ou d'orientation sexuelles.

La IVE Internationale a joué et joue toujours un rôle fonctionnel pour garder vivante l'histoire du courant marxiste révolutionnaire, « comprendre le monde », confronter les analyses et les expériences de militants, de courants ou organisations révolutionnaires et rassembler des organisations, des courants et des militants qui partagent la même vision stratégique et les mêmes choix de regroupements larges sur des bases révolutionnaires. L'existence d'un cadre international qui permette de « penser la politique » est un acquis indispensable à l'intervention des révolutionnaires. L'internationalisme conséquent doit poser la question d'un cadre international. Mais pour des raisons historiques qu'elle a elle-même analysées, la IVE Internationale n'a pas la légitimité pour incarner elle-même la nouvelle Internationale de masse dont nous avons besoin. Aussi dès qu'il s'agit de faire un pas en avant dans le rassemblement des forces anticapitalistes, ces nouvelles organisations, notamment en Europe et en Amérique latine, ne peuvent s'inscrire ou adhérer à tel ou tel regroupement se réclamant de la IVE Internationale, et cela quel que soit le référent — ex-morénistes divers, lambertistes, IST (SWP), CWI (SP britannique) ou autres variantes du trotskysme. Notons, néanmoins, une différence majeure entre la IVE Internationale et tous ces regroupements, au-delà des positions politiques, et qui est à mettre à son compte, c'est qu'elle est basée sur une coordination démocratique de sections et de militants, alors que les autres regroupements internationaux sont des « Internationales-fractions » ou des coordinations basées sur des « partis-fractions » qui ne respectent pas les règles de fonctionnement démocratique, en particulier le droit de tendance.

Les limites historiques de ces courants « trotskystes » internationaux, comme d'autres courants ex-maoïstes ou ex-communistes, empêchent aujourd'hui d'avancer dans la cristallisation de nouveaux regroupements internationaux. Quant aux appels de Chávez ou d'autres à de nouvelles Internationales, ils ne se situent pas sur le même terrain. Ils posent bien évidemment des problèmes de base politiques mais aussi de relations entre les États et les organisations. L'appel de Chavez pour la fondation d'une IVE Internationale pose d'autres questions sur son origine, son cadre, c'est-à-dire sur sa viabilité. La IVE Internationale affirme qu'elle est disposée à participer aux débats et aux rencontres préparatoires qui pourraient être organisées. Nous apporterons nos acquis historiques et notre vision de ce que pourrait être une nouvelle Internationale et ses bases programmatiques. Une véritable nouvelle Internationale ne pourrait naître que si ses membres partagent un programme, une capacité d'intervention, un fonctionnement démocratique et pluraliste, ainsi qu'une indépendance claire vis-à-vis des gouvernements avec pour objectif de rompre avec le

capitalisme.

Dans les rapports de forces actuels, la politique pour avancer vers une Internationale de masse doit plutôt emprunter la voie de conférences ouvertes et ponctuelles sur des questions politiques centrales — actions, campagnes, thèmes spécifiques ou débats — qui permettent la convergence et l'émergence de pôles anticapitalistes et révolutionnaires. Dans ce sens la IVE Internationale répond favorablement aux propositions qui émanent de courants marxistes révolutionnaire et/ou de groupes qui partagent avec nous une compréhension commune de la situation internationale et aspirent aussi à construire de nouveaux cadres internationaux. Dans les nouveaux partis anticapitalistes qui peuvent se former dans les années à venir et expriment l'étape actuelle de combativité, d'expérience et de conscience des secteurs les plus engagés dans la recherche d'une alternative anticapitaliste, se pose et se posera la question d'une nouvelle Internationale. Nous agissons et nous agissons pour qu'elle ne se pose pas en terme de choix idéologiques ou historiques sous peine de division et d'éclatement. Elle doit se poser sur un double plan, la convergence politique réelle sur des tâches d'intervention internationale et le pluralisme des nouvelles formations qui doivent réunir des courants d'origines diverses : trotskystes divers, libertaires, syndicalistes révolutionnaires, nationalistes révolutionnaires, réformistes de gauche. Aussi en général, lorsqu'il y a eu concrètement des avancées vers de nouveaux partis, nous avons proposé que le nouveau parti large anticapitaliste fonctionne avec droit de tendances ou courants, et que les partisans de la IVE Internationale dans ces nouveaux partis s'organisent sous des formes à déterminer, en fonction des situations spécifiques à chaque parti. Nos camarades portugais dans le Bloc de gauche, danois dans l'Alliance Rouge et Verte, ou brésiliens dans le PSOL, sont organisés sous des formes particulières en courant IVE Internationale ou en courants luttes de classes avec d'autres sensibilités politiques.

8. Dans ce mouvement nous sommes confrontés à des désynchronisations entre construction du parti à l'échelle nationale et construction de nouveaux regroupements internationaux. Il peut y avoir dans la situation actuelle, ou dans les années qui viennent, de nouveaux partis anticapitalistes dans une série de pays, mais l'émergence d'un nouveau rassemblement international ou, à plus forte raison, de nouvelle Internationale n'est pas, à cette étape, envisageable. Une nouvelle Internationale ne sera que le résultat d'une période prolongée d'actions communes et d'une compréhension commune des événements et des tâches pour renverser le capitalisme. Tout en affirmant une politique de rassemblement international, cela confirme les responsabilités particulières de la IVE Internationale, et donc la nécessité de son renforcement. Nous pouvons et nous cherchons à représenter un cadre d'organisation attractif, démocratique, pour des organisations révolutionnaires qui partagent les mêmes projets politiques que le nôtre. C'est dans cette dynamique que se sont situés les camarades philippins, que se situent les camarades pakistanais, les camarades russes et que pourraient se situer demain les camarades polonais ou

maliens, par exemple.

9. Nous avons, effectivement, un rôle particulier reconnu par une série de courants politiques. Nous pouvons être les seuls à pouvoir faire converger des forces politiques d'origines diverses. C'est par exemple ce que nous disent, en Amérique latine, les camarades vénézuéliens de l'UNT et d'autres courants de gauche du processus bolivarien. C'est aussi le cas en Europe, dans le cadre des relations de la GACE et de celles tissées avec d'autres courants. Aussi, nous voulons œuvrer à la rencontre de toutes ces forces. Il n'y aura pas de dépassement organisationnel immédiat. Mais nous voulons faire jouer à la IVE Internationale un rôle de « facilitateur » de convergences dans la perspective de nouveaux rassemblements internationaux.

10. Du coup, pour nous consolider et jouer ce rôle, toutes les instances de la IVE Internationale doivent être renforcées : réunions régulières du Bureau, comités internationaux, groupes de travail spécifiques, voyages, échanges entre les sections. Il faut renforcer l'activité de l'Internationale déployée ces dernières années : en rendant plus régulier et en renforçant les réunions des BP européens, ainsi que les efforts de coordination entre les sections d'Amérique Latine. Le fonctionnement régulier des instances de direction qui se sont tenues chaque année, représentant une trentaine d'organisations, doit assurer la continuité — Bureau, réunion des BP européens, CI (Comité international) — de notre courant international.

La IVE Internationale doit s'efforcer d'avoir une présence plus forte en Amérique latine. Chercher les formes et les moyens d'aider les groupes qui, dans différents pays, sympathisent avec nos positions mais n'ont pas encore une capacité organisationnelle, financière, ni un niveau de formation suffisants face à d'autres forces de la gauche organisée dans les différents pays.

Le manque de ressources, autant que la diminution du nombre de femmes, notamment dans nos directions, dans la dernière période (résultat de la baisse d'activité d'un mouvement féministe fort, ce qui a eu un impact dans nos organisations nationales et donc au niveau de l'Internationale), a eu pour conséquence que nous n'avons pas été en capacité d'animer une Commission femmes réellement active, ni de mettre en place des rencontres régionales et l'Ecole internationale. Depuis l'an 2000, il y a eu trois séminaires Femmes, ainsi que des rencontres non-mixtes à chaque CI. Ceci a permis de maintenir des perspectives internationales limitées et fragiles, mais néanmoins bien réelles, sur les questions femmes. Etant donné la place centrale qu'occupe notre compréhension de l'oppression spécifique des femmes, la nature stratégique du combat contre cette oppression et les batailles pour construire un mouvement autonome des femmes qui se donne des perspectives anti-capitalistes, nous devons trouver, dans la période à venir, les ressources nécessaires pour nous assurer que cette question est un élément central de notre perspective anticapitaliste. Dans ce cadre, nous devons en même temps renforcer notre commission Femmes internationale et être à l'initiative de discussions sur ce thème avec nos partenaires, en proposant leur participation aux séminaires et aux Ecoles de notre

Institut. Ce processus doit également être mené à un niveau national.

Nous devons, également, nous assurer que les femmes dans nos organisations — et dans les nouveaux partis que nous construisons — trouvent pleinement leur place et que le simple fait d'adopter la parité ou des quotas de femmes dans les directions ou sur les listes électorales n'est pas une réponse suffisante aux obstacles empêchant leur participation pleine et entière aux processus politiques. L'ensemble des mesures constituant un plan d'action a été présenté au Congrès Mondial de 1991 dans la résolution sur la Positive Action (1).

Le camp de Jeunes qui s'est tenu chaque année avec près de 500 camarades doit avoir une place centrale pour le travail jeune de nos sections européennes, dans la perspective de formation de jeunes cadres internationalistes. Alors que de plus en plus de nos organisations européennes font partie de formations anticapitalistes larges, nous continuons à encourager les invitations des jeunes des organisations larges, ainsi qu'une participation au séminaire de préparation à Amsterdam à Pâques. Le camp est une occasion importante pour que les jeunes camarades européens rencontrent les camarades des autres continents et les efforts faits par les organisations hors-Europe pour faire participer des camarades au camp est très important. En tant qu'unique initiative régulière de la IVe Internationale, le camp joue également un rôle en tant que lieu où l'on peut inviter des jeunes issus d'organisations avec lesquelles nous construisons des relations durables, comme nous l'avons fait au RIJ en Grèce en 2009, où il y avait des petites délégations de Russie, d'Ukraine, de Belarus, de Pologne et de Croatie.

L'institut de formation a pris un nouvel essor. Il faut maintenant organiser régulièrement les écoles, les séminaires et assurer un équilibre de sa gestion et de son animation. La IVe Internationale doit aussi ouvrir ses réunions et son institut. L'institut a une place centrale non seulement pour former les cadres des sections mais aussi pour contribuer aux échanges entre courants et expériences internationales diverses. Le séminaire sur les changements climatiques, ouvert à une série d'experts internationaux, en est un bon exemple. Les séminaires tenus récemment indiquent la nécessité et la possibilité d'être un creuset d'élaboration programmatique sur les questions essentielles que se posent les courants révolutionnaires et anticapitalistes.

L'existence d'une école internationale aux Philippines est un outil d'une grande importance pour former de nouvelles générations de militants révolutionnaires venant de toute l'Asie et pour partager leurs expériences. Bientôt, il y aura une nouvelle école à Islamabad au Pakistan qui élargira notre capacité à former des militants et à organiser des débats politiques en Asie du Sud. La IVe Internationale doit donner son appui total aux IIRE de Manille et d'Islamabad.

Nos écoles ont toujours été l'occasion d'inviter des organisations avec lesquelles nous voulons construire des

relations durables. C'est ce que nous devons renforcer et élargir dans la période à venir.

Bref, dans les temps qui viennent et sur une orientation visant la construction d'un nouveau rassemblement international ou d'une nouvelle Internationale, la IVe Internationale — comme cadre international — constitue un atout essentiel pour les marxistes révolutionnaires.

1 Cf. [http://4edu.info/index.php/Lectures_additionnelles: ACTI ON POSITIVE ET CONSTRUCTION DU PARTI PARMILE S FEMMES. Texte adopt%C3%A9 par le 13e Congr%C3%A8s mondial, 1991](http://4edu.info/index.php/Lectures_additionnelles:ACTI_ON_POSITIVE_ET_CONSTRUCTION_DU_PARTI_PARMILE_S_FEMMES_Texte_adopt%C3%A9_par_le_13e_Congr%C3%A8s_mondial,_1991)

Mobilisation pour le climat et stratégie anticapitaliste

Rapport au 16e congrès de la IVe Internationale sur le projet de résolution « Le basculement climatique capitaliste et nos tâches »

Par Daniel Tanuro

Trois milliards d'êtres humains manquent de l'essentiel. La satisfaction de leurs besoins nécessite une production accrue de biens matériels. Donc une consommation accrue d'énergie. Celle-ci, aujourd'hui, est à 80 % d'origine fossile, et par conséquent source de gaz à effet de serre qui déséquilibrent le système climatique.

Or, nous ne pouvons plus nous permettre de déséquilibrer le climat. Nous ne sommes probablement plus très loin d'un « point de basculement » (tipping point) au-delà duquel des phénomènes incontrôlables et irréversibles à l'échelle humaine des temps risquent de s'engrener qui pourraient conduire à ce que l'humanité n'a jamais connu et que la planète n'a plus connu depuis 65 millions d'années : un monde sans glace. Un monde dans lequel le niveau des mers monterait de 80 mètres environ par rapport au présent.

La disparition totale des glaces n'est certes pas pour demain : le processus pourrait prendre jusqu'à mille ans. Mais l'engrenage pourrait se mettre en route dans vingt, trente ou quarante ans et entraîner une hausse du niveau des mers de plusieurs mètres avant la fin du siècle. Pour l'empêcher, il s'agit de réduire radicalement les émissions de gaz à effet de serre, donc de se passer complètement de combustibles fossiles en deux ou trois générations.

Se passer de charbon, de pétrole, de gaz naturel ? C'est possible : le potentiel technique des énergies renouvelables est suffisant pour prendre le relais. Mais en pratique, dans le laps de temps très court dont nous

disposons, la transition énergétique n'est envisageable que si elle va de pair avec une importante réduction de la consommation d'énergie. Une réduction tellement importante qu'elle ne peut être acquise seulement par la hausse de l'efficacité énergétique : une réduction de la production matérielle et du transport de matières est nécessaire.

Ceci suffit à comprendre et à faire comprendre que l'humanité est confrontée à un défi gigantesque. Un défi d'une nature totalement nouvelle, et qui dominera le XXI^e siècle. Un défi qui contribue à déterminer les conditions d'intervention des marxistes révolutionnaires et du mouvement ouvrier en général.

Ce double défi, le capitalisme ne peut pas le relever. Ni sur le plan social, ni sur le plan environnemental. Plus exactement : il ne peut pas le relever d'une manière qui soit acceptable pour l'humanité (je reviendrai plus loin sur ce que cela implique). La raison de cette incapacité est la même sur les deux plans : le capitalisme n'a pas pour but la production de valeurs d'usage pour la satisfaction de besoins humains finis, mais la production potentiellement infinie de valeur par des capitaux nombreux et concurrents, établis autour d'Etats rivaux.

Un capitalisme sans croissance est une contradiction dans les termes, disait Schumpeter. La dématérialisation relative de la production est certes une réalité, mais elle est plus que compensée par l'augmentation de la masse de marchandises produites.

Cette dynamique d'accumulation constitue la raison fondamentale pour laquelle le « capitalisme vert » est une illusion, au même titre que le « capitalisme social ». Il y a des capitaux verts, sans aucun doute, il y en a même de plus en plus, et ils génèrent de belles plus-values. Mais ils ne remplacent pas les capitaux sales : ils s'ajoutent à ceux-ci, et les seconds, parce qu'ils dominent, déterminent les rythmes, les choix technologiques et les modalités d'introduction des premiers.

Le passé récent ne laisse aucun doute à ce sujet. Voyez Barack Obama : lors de la campagne présidentielle, il avait promis de faire payer les pollueurs pour soutenir massivement les énergies vertes (150 milliards de dollars en 10 ans) et aider les plus défavorisés à supporter le renchérissement de l'énergie. Cette politique était censée créer cinq millions d'emplois. Mais la crise des « subprimes » est passée par là et, de toutes ces intentions, il ne reste rien. Aux États-Unis comme dans l'Union européenne (UE), les pollueurs recevront les droits de polluer gratuitement, les vendront avec profit et les factureront aux consommateurs.

La politique climatique capitaliste renforce les capitalistes qui détruisent le climat. Ainsi s'exprime la force des lobbies patronaux de l'énergie fossile et des secteurs qui y sont liés, tels que l'automobile, la construction navale, l'aéronautique, la pétrochimie et d'autres. Ceci confirme l'analyse marxiste selon laquelle les monopoles ont la capacité de freiner la péréquation des taux de profit. Dans le cas des combustibles fossiles, cette capacité est

d'autant plus forte qu'elle s'ancre dans la propriété des gisements, des mines etc., donc dans la rente foncière.

Le résultat s'étale sous nos yeux : dans tous les pays, les plans climat ne représentent même pas la moitié de ce qui serait nécessaire en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES). De plus, ces plans creusent les inégalités sociales et s'accompagnent d'une fuite en avant dans des technologies dangereuses : l'énergie nucléaire, la production massive d'agrocarburants et la capture séquestration géologique du dioxyde de carbone (CO₂) — censée rendre le charbon « propre ».

C'est dans ce cadre général qu'il faut voir la pantalonnade de Copenhague : la conférence ultra-médiatisée qui devait accoucher d'un nouveau traité international contraignant et ambitieux pour prendre le relais du Protocole de Kyoto s'est terminée en déroute, sans objectifs chiffrés, sans échéances, sans même une année de référence pour mesurer les réductions d'émissions.

D'ailleurs, Copenhague pourrait bien marquer un tournant vers une politique encore plus dangereuse que celle du Protocole. Par l'accord qu'ils ont conclu, en effet, les 25 grands pollueurs se sont largement soustraits à la pression scientifique du GIEC et au principe des responsabilités communes mais différenciées. C'est un accord de maquignons entre l'impérialisme et les nouvelles puissances capitalistes montantes, qui se sont partagé l'atmosphère sur le dos des peuples, des travailleurs et des pauvres du monde entier.

Il est fort à craindre que la Conférence de Cancun en décembre confirme ce tournant. Dans ce cas, sur la base des actuels plans climat nationaux, on peut projeter une hausse de la température moyenne de surface comprise entre 3,2°C et 4,9°C en 2100 (par rapport au XVIII^e siècle).

Il faut se méfier d'un catastrophisme aux accents eschatologiques. Certains discours apocalyptiques, en effet, n'invoquent l'urgence que pour plaider les sacrifices et escamoter la responsabilité capitaliste. Mais il ne fait aucun doute qu'une hausse de température de 4°C entraînerait de véritables catastrophes sociales et écologiques.

Il s'agit ici de prendre l'exacte mesure de la menace. Ce n'est pas l'avenir de la planète qui est en jeu, ni la vie sur Terre, ni même la survie de l'espèce humaine. A part la chute d'un astéroïde, un accident nucléaire de grande ampleur est probablement la seule chose qui puisse menacer la survie de notre espèce. Le changement climatique, en tout cas, ne la menace pas. Mais il menace d'aggraver sérieusement les conditions d'existence des 3 milliards d'hommes et de femmes qui manquent déjà de l'essentiel. Et il menace la survie physique de quelques centaines de millions d'entre eux, celles et ceux qui sont le moins responsables du réchauffement.

Mike Davis, dans « Génocides tropicaux », a décrit en détail les horribles famines qui firent des dizaines de millions de victimes à la fin du XIX^e siècle. Ces famines

étaient le résultat combiné d'un épisode El Nino exceptionnel et de la formation du marché mondial des produits agricoles. C'est à la répétition de tragédies de ce genre que nous devons nous attendre. A ceci près que le drame, cette fois, sera dû entièrement à la soif de profit du grand capital, en particulier des secteurs monopolistes basés sur les combustibles fossiles.

Ceci nous permet de préciser en quoi consiste l'incapacité du capitalisme de faire face au défi. « Il n'y a pas de situation sans issue pour le capitalisme », disait Lénine. En effet. Mais l'issue, cette fois, risque d'être particulièrement barbare.

Il est évident que la crise écologique et la crise sociale sont une seule et même crise : la crise du système capitaliste. L'expression « crise écologique » est trompeuse : ce n'est pas la nature qui est en crise, mais le rapport entre la société et la nature. Ce n'est pas le climat qui est en crise, et sa perturbation n'est pas due à « l'activité humaine » en général : elle est due à un certain mode de cette activité, historiquement déterminé, basé sur les combustibles fossiles. La crise écologique, en d'autres termes, n'est rien d'autre qu'une manifestation de la profonde crise systémique du capitalisme.

Il est absolument évident que satisfaire le droit au développement et aux besoins sociaux en général tout en réalisant les gigantesques réductions d'émission qui sont nécessaires dans les quarante ans n'est envisageable que si l'on adopte une perspective anticapitaliste radicale. Esther Vivas reviendra sur nos tâches politiques dans la seconde partie de ce rapport. Je me contenterai ici de citer les principales mesures qui s'imposent : supprimer les productions inutiles ou nuisibles ; planifier la transition vers un autre système énergétique ; implanter les sources renouvelables et développer l'efficacité énergétique indépendamment des coûts (en fonction de la rationalité thermodynamique, pas du profit) ; transférer massivement et gratuitement les technologies propres aux peuples du Sud, via le secteur public des pays concernés ; mettre sur pied un fonds mondial pour l'adaptation aux effets du réchauffement dans les pays pauvres ; soutenir l'agriculture paysanne contre l'agrobusiness ; relocaliser une partie substantielle de la production, notamment agricole ; redistribuer les richesses en ponctionnant les revenus du capital ; réduire radicalement le temps de travail et les cadences, sans perte de salaire, avec embauche compensatoire ; exproprier les secteurs de l'énergie et du crédit...

On nous dit « c'est plus facile à dire qu'à faire ». Sans aucun doute, mais la première chose à faire... c'est de le dire. Et c'est ce que nous devons faire en premier lieu, en tant qu'Internationale : le dire. Cela ne nous isolera pas, au contraire. La lutte contre le changement climatique donne une crédibilité tout à fait considérable à l'alternative anticapitaliste. L'ampleur même du problème, sa globalité, son urgence, l'injustice monstrueuse des conséquences prévisibles : tout cela permet d'introduire par en-haut et en termes très simples la nécessité d'une rupture radicale avec la production généralisée de marchandises.

Vu l'énormité des enjeux, c'est beaucoup plus qu'un choix politique qui est posé : un choix de civilisation. A travers le danger climatique, le capitalisme nous offre une possibilité de réhabiliter le communisme pour ce qu'il est vraiment : un projet de civilisation digne de ce nom. Le projet d'une communauté humaine autogérant les ressources naturelles communes de façon rationnelle et prudente, pour permettre à toutes et tous de vivre bien. Face aux projets vaguement antilibéraux, la lutte contre les changements climatiques conforte notre choix d'une ligne clairement anticapitaliste, ainsi que notre refus de toute participation à des gouvernements de gestion du capitalisme.

Stratégiquement, la lutte pour le climat ne se distingue pas pour nous de la lutte générale des exploités et des opprimés. Elle ne peut être menée à bien que par ceux-ci : la classe ouvrière, les jeunes, les femmes, les pauvres, les petits paysans, les peuples indigènes. La classe ouvrière est appelée à y jouer un rôle majeur, car elle seule peut jeter les bases d'un autre mode de production dans lequel elle décidera ce qui est produit, comment, pourquoi, pour qui et en quelle quantité.

En même temps, c'est peu dire que le combat environnemental en général, climatique en particulier, est difficile à introduire dans le mouvement ouvrier. Cette difficulté résulte de la situation des travailleurs en tant que classe la plus exploitée, coupée de ses moyens de production, coupée en particulier de la nature comme moyen de production, et qui voit ceux-ci appropriés par le capital se dresser face à elle comme des forces hostiles.

La conclusion qui en découle est que la possibilité d'écologiser la lutte de classe est fonction de la lutte de classe elle-même. Plus les travailleurs seront battus, atomisés, démoralisés, plus ils verront la défense du climat comme une menace, et plus la classe capitaliste sera en mesure d'utiliser effectivement la protection du climat comme un prétexte pour les attaquer davantage. Dans un tel contexte, la conscience écologique ne peut progresser que sous la forme aliénée du déchirement intime entre le consommateur convaincu de sa nécessaire sobriété et le producteur angoissé par la perte de son emploi.

A l'inverse, plus les travailleurs auront de succès dans leurs combats, plus ils gagneront de confiance en leur force, plus ils seront capables de prendre en charge la question écologique en y apportant collectivement, en tant que producteurs et que consommateurs de leur propre production, les solutions anticapitalistes indispensables.

Un meilleur rapport de forces des exploités et des opprimés est la condition nécessaire d'une solution anticapitaliste à la crise climatique, donc d'une solution tout court. Mais cette condition nécessaire n'est nullement suffisante, et ne permet pas de renvoyer à plus tard le combat pour l'environnement. En effet, outre son urgence, la question écologique possède un certain nombre de spécificités telles que la formation d'une conscience de classe anticapitaliste se heurte ici à des obstacles encore plus grands que dans d'autres domaines.

Il en découle trois conclusions :

Premièrement, l'importance de la construction d'un outil politique, un parti politique anticapitaliste capable de proposer des analyses de la double crise sociale et écologique. Rarement la nécessité d'un parti et d'une Internationale révolutionnaire comme intellectuel collectif aura été aussi flagrante ;

Deuxièmement, l'importance d'un programme de revendications permettant de lier concrètement les dimensions sociales et écologiques de la crise capitaliste. Le point clé ici est que la crise climatique, en donnant une actualité nouvelle à l'idée d'une alternative globale de société, réhabilite du même coup la notion du programme de transition capable de jeter un pont entre la situation actuelle et cette alternative globale ;

Troisièmement, l'importance des dialectiques sociales pour aider l'avant-garde ouvrière à jouer son rôle. Ce n'est pas par hasard que les paysans, les peuples indigènes et la jeunesse sont aux premières lignes dans la mobilisation sociale pour le climat. Les jeunes luttent pour leur avenir, contre une société monstrueuse dont les responsables savent ce qui est en cours mais laissent faire. Quant aux paysans et aux peuples indigènes, à la différence des travailleurs, ils ne sont pas coupés de leurs moyens de production, en particulier de la terre. Face à un système capitaliste qui les a condamnés à mort, ils ont compris que la lutte climatique fait partie de leur lutte d'ensemble et confère à celle-ci un formidable surcroît de légitimité. « Les paysans peuvent refroidir la planète que l'agrobusiness réchauffe » disait un communiqué de Via Campesina un peu avant Copenhague. Les travailleurs aussi peuvent refroidir la planète. En produisant pour les besoins, pas pour le profit, en réduisant radicalement le temps de travail, etc. La convergence des mouvements sociaux peut les aider à prendre conscience de la force énorme qu'ils représentent. De là notamment l'importance de la conférence de Cochabamba convoquée par Evo Morales.

En adoptant ce projet de résolution, la Quatrième Internationale se dira écosocialiste. Certains refusent cette étiquette en disant : « à quoi bon, le socialisme suffit ». Parmi les adversaires de l'écosocialisme, il y a ceux pour qui rien n'a changé, qui refusent que le pur schéma de la Révolution d'Octobre soit pollué par la question écologique. Ils ne sont pas, que je sache, présents dans nos rangs. Par ailleurs, il y a des camarades qui, tout en admettant la nouveauté radicale de la combinaison du social et de l'écologique, considèrent l'écosocialisme comme une concession inutile à l'écologie politique. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit.

On peut discuter longuement l'existence ou non d'une écologie de Marx. Personnellement, je crois Marx beaucoup plus écolo que nous ne l'avons dit. Mais l'essentiel n'est pas là. L'essentiel est que tous les courants marxistes ont raté la question écologique, que certains continuent à la rater et que tous gardent des difficultés à y répondre de façon convaincante.

Se dire écosocialistes, c'est d'abord une manière de dire

« nous avons compris » ou, à tout le moins, « nous savons que nous devons comprendre quelque chose que nous n'avons pas compris ». C'est une nouvelle étiquette sur la bouteille, un peu comme la nouvelle chemise que Lénine recommandait d'enfiler. Une nouvelle étiquette peut être utile.

Mais l'écosocialisme est beaucoup plus qu'une étiquette. Quoique le concept soit encore en chantier, on peut indiquer une série de points sur lesquels il se différencie substantiellement du socialisme tel que des générations de militants l'ont conçu, ainsi d'ailleurs que notre courant.

Le point de départ est que stabiliser le climat implique un autre système énergétique. Pas seulement d'autres technologies pour produire du courant, de la chaleur ou du mouvement, mais aussi une autre agriculture, une autre rationalité et une autre organisation spatiale. La construction de ce système nouveau sera forcément une tâche de longue haleine, nécessitant la destruction de l'appareil productif capitaliste. La prise du pouvoir politique n'est que le point de départ de ce bouleversement.

Le nouveau système énergétique à construire implique nécessairement la décentralisation de la production de courant — condition nécessaire notamment à l'utilisation rationnelle de la chaleur — et la relocalisation d'une part la production. Décentralisation et relocalisation sont parfaitement compatibles avec le projet d'un socialisme mondial, et indispensables à son autogestion démocratique. Cependant, il est peu contestable que ces deux préoccupations ne surgissent pas spontanément de notre tradition programmatique, qui insiste plutôt sur la planification mondiale de la production et des échanges.

Une autre problématique nouvelle concerne l'importance du travail vivant. Notre programme fait une large place à la nécessité d'investir du travail vivant dans les services tels que les soins aux personnes, l'enseignement, la santé, etc. Cette problématique ne nous est donc pas étrangère. Mais, pour tous les autres secteurs, nous nous en remettons à l'idée que les machines et les robots permettront de libérer au maximum les producteurs de la charge du travail physique. Cette idée doit être remise en cause, car les soins aux écosystèmes nécessitent une intelligence et une sensibilité qui ne peuvent être apportés que par le travail humain. C'est particulièrement évident dans le cas de l'agriculture : pour « refroidir la Terre », comme dit Via Campesina, il faut remplacer l'agrobusiness par une agriculture organique paysanne ou coopérative. Cela passe forcément par un plus grand investissement en travail humain (ce qui ne signifie ni le retour à la houe ni la fin du progrès, mais une autre forme de progrès).

Enfin, la conception même de la nature mérite d'être réexaminée. Dans le contexte de la crise écologique capitaliste, en effet, le marxisme ne peut plus se contenter de voir la nature du seul point de vue de la production, c'est-à-dire comme un stock de ressources, une plateforme de travail et une décharge pour les déchets. Nous devons apprendre à la voir aussi du point de vue de la nature elle-même, du point de vue des grands échanges de matière et des conditions de fonctionnement des

écosystèmes, qui déterminent en dernière instance les conditions de vie de l'humanité. Il y a de précieuses indications à ce sujet chez Marx, il s'agit de s'en saisir et de les développer.

Sur tous ces points, la résolution ne fait qu'ouvrir un chantier théorique sur lequel l'Internationale devra revenir. Mais il est important de faire signe dès maintenant, de montrer que nous sommes en mouvement. A Copenhague, en décembre, une brèche s'est ouverte. Pour la première fois, une mobilisation de masse sur les questions environnementales globales a pris le caractère d'une lutte sociale contre le système en place : « Change the system, not the climate ! » (« Changer le système et non le climat ! »), « Planet not profit ! » (« La planète et non le profit ! »). Ce mouvement internationaliste va s'amplifier. Il nous offre des potentialités considérables. Une tendance anticapitaliste ne nous a pas attendus pour s'y développer. Nous devons la renforcer.

Daniel Tanuro, ingénieur agronome, est militant de la Ligue communiste révolutionnaire - Socialistische Arbeiderspartij (LCR-SAP, section belge de la IVe Internationale). Nous reproduisons ici son rapport introductif au débat sur le changement climatique qu'il a présenté lors du 16e Congrès mondial, le 25 février 2010.

Anticapitalisme et justice climatique

Rapport sur le projet de résolution « Le basculement climatique capitaliste et nos tâches »

Par Esther Vivas

Le changement est aujourd'hui une réalité indéniable. L'écho politique, social et médiatique du sommet de Copenhague, en décembre 2009, en a été la preuve. Un sommet qui a montré l'incapacité du système capitaliste lui-même de présenter une réponse crédible à la crise qu'il a provoquée. Si le « capitalisme vert » s'est lancé dans la course du changement climatique, il apporte des solutions technologiques (énergie nucléaire, captage du carbone dans l'atmosphère pour son stockage, agro-combustibles, etc.) qui génèrent des impacts sociaux et environnementaux encore plus graves. Il s'agit là de fausses solutions au changement climatique qui visent à masquer les causes structurelles qui nous ont conduit à la crise actuelle et qui veulent tirer profit de cette dernière. Elles mettent en lumière la contradiction entre les calculs à court terme du capital et les rythmes longs de l'équilibre écologique.

Dans ce contexte un mouvement capable de défier le discours dominant du capitalisme vert, d'indiquer l'impact et la responsabilité de l'actuel mode capitaliste de

production, de distribution et de consommation ainsi que de lier la menace climatique globale avec les problèmes sociaux, est à l'ordre du jour. Copenhague a été, jusqu'à présent, la plus grande expression du mouvement pour la justice climatique. Il a coïncidé avec le dixième anniversaire des mobilisations contre l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) à Seattle. Une mobilisation qui, sous la devise « Changeons le système, pas le climat ! », exprime la relation diffuse entre les justices sociale et climatique, entre la crise sociale et la crise écologique. Mais le succès des protestations à Copenhague contraste avec la faiblesse des manifestations à l'échelle mondiale, avec quelques exceptions seulement, comme à Londres.

La crise actuelle met en avant l'urgente nécessité de changer le monde et de le faire sur une base anticapitaliste et écologiste radicale. L'anticapitalisme et la justice climatique sont deux luttes qui doivent être étroitement unies. Toute perspective de rupture avec l'actuel modèle économique qui ne tiendrait pas compte de la centralité de la crise écologique serait condamnée à l'échec. Toute perspective écologiste sans une orientation anticapitaliste, de rupture avec le système actuel, restera à la surface du problème et finalement ne serait qu'un instrument au service des politiques de marketing vert.

Freiner le changement climatique implique de modifier l'actuel mode de production, de distribution et de consommation. Les retouches superficielles et cosmétiques ne servent à rien. Les solutions à la crise écologique impliquent de s'en prendre aux fondements du système capitaliste. Si nous voulons que le climat ne change pas, il faut changer le système. Cela implique une perspective écologiste, ou écosocialiste comme l'indiquait Daniel Bensaid dans un de ses derniers articles.

De même, nous devons combattre les thèses du néo-malthusianisme vert, qui culpabilisent les pays du Sud pour leur taux élevé de natalité et qui cherchent à contrôler le corps des femmes en minant notre droit de décider de notre corps. Combattre le changement climatique implique d'affronter la pauvreté : plus les inégalités sociales sont grandes et plus grande est la vulnérabilité climatique. Il faut reconvertir les secteurs productifs dont les impacts environnementaux sont graves (industries militaire, automobile, extractive, etc.), créer des emplois dans les secteurs sociaux et écologiquement justes tels l'agriculture écologique et les services publics (sanitaires, éducatifs, de transport), entre autres.

Arrêter le changement climatique implique de parier sur le droit des peuples à la souveraineté alimentaire. L'actuel modèle agro-industriel (délocalisé, intensif, kilométrique, dépendant du pétrole) est un des principaux générateurs des gaz à effet de serre. Parier sur une agriculture écologique, locale, paysanne et sur des circuits courts de commercialisation permettrait — comme le dit Via Campesina — de refroidir la planète. De même il faut intégrer les demandes des peuples premiers, le contrôle de leurs terres et des biens naturels, leur philosophie de respect de la « Pacha Mama », la « Mère Terre » et la défense de « vivre bien ». Valoriser ces contributions qui

mettent en avant un nouveau type de rapports entre l'humanité et la nature est essentiel pour faire face au changement climatique et à la marchandisation de la vie et de la planète.

Dans une perspective Nord-Sud, la justice climatique implique l'annulation sans conditions de la dette extérieure des pays du Sud, une dette illégale et illégitime, et l'exigence de la reconnaissance d'une dette sociale, historique et écologique du Nord envers le Sud, qui résulte des siècles de spoliation et d'exploitation. Dans les cas de catastrophe, il faut promouvoir les mécanismes d'entraide populaire. Nous avons vu comment le changement climatique accroît la vulnérabilité des secteurs populaires, en particulier dans les pays du Sud. Les tremblements de terre à Haïti et au Chili sont deux des démonstrations les plus récentes. Face à ces menaces les réseaux de solidarité internationale des mouvements sociaux, permettant une canalisation de l'aide immédiate et effective pour les populations locales, sont indispensables. L'initiative ne peut rester entre les mains d'un « humanitarisme » international vide de contenu politique.

La lutte contre le changement climatique implique de combattre le modèle actuel de production, délocalisé, « just on time », massif, dépendant des ressources fossiles, etc. Par suivisme, les bureaucraties syndicales légitiment les politiques du « capitalisme vert », laissant entendre que les « technologies vertes » créent des emplois et génèrent une plus grande prospérité. Il faut démonter ce mythe. La gauche syndicale doit mettre en question l'actuel modèle de croissance illimitée en pariant sur un autre modèle de « développement » en accord avec les ressources de la planète. Les revendications écologiques et contre le changement climatique doivent devenir un axe central du syndicalisme combatif. Les syndicalistes ne peuvent voir les écologistes comme leurs ennemis et réciproquement. Toutes et tous nous souffrirons des conséquences du changement climatique et nous devons agir collectivement.

Il est faux de croire que nous pourrions combattre le changement climatique en changeant seulement les attitudes individuelles, d'autant plus lorsque la moitié de la population mondiale vit la « sous-consommation chronique ». Il est également erroné de croire que nous pourrions lutter contre le changement climatique avec les seules réponses technologiques et scientifiques. Les changements structurels des modèles de production des biens, de l'énergie, etc. sont indispensables. Dans ce cadre les initiatives locales qui mettent en avant des pratiques alternatives au modèle dominant de la consommation, de la production, de l'énergie... ont un caractère démonstratif qu'il faut soutenir.

Naturellement, débattre de comment affronter le changement climatique implique de discuter de la stratégie, de l'auto-organisation, de la planification et des tâches qui sont devant nous si nous nous considérons comme anticapitalistes.

Esther Vivas, porte-parole de la Gauche anticapitaliste (section de la IVe Internationale

dans l'État espagnol), est membre du Comité international de la IVe Internationale. Nous présentons ici son rapport introductif au débat sur la résolution « Le basculement climatique capitaliste et nos tâches ». Ce débat a été introduit par deux rapports complémentaires, celui de Daniel Tanuro et celui d'Esther Vivas.

Le basculement climatique capitaliste et nos tâches. Résolution du 16e Congrès Mondial

Cette résolution a été adoptée par 95,65 % des mandats et 4,35 % abstentions.

1. Le basculement climatique en cours n'est pas le produit de l'activité humaine en général mais du paradigme productiviste développé par capitalisme et imité par d'autres systèmes qui se prétendaient alternatifs à celui-ci. Face au danger d'une catastrophe sociale et écologique sans précédent et irréversible à l'échelle humaine des temps, le système, incapable de remettre en cause sa logique fondamentale d'accumulation, s'engage dans une fuite en avant technologique dangereuse et sans issue.

Le basculement climatique en cours n'est pas le produit de l'activité humaine en général mais principalement du fait que le système capitaliste, guidé par le profit et le surprofit à court terme, a bâti et continue de bâtir son développement non seulement sur l'exploitation de la force de travail mais aussi sur le pillage des ressources naturelles, notamment les réserves finies et non renouvelables de combustibles fossiles à bas prix.

(i) Dans les dernières décennies du XIXe et au début du XXe siècle, des propositions cohérentes de systèmes énergétiques alternatifs basés sur l'utilisation de l'énergie solaire ont été écartées par les lois de la rentabilité capitaliste ou torpillées sous la pression des groupes charbonniers.

(ii) Après 1945, pour pérenniser leurs surprofits, les monopoles du pétrole et des secteurs dépendant de lui ont étouffé de nombreuses alternatives techniques et imposé des modes de transport, de consommation et d'aménagement du territoire dictés par la seule volonté de vendre une quantité toujours croissante de marchandises, notamment d'automobiles et d'autres biens de consommation individuelle de masse.

(iii) Au cours des 40 ans écoulés, en dépit d'un faisceau d'évidences de plus en plus convaincantes, les

avertissements des scientifiques ont été ignorés par les gouvernements et les médias bourgeois. Ceux-ci ont au contraire relayé les campagnes de désinformation des lobbies capitalistes alors que, dans le même temps, la mondialisation néolibérale de la production et des échanges faisait exploser les émissions de gaz à effet de serre.

(iv) En ce début du XXI^e siècle, les causes du réchauffement sont parfaitement documentées, le danger est connu et reconnu par tous les gouvernements, les solutions techniques existent, et la gravité de la situation augmente à chaque nouveau rapport des experts. Faute de politique volontariste, ceux-ci projettent que la hausse de la température moyenne pourrait dépasser +6°C d'ici 2100, par rapport au XVIII^e siècle. Or, pour une hausse de +3,25°C (par rapport à la période pré-industrielle), située à peu près au milieu des projections du GIEC, les inondations côtières, selon certaines estimations, feraient entre 100 et 150 millions de victimes d'ici 2050, les famines jusqu'à 600 millions et la malaria 300 millions, tandis que la pénurie d'eau pourrait frapper jusqu'à 3,5 milliards de personnes supplémentaires. Mais le capitalisme continue malgré tout à utiliser principalement les combustibles fossiles, y compris les sources non conventionnelles (huiles lourdes, sables et schistes bitumineux) ainsi que les énormes réserves de charbon à bas prix. La logique d'accumulation constituant son fondement, le système s'est lancé dans des fuites en avant productivistes qui impliquent des technologies dangereuses : développement du nucléaire, manipulations génétiques visant à accroître la production néfaste d'agrocarburants, « charbon propre » avec capture-séquestration de Gigatonnes de CO₂ dans les couches géologiques profondes. Pour le capital, les sources d'énergie renouvelables ne sont qu'un nouveau champ pour l'accumulation de valeur, ce qui explique que leur mise en oeuvre peut prendre des formes particulièrement destructrices et vient en complément de l'approvisionnement par les fossiles, pas en remplacement de ceux-ci.

La seule limite du capital, c'est le capital lui-même (Marx). La folle course de ce système qui accumule richesse et surconsommation à un pôle, pauvreté et pénurie à l'autre, menace de précipiter une catastrophe humaine et écologique irréversible à l'échelle historique des temps, avec des dégâts irréparables infligés aux écosystèmes, notamment à la biodiversité. Alors que le seuil de dangerosité, bien inférieur à +2°C par rapport à l'ère pré-industrielle, est déjà franchi en de nombreuses régions (Etats insulaires, pays andins, régions arctiques, zones semi-arides...) les plans adoptés ou en débat au niveau des puissances impérialistes annoncent un réchauffement entre +3,2 et +4,9°C, correspondant à une hausse du niveau des mers comprise entre 60 cm et 2,9 mètres à l'équilibre (sans compter la dislocation des calottes glaciaires). Non seulement les Objectifs de Développement du Millénaire, qui sont insuffisants, ne seront pas réalisés, mais en plus des centaines de millions d'êtres humains sont exposés à une sérieuse dégradation de leurs conditions de vie. Les plus pauvres d'entre eux sont menacés dans leur existence même, du fait notamment

des risques d'inondation côtière, de la tension sur les ressources en eau douce et de la baisse de la productivité agricole attendue dans les régions tropicales.

2. La stabilisation du climat ne se produira pas spontanément du fait de l'épuisement des ressources fossiles. Celle-ci sont amplement suffisantes pour provoquer le basculement climatique. La stabilisation du climat au niveau le moins dangereux possible nécessite une diminution draconienne de la consommation d'énergie, donc de la production matérielle. En même temps, de l'énergie et d'autres ressources sont nécessaires pour assurer le droit au développement de trois milliards d'hommes et de femmes qui vivent dans des conditions indignes de leur humanité et qui sont les premières victimes du réchauffement. Le système capitaliste est incapable de relever ces deux défis séparément. Les relever simultanément équivaut pour lui à la quadrature du cercle. Des mesures anticapitalistes radicales sont indispensables pour mettre en oeuvre, indépendamment des coûts, un plan de transition mondial vers un système énergétique économe et efficient, basé exclusivement sur les sources renouvelables, capable de satisfaire les besoins fondamentaux de l'humanité.

Selon le Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC), la stabilisation du climat au niveau le moins dangereux possible nécessite que les émissions mondiales de gaz à effet de serre culminent avant 2015 et diminuent de 50 % à 85 % d'ici 2050, par rapport à 2000. Au nom du principe de précaution, il s'impose d'adopter au minimum les plus draconiens de ces objectifs. En effet, les modèles climatiques n'intègrent pas, ou très imparfaitement, les phénomènes dits « non linéaires », notamment la dislocation des calottes glaciaires de l'Arctique et de l'Antarctique et la libération du méthane des sols gelés en permanence (pergélisol). Or, ces phénomènes, déjà perceptibles, sont susceptibles d'accélérer très fortement le basculement climatique et d'en accroître considérablement les effets négatifs dans les décennies qui viennent.

A ces contraintes physiques s'ajoutent d'autres contraintes sociales, politiques et techniques :

(i) Pour tenir compte des responsabilités historiques différenciées des pays impérialistes et des pays dominés, le GIEC estime que les premiers doivent réduire leurs émissions de 25 % à 40 % d'ici 2020 et de 80 % à 95 % d'ici 2050, par rapport à 1990, tandis que la courbe des émissions des seconds doit baisser de 15 % à 30 % par rapport aux projections, dans toutes les régions en 2050 et dans la plupart des régions (sauf l'Afrique) dès 2020. Ici aussi, les objectifs les plus draconiens doivent être adoptés comme un minimum, pour les raisons indiquées plus haut.

(ii) Vu leur responsabilité déterminante dans le réchauffement, la part de ces objectifs qui concerne les nations développées doit être réalisée par celles-ci à l'aide de mesures domestiques, c'est-à-dire par des réductions de leurs propres émissions. Ces réductions ne peuvent être remplacées ni par des achats de droits de polluer

provenant d'investissements soi-disant « propres » dans les pays en développement ou en transition, ni par la plantation d'arbres (qui n'offre pas de solution structurelle), ni par la protection des sols ou des forêts existantes (la sauvegarde des sols et des forêts, nécessaire en soi, ne doit pas permettre aux pollueurs de continuer à polluer). Ces prétendus mécanismes de compensation et le marché des droits d'émission prévus par le Protocole de Kyoto se sont révélés parfaitement inefficaces sur le plan environnemental, même pour atteindre l'objectif, tout à fait insuffisant, de ces accords (une réduction des émissions de 5,2 % au cours de la période 2008-2012).

(iii) Au nom de la justice climatique et de la réparation de leur dette écologique, les pays impérialistes sont tenus de transférer aux pays dominés les savoirs et les technologies permettant à ceux-ci de se développer en respectant les contraintes physiques de la stabilisation du climat. Ils sont tenus également de financer les mesures d'adaptation à la partie inévitable des changements climatiques, dont les populations pauvres des pays pauvres, principalement les femmes, sont les principales victimes.

(iv) Du point de vue technique, les sources renouvelables permettent amplement de faire face aux besoins futurs de l'humanité. Cependant, du fait de la nécessité de changer de système énergétique, la réussite de la transition dans les 40 ans à venir est conditionnée par une importante diminution de la consommation d'énergie (50 % et plus dans les pays développés). Celle-ci implique à son tour une réduction significative de la production matérielle, de sorte que le problème clé est le suivant : il faut produire globalement moins, tout en répondant aux demandes légitimes de trois milliards d'êtres humains dont de nombreux besoins fondamentaux sont insatisfaits.

C'est une illusion totale de croire que ce faisceau de conditions pourrait être respecté en attribuant au carbone un prix qui intègre le coût des dégâts du changement climatique. La valeur est un indicateur purement quantitatif exprimant la quantité de travail humain abstrait mise en œuvre à un moment déterminé de développement du capital : elle est par définition incapable de prendre en considération les richesses naturelles, de tenir compte des besoins des générations futures, de faire la différence entre les travaux concrets utiles ou inutiles du point de vue humain et d'intégrer les nombreux paramètres quantitatifs ainsi que qualitatifs de la stabilisation du climat. Cette incapacité se traduit déjà en pratique dans le fait que les monopoles capitalistes pèsent de tout leur poids, et avec succès, pour empêcher que la facture du réchauffement leur soit imputée, de sorte qu'ils déterminent en fin de compte les rythmes et les formes de la politique suivie, en fonction de leurs intérêts. Sur le plan social, enfin, l'imposition d'un prix mondial du carbone ferait payer la facture du réchauffement aux travailleurs et aux pauvres, approfondissant du même coup les inégalités, entre Nord-Sud mais aussi au sein des sociétés du Nord et du Sud.

Le capital est incapable de résoudre le problème clé car il est structurellement incapable de réduire la production

matérielle globale tout en produisant davantage pour les besoins non solvables. Combiner le droit légitime au développement humain et la mise en œuvre planifiée, démocratique et rationnelle d'un programme de transition mondial vers un système énergétique économe et efficient, basé exclusivement sur les sources renouvelables, indépendamment des coûts, n'est possible qu'en recourant à des mesures anticapitalistes radicales. Ces mesures incluent notamment l'expropriation des secteurs de l'énergie et du crédit ; la réduction massive du temps de travail (vers la demi-journée de travail) avec baisse des cadences, sans perte de salaire et avec embauche compensatoire ; des ponctions significatives sur les bénéficiaires capitalistes ; la plus grande relocalisation possible de la production, notamment agricole, via un soutien à l'agriculture paysanne ; des initiatives publiques dans le domaine du logement et du transport, indispensables pour changer les modes de consommation ; la constitution d'un fonds mondial d'adaptation alimenté par les bénéfices des monopoles ; le refinancement public de la recherche, l'arrêt de sa subordination à l'industrie et le transfert gratuit des technologies propres vers les pays du Sud ; ainsi que des dispositifs de participation démocratique et de contrôle par les populations et les collectivités locales, à tous ces différents niveaux.

3. Héritage empoisonné de deux cents ans de développement capitaliste basé sur les combustibles fossiles, le basculement climatique concentre la crise de civilisation due au fait que le potentiel de destruction sociale et écologique de ce système l'emporte désormais sur sa capacité d'identifier les besoins humains et d'y répondre. La combinaison des crises économique, climatique et alimentaire dans le cadre de la loi de population capitaliste porte en elle la menace d'une catastrophe humaine majeure, voire d'une plongée dans la barbarie.

Héritage empoisonné de deux cents ans de développement capitaliste, le basculement climatique constitue la manifestation la plus nette de la crise globale d'un système dont le potentiel de destruction sociale et écologique l'emporte désormais sur sa capacité d'identifier les besoins humains et d'y répondre. La croissance des forces productives est devenue croissance des forces destructives, non seulement parce que de plus en plus de technologies socialement et écologiquement destructrices sont déployées, mais aussi, globalement, parce que la logique capitaliste, en détraquant le climat, entraîne l'humanité vers un ensemble de difficultés aiguës.

Le mode de production capitaliste implique une loi de population spécifique exprimant le besoin permanent d'une « armée de réserve industrielle ». Dans le cadre de cette loi et dans le contexte de l'épuisement historique du capitalisme du troisième âge, la combinaison des crises économique, climatique et alimentaire porte en elle la sourde menace d'une vague de « destruction créatrice » (Schumpeter) d'une ampleur sans précédent, impliquant non seulement l'élimination massive de forces productives matérielles et de richesses naturelles irremplaçables, mais aussi un risque majeur de destruction physique pour des centaines de millions d'êtres humains. Cette logique

infernale est déjà à l'œuvre dans la convergence des fractions du grand capital investies dans l'agrobusiness, l'énergie, l'automobile et la pétrochimie qui, en se ruant sur l'appropriation de terres et l'exploitation industrielle de la biomasse comme ressource énergétique, accélèrent la ruine des petits paysans et l'exode rural, menacent les communautés indigènes et augmentent dramatiquement le nombre de sous-prolétaires victimes de la famine chronique. Faute d'une alternative d'ensemble, la dynamique interne du système le poussera toujours plus fortement sur la pente glissante d'une crise globale qui pourrait être d'une brutalité et d'une barbarie sans aucun précédent historique.

4. Le basculement climatique souligne à la fois l'urgence d'une alternative socialiste mondiale et celle d'une rupture radicale du projet socialiste avec le productivisme. La saturation du cycle du carbone et l'épuisement de ressources non renouvelables signifient en effet que, à la différence du passé, l'émancipation des travailleurs n'est plus concevable sans prise en compte des principales contraintes naturelles.

L'opposition à la croissance capitaliste, en soi, ne constitue ni un projet de société, ni une stratégie pour la mobilisation sociale large en faveur d'une autre société. La diminution de la production et de la consommation matérielles est immédiatement nécessaire à la stabilisation du climat parce que le capitalisme a entraîné l'humanité trop loin dans une voie sans issue. Mais elle ne préjuge en rien des possibilités de développements futures, une fois que le système climatique aura été stabilisé, d'une part, et elle ne constitue qu'un critère quantitatif de la transition nécessaire vers une économie sans carbone fossile, d'autre part. Sous peine de déboucher sur des conclusions anti-sociales, voire réactionnaires, ce critère quantitatif doit être combiné à des critères qualitatifs : redistribution des richesses, réduction du temps de travail sans perte de salaire, développement du secteur public, notamment. Si ceux-ci sont satisfaits, et pour peu qu'elle cible les productions inutiles ou nuisibles, la réduction de la production matérielle sera en réalité synonyme d'augmentation du bien-être, de la richesse et de la qualité de vie de l'immense majorité de l'humanité, via des investissements dans les secteurs sociaux, un autre aménagement du territoire, la gratuité des services vitaux et la reconquête du temps libre nécessaire à l'auto-activité, à l'auto-organisation et à l'autogestion démocratiques à tous les niveaux.

Le système capitaliste est inséparable de la croissance de la production et de la consommation matérielles, mais celle-ci constitue un effet, pas une cause. C'est la production de valeur, en tant que forme abstraite des valeurs d'échange, qui entraîne la tendance permanente à l'accumulation sans limites de la richesse à un pôle, et provoque en même temps l'accumulation de misère à l'autre. Une politique climatique qui ne prendrait pas en compte cette double réalité serait vouée à l'échec. Le point crucial et le levier de l'alternative anticapitaliste restent donc fondamentalement ceux que le projet socialiste a définis : la mobilisation des exploités et des opprimés contre un système basé sur la course au (sur)profit, la

propriété privée des moyens de production, la production de marchandises, la concurrence et le salariat. Mais ce point crucial et ce levier ne suffisent plus à définir l'alternative. La saturation du cycle du carbone constitue en effet la démonstration la plus évidente et la plus globale du fait que, à la différence du passé, l'émancipation des travailleurs n'est plus concevable sans prise en compte des principales contraintes naturelles : limites des stocks de ressources non renouvelables à l'échelle historique, vitesse de reconstitution des ressources renouvelables, lois de conversion de l'énergie, conditions de fonctionnement des écosystèmes et des cycles biologiques, rythmes de ceux-ci.

Il ne suffit pas d'affirmer que le socialisme doit intégrer les questions écologiques. Le véritable défi consiste plutôt à créer les conditions pour que le projet socialiste soit compatible avec l'écologie globale du super-écosystème terrestre. Le développement ne peut être conçu seulement dans le but de satisfaire les besoins humains réels démocratiquement déterminés, mais il doit l'être aussi en fonction de sa soutenabilité par l'environnement, et en acceptant de surcroît que la complexité, les inconnues et le caractère évolutif de la biosphère confèrent à cette entreprise un degré d'incertitude irréductible. La notion de « maîtrise humaine sur la nature » doit être abandonnée. Le seul socialisme réellement possible désormais est celui qui satisfait les besoins humains réels (débarrassés de l'aliénation marchande), démocratiquement déterminés par les intéressés eux-mêmes, en prenant soin simultanément de s'interroger prudemment sur l'impact environnemental de ces besoins et la manière dont ils sont satisfaits.

Penser l'intrication du social et de l'écologique implique en premier lieu de dépasser la vision cloisonnée, utilitariste et linéaire de la nature comme la plateforme physique à partir de laquelle l'humanité opère comme le magasin, où elle puise les ressources nécessaires à la production de son existence sociale, et comme la décharge, où elle entrepose les déchets de cette activité. En réalité, la nature est tout à la fois la plateforme, le magasin, la déchetterie et l'ensemble des processus vivants qui, grâce à l'apport extérieur d'énergie solaire, font circuler la matière entre ces pôles en la réorganisant constamment. Les déchets et leur mode de dépôt doivent donc être compatibles en qualité comme en quantité avec les capacités et les rythmes de recyclage par les écosystèmes, afin de ne pas détraquer le bon fonctionnement de la biosphère. Or, ce bon fonctionnement dépend du nombre et de la diversité des opérateurs biologiques, ainsi que de la qualité et de la complexité des multiples chaînes de relations qui les unissent, l'équilibre des flux déterminant en fin de compte l'approvisionnement de l'humanité en ressources.

Penser l'intrication du social et de l'écologique implique en deuxième lieu de tirer les leçons du constat qu'un mode de production ne se définit pas seulement par ses rapports de production et de propriété mais aussi par ses filières technologiques, qui sont modelées par ses choix énergétiques. Le changement climatique le montre

clairement : les sources énergétiques utilisées par un mode de production et les méthodes employées pour convertir l'énergie afin de satisfaire les besoins humains (en aliments, en chaleur, en mouvement et en lumière) ne sont pas neutres socialement mais ont un caractère de classe marqué. Le système énergétique capitaliste est centralisé, anarchique, gaspilleur, inefficace, intensif en travail mort, basé sur des sources non renouvelables, et orienté vers la surproduction tendancielle de marchandises. La transformation socialiste de la société nécessite sa destruction progressive et son remplacement par un système décentralisé, planifié, économe, efficace, intensif en travail vivant, basé exclusivement sur les sources renouvelables et orienté vers la production de valeurs d'usage durables, recyclables et réutilisables. Cette transformation ne concerne pas seulement la « production » d'énergie au sens étroit mais l'ensemble de l'appareil industriel, l'agriculture, les transports, les loisirs et l'aménagement des territoires. Le défi énergétique/climatique impose de concevoir la révolution socialiste non seulement comme destruction du pouvoir d'État bourgeois, création d'un État prolétarien qui commence à déperir dès sa formation et instauration progressive de l'autogestion par les masses, mais aussi comme amorçage d'un processus de destruction du vieil appareil productif capitaliste et de remplacement par un appareil alternatif, mettant en œuvre d'autres sources énergétiques, d'autres technologies et d'autres filières au service de buts démocratiquement déterminés.

Ce bouleversement historique extrêmement profond peut commencer dans un pays ou un groupe de pays mais ne peut prendre toute son ampleur et s'achever qu'après la victoire de la révolution socialiste au niveau mondial, une fois que l'abolition des principales inégalités de développement aura permis de satisfaire le droit fondamental de chaque être humain à une existence digne de ce nom. Il postule en effet la réalisation préalable de l'autonomie énergétique, notamment de l'autonomie alimentaire des différents pays. Loin d'être synonyme d'arrêt du développement humain, il implique un progrès important des sciences et des techniques ainsi que de la capacité sociale de les mettre en œuvre démocratiquement, avec la participation active de toutes et tous, dans le cadre d'une culture du « prendre soin avec prudence » de la biosphère pour laquelle l'apport des communautés indigènes sera précieuse.

Le marxisme révolutionnaire considère que, une fois satisfaits les besoins humains fondamentaux, le développement qualitatif de l'humanité prendra le pas sur le développement quantitatif. Cette conception est cohérente avec celle de Marx, pour qui la vraie richesse réside dans le temps libre, les relations sociales et la compréhension du monde. La perspective d'un communisme utilisant exclusivement les sources d'énergie renouvelables, principalement solaires, s'inscrit dans la continuité de cette pensée non productiviste tout en l'approfondissant et en tirant des conclusions nouvelles en termes de revendications, de tâches et de programme. Cet approfondissement justifie l'usage du concept nouveau d'écocosocialisme. Expression concentrée du combat commun contre l'exploitation du travail humain et contre

la destruction des ressources naturelles par le capitalisme, l'écocosocialisme ne procède pas d'une vision idéaliste et chimérique sur « l'harmonie » à établir entre l'humanité et la nature mais de la nécessité matérialiste de gérer les échanges de matière entre la société et l'environnement en maîtrisant consciemment, collectivement et démocratiquement la tension entre les besoins humains et le bon fonctionnement des écosystèmes.

5. Nos tâches

5.1. Sensibiliser les militants des mouvements sociaux pour conscientiser les masses et contribuer à construire une mobilisation de masse sur le climat. Le combat sur le climat requiert en priorité la construction de rapports de forces sociaux. Face à l'urgence et à la politique criminelle des gouvernements capitalistes, nous œuvrons dans tous les pays à la construction d'un puissant mouvement de masse unitaire, coordonné à l'échelle mondiale. Ce mouvement doit être conçu comme un maillage des résistances sociales existant sur différents terrains, avec actions convergentes coordonnées et manifestations occasionnelles pluralistes, sur une plateforme minimale commune. Son but doit être de contraindre les gouvernements à viser au minimum les réductions d'émission les plus radicales avancées par le GIEC, dans le respect du principe des « responsabilités communes mais différenciées », des droits sociaux et démocratiques ainsi que du droit de toutes et tous à une existence humaine digne de ce nom. La mobilisation de masse en défense du climat est une tâche ardue du fait notamment du double décalage spatial et temporel entre le phénomène et ses effets. Un ample travail d'information sur le réchauffement et sur ses impacts est nécessaire. Il doit viser en particulier les équipes militantes des différents mouvements sociaux et des formations politiques de gauche, car celles-ci jouent un rôle décisif pour établir le lien concret entre la menace climatique globale et les problèmes sociaux particuliers, et en déduire des stratégies permettant de combiner lutte sociale et lutte environnementale.

5.2. Construire un courant de gauche, qui lie la lutte sur le climat et la justice sociale. La mutation nécessaire ne peut être gagnée sans la mobilisation et la participation active des exploités et des opprimés qui constituent l'immense majorité de la population. La politique climatique capitaliste rend cette participation impossible parce qu'elle est inacceptable sur le plan social. Elle implique en effet le renforcement de la domination impérialiste, de la concurrence et de la violence capitalistes ; donc de l'exploitation, de l'oppression, de l'inégalité sociale, de la concurrence entre travailleurs, de la violation des droits et de l'appropriation privée des ressources. En particulier, cette politique n'apporte aucune réponse au défi majeur de l'emploi, des salaires et des acquis des millions de travailleurs occupés dans les secteurs gros émetteurs de gaz à effet de serre. De ce fait, elle ne peut que se heurter à des résistances sociales légitimes. Les grandes ONG environnementales tentent de radicaliser les objectifs climatiques des gouvernements en refusant de voir que cette radicalisation entraîne du même coup l'accentuation des attaques anti-sociales. C'est une voie sans issue. Nous

défendons la nécessité d'une lutte combinée sur le climat et la justice sociale. Au sein du mouvement large, nous œuvrons à la constitution d'un pôle de gauche qui lie ces deux dimensions et qui plaide par conséquent contre les recettes basées sur les instruments de marché, l'accumulation, la domination néocoloniale et la fuite en avant technologique. Ce pôle cherche à regrouper des éléments des gauches syndicale, écologiste, altermondialiste, féministe, tiers-mondiste, la gauche des « décroissants », les organisations de la gauche radicale, des scientifiques critiques, etc.

5.3. Mener la lutte idéologique contre le néo-malthusianisme vert, en défense des pauvres et des droits des femmes. Par sa nature de problème global et l'ampleur des catastrophes qu'il est susceptible de provoquer, le réchauffement favorise le développement de toute une série de courants idéologiques qui, sous couvert d'écologie radicale, tentent de réhabiliter les thèses de Malthus en les emballant dans un discours apocalyptique aux forts accents religieux. Ces courants trouvent un écho au plus haut niveau dans certains secteurs des classes dominantes, où la disparition de quelques centaines de millions d'êtres humains est plus facile à imaginer que celle du capitalisme. De ce fait, ils font peser une menace potentiellement sérieuse sur les pauvres en général, tout particulièrement sur les femmes. La lutte contre ces courants constitue une tâche importante, que nos organisations doivent assumer en tant que telles et en lien avec le mouvement des femmes. Le niveau de la population est évidemment un paramètre de l'évolution du climat, mais il s'agit de combattre catégoriquement l'idée fautive que la croissance démographique serait une cause du changement climatique. La transition démographique est largement entamée dans les pays en développement, et progresse plus vite que prévu. Il est souhaitable qu'elle se poursuive, mais cela passe par le progrès social, le développement de systèmes de sécurité sociale, l'information des femmes et leur droit à contrôler leur propre fécondité (y compris le droit à l'avortement dans de bonnes conditions). Il s'agit forcément d'une politique de long terme. Sauf à recourir à des moyens barbares, aucune politique de contrôle de la population ne permet de répondre à l'urgence climatique.

5.4. Introduire la question du climat dans les plateformes et les luttes des mouvements sociaux. Dans la perspective d'une mobilisation large enracinée dans les luttes existantes, nous agissons pour que la défense du climat devienne une préoccupation majeure des mouvements sociaux et qu'elle trouve une traduction concrète dans leurs plateformes de revendications, sur tous les terrains. Par exemple :

* la lutte pour la paix : la production d'armes et l'emploi des armes constituent une folie inacceptable au regard du changement climatique... qui est lui-même une cause possible de conflits supplémentaire ;

* la lutte contre la pauvreté, pour le droit au développement et la protection sociale : la capacité d'adaptation au changement climatique est directement proportionnelle au niveau de ressources et de développement. L'inégalité sociale accroît la vulnérabilité

et handicape la mutation énergétique ;

* la lutte des femmes : l'adaptation au changement climatique renforce l'importance et l'urgence des revendications spécifiques des femmes pour l'égalité des droits, pour une prise en charge sociale des enfants, contre la double journée de travail, pour le droit à l'avortement et à la contraception ;

* la lutte pour l'emploi : réduire radicalement la consommation d'énergie, réaménager le territoire, les villes, prendre soin de la biodiversité, développer les transports publics et substituer les sources renouvelables aux fossiles offre un gigantesque réservoir d'emplois de qualité ;

* la lutte pour l'accès à la terre, à l'eau et aux ressources naturelles, ainsi que pour une agriculture organique paysanne : les communautés rurales pratiquant une agriculture organique intensive en main-d'œuvre connaissent les moyens d'augmenter la teneur des sols en matière organique et de réduire les émissions de gaz à effet de serre du secteur ;

* la lutte contre la mondialisation et la libéralisation des marchés agricoles : cause de ruine des populations rurales, de famine, d'exode rural et/ou de pillage des écosystèmes, la libéralisation de ces marchés est aussi une importante source d'émissions, directes (transport des produits d'exportation) et indirectes ;

* la lutte pour le droit d'asile : face à l'accroissement du nombre de réfugiés environnementaux, notamment climatiques, la liberté de circulation est indispensable et constitue la seule réponse digne de l'humanité ;

* les luttes des communautés indigènes pour leurs droits : par leur savoir et leur mode d'exploitation des écosystèmes, notamment forestiers, ces communautés sont les mieux à même de préserver et développer les puits de carbone ;

* la lutte contre la flexibilité et la précarisation du travail, contre l'allongement du temps de travail : les horaires coupés, flexibles, les campagnes capitalistes en faveur de la mobilité accrue de la main-d'œuvre, contraignent les salariés à l'usage de la voiture. La production « just in time » est une source majeure d'émissions de gaz à effet de serre dans le secteur des transports. La réduction du temps de travail est une condition nécessaire à l'éclosion à une échelle de masse de comportements alternatifs en matière de consommation et de loisirs ;

* la lutte contre les privatisations, pour un secteur public de qualité dans les domaines des transports, de l'énergie et de l'eau. Un secteur public de transport gratuit et de qualité peut seul concilier le droit de toutes et tous à la mobilité et la réduction des émissions. La libéralisation de la production d'électricité complique l'introduction sur le réseau des sources renouvelables intermittentes. Seule une entreprise publique ne travaillant pas pour le profit peut relever le défi consistant à supprimer en deux ou trois décennies la totalité des émissions dans le secteur du logement.

5.5. Tracer la perspective d'un plan anticapitaliste global de reconstruction sociale et écologique. Dans ce cadre, mettre en avant des revendications liant concrètement la lutte pour le climat et la lutte pour la satisfaction des droits sociaux, en particulier le droit à l'emploi. Les directions des grandes confédérations syndicales

internationales accompagnent la politique climatique capitaliste en échange de la possibilité pour elles d'en négocier certaines modalités. Cette orientation se concrétise dans la proposition d'un « Green Deal » basé sur l'illusion que les technologies vertes permettront de résorber le chômage et donneront l'impulsion à une nouvelle onde longue de prospérité et d'expansion capitaliste. Les bureaucraties syndicales intègrent les impératifs productivistes et de rentabilité capitalistes ainsi que les outils de la politique climatique dominante : aides publiques aux entreprises « vertes », « fiscalité écologique », Mécanisme de Développement Propre, marché des droits d'émission, voire soutien à l'énergie nucléaire et aux agrocarburants. Cette politique risque de rendre le mouvement syndical co-responsable des catastrophes. Elle sème la division parmi les travailleurs à l'échelle internationale, et entre secteurs au sein des différents pays. Pour relever le défi, il ne suffit pas que des secteurs syndicaux participent aux mobilisations environnementales : la lutte pour le climat doit s'enraciner dans les luttes des exploités eux-mêmes, s'intégrer dans le combat de la gauche du mouvement ouvrier pour une alternative anticapitaliste. Pour cela, il s'agit de sortir d'une vision étriquée axée uniquement sur la redistribution des richesses pour contester la conception même de la richesse et la manière dont les richesses sont produites, c'est-à-dire le mode de production dans ses fondements.

A la politique des directions syndicales bureaucratiques, nous opposons la perspective d'un plan anticapitaliste global de reconstruction sociale et écologique. Ce plan inclut la défense et le renforcement du secteur public (en particulier dans les secteurs des transports et de l'énergie), le droit à l'emploi, à la protection sociale et au revenu comme droits fondamentaux, la reconversion collective et sous contrôle ouvrier des travailleurs des entreprises inutiles ou nuisibles, la réduction radicale du temps de travail sans perte de salaire avec baisse des cadences et embauche compensatoire, la création d'emplois verts dans des entreprises publiques et la gratuité des services de base. A partir de ce cadre, nous intervenons dans les luttes, notamment autour des restructurations industrielles dans les secteurs écologiquement non soutenables (automobile par exemple), pour proposer des issues concrètes au choix infernal entre la poursuite de la production et la destruction de l'emploi. Nous exigeons des gouvernements qu'ils créent des emplois publics écologiquement utiles dans des secteurs tels que l'isolation des maisons, les transports en commun et le déploiement des sources d'énergie renouvelables indépendamment des coûts.

5.6. Le transfert massif de technologies propres vers les pays dominés et le financement de l'adaptation aux effets du changement climatique dans ces pays requièrent un partage des avoirs et des savoirs à l'échelle mondiale, donc des ponctions substantielles sur les profits capitalistes. Le sauvetage du climat nécessite un partage des avoirs et des savoirs, à l'échelle mondiale. Il doit donc être lié à :

* l'annulation de la dette du tiers-monde et la restitution aux peuples des avoirs que les dictateurs de pays du Sud

ont placés dans les banques occidentales ;

* la levée du secret bancaire, la suppression des paradis fiscaux, l'imposition des patrimoines, la taxation des mouvements spéculatifs, etc. ;

* l'augmentation substantielle des budgets des pays impérialistes consacrés à l'aide publique au développement ;

* la création, en plus de cette aide, d'un fonds mondial unique pour l'adaptation des pays en développement aux effets inévitables du changement climatique et pour le transfert des technologies propres vers le secteur public de ces pays, sans conditions financières ;

* l'alimentation de ce fonds par une ponction sur les profits et les surprofits des secteurs économiques les plus responsables du changement climatique (secteur pétrolier, charbonnier, automobile, production d'électricité, notamment) ;

* la suppression du régime des brevets dans la santé et dans les technologies permettant de produire des biens de consommation et des services essentiels (transports, industrie légère, eau et énergie, communications) afin que toutes les populations de la planète puissent accéder aux biens fondamentaux ;

* un système de compensation financière pour les pays du Sud qui renoncent à exploiter leurs ressources en combustibles fossiles.

5.7. Les émissions des pays dominés ne pourront pas dévier de 30 % au moins par rapport aux projections si le modèle capitaliste de développement n'est pas remis en cause. La contribution des pays dominés à la stabilisation du climat au niveau le moins dangereux possible n'est possible que par un développement endogène, répondant aux besoins de la grande masse de la population, donc lié à une réforme agraire en faveur de l'agriculture paysanne et à une réorientation de la production vers le marché intérieur. Concilier droit au développement humain et stabilisation du climat nécessite donc des mesures contre les classes dominantes locales, qui tirent prétexte du droit au développement pour tenter de refuser toute entrave à la combustion des combustibles fossiles, pillent des ressources naturelles, s'approprient les forêts, jouent les intermédiaires pour la vente des crédits de carbone, produisent des agrocarburants et exportent des denrées agricoles ou des produits industriels à bas prix pour les marchés des pays développés. Pour empêcher qu'ils servent à alimenter ce modèle de développement socialement et écologiquement nuisible, les fonds et moyens technologiques mis à disposition des pays du Sud doivent être placés sous le contrôle démocratique des populations ainsi que de leurs mouvements sociaux.

5.8. Les peuples indigènes, en défendant leur mode de vie et leur type de relation avec l'environnement, jouent un rôle de premier plan dans la lutte pour la protection de la forêt, donc du climat et de l'environnement en général. Les peuples d'Amérique latine, en particulier, défendent une conception liée à leur civilisation ancestrale aux antipodes de la vie prônée par l'idéologie bourgeoise — ils retiennent qu'ils ne sont pas propriétaires de leur terre, mais qu'ils lui appartiennent, une notion qui résume l'axe central de leur philosophie, inspirée par le respect de la Terre, ce qui explique pourquoi ils appellent leur territoire

la Mère Terre, la Pacha Mama. Ils soignent, entretiennent et cultivent un autre modèle de vie, communautaire et solidaire, intensément lié à la nature. Ainsi, l'organisation socio-politique des peuples originaires sur leur territoire ne se limite pas aux frontières imposées par les impérialistes. Les menaces qui pèsent sur leur mode de vie, leurs structures sociales, leurs ressources naturelles, leurs peuples, à travers les innombrables invasions de leurs territoires constituent une violation de leurs droits inaliénables, ce qui les amène à s'organiser et résister aux saccages des transnationales mis en place dans le cadre des traités ou des accords de libre échange ou de l'Initiative pour l'Intégration de l'Infrastructure Régionale Sud-américaine (IIRSA) de ces dernières décennies. Leurs revendications doivent être soutenues et il faut s'opposer à toute occupation de leurs territoires par les industries extractives, à toute construction d'usines hydroélectriques, de voies de chemins de fer ou de routes, de barrages... sans consentement préalable des peuples. A un moment où la question environnementale occupe clairement un rôle et une place stratégique dans la lutte anticapitaliste, la construction d'une alliance entre les mouvements de travailleurs des villes et des campagnes et les peuples premiers constitue un des plus grands défis de notre époque. L'enjeu de ces combats est aussi le sauvetage des dernières forêts tropicales qui jouent un rôle majeur dans le système climatique.

5.9 S'opposer à la fuite en avant technologique et intégrer tous les grands défis écologiques dans une perspective de développement vraiment soutenable. L'histoire du capitalisme est jalonnée de crises environnementales « résolues » sans vision écologique d'ensemble, par la mise en oeuvre de réponses technologiques partielles subordonnées aux impératifs de rentabilité, dont les effets environnementaux néfastes apparaissent plus tard. Résoudre la crise climatique/énergétique en suivant la même méthode d'apprenti sorcier risque d'avoir des conséquences encore plus redoutables, en particulier dans trois domaines : le recours accru au nucléaire et aux organismes génétiquement modifiés ainsi que le stockage géologique du CO₂ dans le cadre d'une nouvelle vague d'exploitation de la houille. S'opposer à ces réponses capitalistes est une tâche des plus importantes. Il faut les dénoncer comme des symboles de la folie de la croissance capitaliste sans limites, comme la tentative absurde du système de sauter par-dessus sa propre tête pour maintenir malgré tout l'accumulation génératrice de profit. D'une manière plus générale, le défi climatique fédère toutes les questions environnementales. La riposte doit donc intégrer tous les grands défis écologiques, notamment : (i) la défense de la forêt tropicale dans le respect des droits des communautés indigènes qui vivent de ses ressources (puits de carbone) ; (ii) la défense de la biodiversité ; (iii) la gestion rationnelle et publique des ressources en eau ; (iv) la lutte contre l'empoisonnement de la biosphère par les quelque 100 000 molécules issues de la pétrochimie, qui n'existent pas dans la nature et donc certaines ne peuvent être décomposées par ses agents réducteurs ; (v) l'élimination des gaz destructeurs de l'ozone stratosphérique et leur remplacement par des composés n'ayant pas d'autre impact écologique dangereux ; (vi) la lutte contre la pollution atmosphérique

et ses conséquences pour la santé humaine (asthme, maladies cardiovasculaires,) ainsi que pour les écosystèmes (acidification, ozone troposphérique).

Dénoncer le fossé entre les plans capitalistes et le diagnostic de la situation par les scientifiques. Nouer des liens avec des scientifiques critiques. Poser les questions de la propriété du savoir et du rôle social de la recherche. La prétention des gouvernements qui tentent de faire croire que leur politique climatique capitaliste et libérale est fondée sur « la science » doit être combattue vigoureusement. Pour ce faire, il s'agit de dénoncer le gouffre séparant les objectifs des gouvernements des conclusions que le principe de précaution impose de tirer des rapports du GIEC. Cette dénonciation implique d'assimiler l'essentiel de l'expertise scientifique tout en critiquant les présupposés idéologiques et sociaux dominants qui sont véhiculés par la grande majorité des experts. La gauche doit nouer des relations avec des scientifiques, les inviter à communiquer leur expertise aux mouvements sociaux, les interpeller à partir de ceux-ci sur leur positionnement politique général, les pousser à s'exprimer sur la contradiction entre les solutions rationnelles globales que demande la lutte contre le réchauffement, d'une part, et l'ultra-cloisonnement des sciences au service de la rationalité capitaliste partielle, d'autre part. Vu la place prise par l'expertise scientifique dans l'élaboration des politiques, il est d'une importance non négligeable de nouer des relations entre les mouvements sociaux et des chercheurs critiques et humanistes.

5.10 Dans ce cadre, nous développons un point de vue plus général sur le rôle de la science et de la recherche dans la lutte pour la stabilisation du climat dans la justice sociale. Nous ne refusons pas les solutions technologiques, ni les concepts de développement et de progrès. Nous plaçons au contraire pour que la recherche scientifique et technique soit libérée de l'emprise du capital afin que son potentiel puisse être mis massivement et rapidement au service du progrès dans l'efficacité énergétique, la gestion rationnelle des ressources et le développement soutenable des sources énergétiques renouvelables. Nous exigeons le refinancement public massif de la recherche, l'arrêt des contrats qui lient les universités à l'industrie et au capital financier, la définition démocratique des priorités de la recherche en fonction de la transition, dans la justice sociale, vers une société sans combustibles fossiles.

5.11. Combattre la culpabilisation, mais assumer la sobriété énergétique dans la mesure du possible social. Les discours culpabilisants des gouvernements qui attribuent la responsabilité du réchauffement au comportement individuel de chacun escamotent l'inégalité sociale, la responsabilité du capitalisme, détournent l'attention des profonds changements structurels nécessaires, et pavent le chemin pour des mesures injustes telles que la « taxe carbone ». C'est une illusion de croire que le climat pourrait être sauvé par un mouvement de « contagion culturelle » contre la surconsommation, alors que plus de la moitié de l'humanité vit dans la sous-consommation chronique. Mais c'est une illusion également de miser sur d'hypothétiques

percées scientifiques révolutionnaires pour ne pas mettre en question la surconsommation et les pratiques individuelles qui en découlent. Au lieu d'opposer les actions dans la sphère de la consommation aux changements structurels dans la sphère de la production, les premières doivent être conçues comme un moyen de faire prendre conscience de la nécessité des secondes. Les pratiques sociales alternatives, les campagnes et les mobilisations démocratiques, même minoritaires, qui contestent le productivisme et le consumérisme, peuvent jouer un rôle positif dans la formation de la conscience collective que des changements structurels sont nécessaires, aussi dans la sphère de la production, et que ces changements s'accompagneront d'une plus grande qualité de vie.

5.12. Développer une pratique de secours populaire en cas de catastrophe. Le changement climatique accroît considérablement les risques de catastrophes frappant plus particulièrement les travailleurs et les pauvres, en particulier dans les pays en développement. Face à cette menace, nous devons nous préparer à intervenir avec les mouvements sociaux sur deux terrains différents : le terrain revendicatif consistant à mettre les Etats devant leurs responsabilités ; et le terrain des secours directs, populaires et solidaires, pris en charge par les populations locales et leurs organisations avec l'aide des réseaux militants au niveau mondial. L'expérience acquise dans les catastrophes naturelles montre en effet que ces secours populaires sont plus rapides, plus directement orientés vers les pauvres et les besoins réels et peu coûteux. De plus, ils sont favorables à l'éclosion d'autres rapports sociaux, de contestation de l'ordre établi.

Motions, résolutions et déclarations

1) Résolution sur l'offensive israélienne contre Gaza et la solidarité avec la lutte du peuple palestinien

L'offensive conduite par l'armée israélienne il y a un an contre la Bande de Gaza s'inscrit dans la continuité des politiques sionistes de destruction de la résistance palestinienne. Le dramatique bilan de ces trois semaines de bombardements intenses (plus de 1300 morts et plus de 5000 blessés) est à l'image de la violence de l'armée israélienne, qui a utilisé des armes dévastatrices et s'est rendue coupable de nombreux crimes de guerre.

L'offensive, programmée de longue date, n'avait pas pour objectif de « faire cesser les tirs de roquettes » ou de « faire respecter le cessez-le-feu ». Les tirs de roquettes ont fait moins de 20 victimes en 10 ans tandis que le cessez-le-feu signé entre Israël et le Hamas en juin 2008 n'a jamais été respecté par Israël, qui a maintenu son blocus contre Gaza et continue d'assassiner les militants de la résistance en Palestine et à l'étranger. Dans ces conditions, les Palestiniens ont le droit de se défendre et de résister à l'occupation, y compris par la force armée.

Les objectifs israéliens sont tout autres. Il s'agit une fois de plus de signifier à la population palestinienne et aux mouvements de résistance qu'Israël est le seul maître du jeu : il n'y aura de « paix » qu'aux conditions fixées par l'Etat sioniste, c'est-à-dire la négation des droits nationaux des Palestiniens, et quiconque tentera de s'opposer à cette logique s'exposera à la répression sans limite de l'armée israélienne.

Les récents événements le confirment : l'Etat sioniste n'est prêt à tolérer les Palestiniens que dans la mesure où ils renonceront à leurs droits nationaux et accepteront de vivre dans des cantons isolés en Palestine ou dans des camps de réfugiés à l'extérieur. Israël n'est prêt à négocier qu'avec une représentation palestinienne prête à se soumettre à une « paix » non contradictoire avec les objectifs et les intérêts sionistes.

Les USA sous l'administration Obama continuent comme auparavant à être le principal soutien impérialiste à l'Etat sioniste. Aussi les pays de l'UE continuent à soutenir ouvertement ou implicitement Israël. Les pays de la Ligue arabe, divisés et pour la plupart soumis à l'impérialisme ont été incapables d'adopter une position commune, tandis que l'Egypte continue à jouer son rôle de collaborateur d'Israël et des pouvoirs impérialistes comme l'a montré son sabotage de la Marche pour la liberté de Gaza et la construction d'un nouveau Mur de la honte à Rafah.

Les réactions de condamnation d'Israël et de soutien au peuple palestinien ont néanmoins été nombreuses. Aux quatre coins du monde, des manifestations réunissant des dizaines, voire des centaines de milliers de personnes, ont eu lieu. Certains Etats, comme le Venezuela ou la Bolivie, ont expulsé les ambassadeurs israéliens. Partout, y compris à l'Assemblée générale de l'ONU, les appels au boycott d'Israël et aux sanctions se sont multipliés.

La IVe Internationale rappelle son soutien inconditionnel à toutes les formes de lutte du peuple palestinien pour la satisfaction de ses droits : droit à l'autodétermination sans ingérence extérieure ; droit au retour des réfugiés ou à la compensation pour ceux qui le désirent ; droits égaux pour les Palestiniens de 1948. Au-delà, nous réaffirmons ici la nécessité, pour l'émancipation des peuples arabes, du démantèlement de l'Etat sioniste, incarnation d'un projet colonial et raciste au service de l'impérialisme, et ce au profit d'une solution politique dans laquelle tous les peuples de la Palestine (palestinien et juif israélien) puissent vivre ensemble dans l'égalité totale des droits.

Dans le but d'atteindre cet objectif, l'urgence est au renforcement des mouvements de solidarité avec le peuple palestinien, autour de cinq mots d'ordre fédérateurs et consensuels, y compris dans le mouvement national palestinien : retrait total, immédiat et inconditionnel, de l'armée israélienne, des territoires occupés depuis 1967, y compris Jérusalem-Est ; démantèlement de l'ensemble des colonies de peuplement construites depuis 1967 ; destruction du mur de séparation ; libération des 11 000 prisonniers politiques détenus par Israël ; levée immédiate et sans conditions du blocus contre Gaza comme premier pas sur le chemin d'une solution politique fondée sur l'égalité des droits.

Il convient également d'être particulièrement attentif aux revendications des Palestiniens de 1948, qui revendiquent l'égalité totale des droits avec le libre accès à l'eau et à la terre. Les récentes élections israéliennes et les scores élevés de Liebermann, partisan avéré de l'expulsion des Palestiniens de 1948, font planer un danger majeur sur cette population, auquel le mouvement de solidarité se doit de répondre. Il faut aussi soutenir les Israélien/nes qui luttent contre l'occupation, la guerre et la politique sioniste en général.

Enfin, il nous semble essentiel d'amplifier la campagne de Boycott-Désinvestissement-Sanction (BDS), initiée en 2005 par plus de 170 ONG, associations et partis palestiniens. Le mot d'ordre du BDS permet de développer le mouvement de solidarité, avec l'objectif de dénoncer les complicités des gouvernements et des grands groupes capitalistes. Les succès actuels et à venir de la campagne BDS peuvent contribuer à affaiblir l'Etat sioniste et créer les conditions d'un renforcement du camp palestinien et anti-impérialiste. Dans cette lutte, il faut combattre simultanément toutes les dérives racistes, antisémites et islamophobes.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité.

2) Faire de la réunion de Cochabamba une nouvelle étape du combat pour une réponse anticapitaliste au changement climatique

Le 16e congrès mondial de la IVe Internationale :

—Dénonce la caricature d'accord que 25 grands pays pollueurs ont conclu en marge du sommet de Copenhague sur le climat, en mettant de côté le principe des responsabilités communes mais différenciées. Cet accord qu'ils tentent d'imposer à tous les peuples est taillé sur mesure pour les intérêts du grand capital et l'appropriation capitaliste des ressources. Il constitue une menace grave pour les travailleurs du monde, les pauvres, les paysans, les femmes et les peuples indigènes, ainsi que pour les écosystèmes ;

—Se félicite de l'initiative prise par le président bolivien, Evo Morales, de convoquer un sommet des peuples sur le climat et les droits de la Terre Mère afin de faire entendre la voix des peuples indigènes et d'élaborer une riposte commune à la politique impérialiste de partage du monde et de l'atmosphère entre grandes puissances. Appelle toutes les forces politiques et sociales en lutte contre l'exploitation et l'oppression à soutenir la réunion de Cochabamba et à y participer dans la mesure du possible ;

—Salue les communautés qui, en défendant les écosystèmes qu'elles ont façonnés et en luttant pour leurs droits, leur mode de vie, leur mode d'appropriation commune et respectueuse de l'environnement, jouent un rôle moteur dans la mobilisation pour le climat, s'opposent à la logique capitaliste de marchandisation néolibérale des ressources et constituent une source d'inspiration pour une autre relation sociale à la nature ;

—Appelle les marxistes révolutionnaires à faire en sorte que la réunion de Cochabamba permette, par-delà les références culturelles spécifiques, d'étendre et d'approfondir la mobilisation internationale des mouvements sociaux pour une réponse antilibérale et anticapitaliste au changement climatique.

Motion adoptée à l'unanimité.

3) Haïti : Déclaration de solidarité

Le tremblement de terre survenu en Haïti le 12 janvier 2010 a retenti sur tout le pays mais a touché en particulier la capitale Port-au-Prince et ses environs. Les dégâts humains et matériels sont effroyables avec plus de 200 000 morts, des milliers de blessés et de sans-abris. La misère qui sévit depuis des décennies, les conditions de vie et de logement précaires, un régime policier qui méprise les besoins de la population et les précautions à

prendre dans une zone de risque sismique ont amené à ce que cette catastrophe se solde par un si grand nombre de victimes.

Cette catastrophe n'est pas que « naturelle ». Elle est amplifiée par les conséquences sociales et économiques de la domination que les grandes puissances ont exercée et exercent encore sur Haïti.

Alors qu'Haïti a été la première colonie à abolir l'esclavage, à lutter et à obtenir son indépendance, les pays impérialistes, au premier chef la France et les États-Unis, lui ont fait payer chèrement cette émancipation (dès 1825 avec la dette historique envers la France).

Avec près de 90 % de la population vivant sous le seuil de pauvreté, Haïti est le pays le plus pauvre du continent américain. Depuis des décennies, le peuple haïtien est le jouet des machinations et de l'exploitation néocoloniales menées par les puissances impérialistes, la France et les États-Unis en premier lieu. Ces puissances n'ont pas cessé, à tour de rôle, de placer et de soutenir des régimes à leur solde — comme la dictature des Duvalier de 1957 à 1986 ou avec le coup d'État de 2004 — qui ont spolié les richesses et la population du pays pour le bénéfice des multinationales capitalistes et des gouvernants qu'elles ont mis en place.

Les politiques néolibérales imposées par la Banque mondiale et le FMI ont mis à genoux l'agriculture locale, forçant des dizaines de milliers de paysans à s'entasser dans des logements précaires dans les villes. Le tremblement de terre a rasé des quartiers entiers de ces bidonvilles.

Ces politiques néolibérales ont réduit les salaires et démantelé les services sociaux, en premier lieu le secteur de la santé. Avant le séisme, plus de 40 % de la population n'avait pas accès aux soins de santé, et parmi les femmes ce taux s'élevait à 60 %.

En 2004, les États-Unis ont « délégué » leur domination militaire à la mission des Nations unies de stabilisation d'Haïti (MINUSTAH), véritable force d'occupation des Nations Unies sous direction brésilienne, qui dès son arrivée s'est illustrée par la répression des révoltes de la faim, par des meurtres, des viols et des violences en tous genres vis-à-vis de la population pauvre. Le programme économique appliqué a été similaire à celui des autres pays des Caraïbes : développer dans cette île des zones franches constituées d'industries employant une main-d'œuvre très bon marché.

La catastrophe actuelle a servi de nouveau prétexte à l'occupation militaire du pays. Les médias ont véhiculé l'idée que pour prévenir du « chaos », des pillages et de l'insécurité, il fallait une présence militaire massive alors que les autorités militaires états-uniennes reconnaissent « un niveau de violence inférieur à ce qu'il était avant le séisme ». Ce sont plus de 20 000 GI's qui ont été envoyés afin de contrôler la population ainsi que tous les moyens de circulation (mer, terre, air).

Cette occupation s'explique en partie par la stratégie de remilitarisation du continent latino-américain et des Caraïbes. Haïti est en effet situé entre le Venezuela et Cuba mais face au Honduras (dont le coup d'État a permis de contrer la prise de distance du président renversé Zelaya avec les intérêts états-uniens). Cette occupation arrange bien au passage les entreprises américaines d'armement, de sécurité et du bâtiment. C'est dans l'indifférence internationale que se fait la recolonisation de ce pays qui relève d'un bon en arrière de 200 ans.

Mais les témoignages venant d'Haïti montrent que si le centre du pouvoir haïtien est paralysé, on voit au contraire une très forte solidarité de la part de la population qui s'auto-organise, qui monte des campements et reconstruit le pays et ceci malgré l'état d'urgence imposé par les États-Unis.

La reconstruction ne peut se faire dans le cadre d'une occupation militaire. Les troupes d'occupation doivent partir immédiatement, ce n'est pas de soldats mais de médecins, d'infirmiers, d'ingénieurs que ce pays a besoin !

L'ouverture des frontières doit être garantie pour apporter assistance et permettre la circulation des personnes. Aucun Haïtien émigré ne doit être expulsé vers Haïti et l'accueil stable doit être garanti à tout Haïtien désirant quitter l'île (à l'instar du Venezuela et de Cuba).

La reconstruction d'Haïti ne peut être l'occasion d'augmenter la dette extérieure qui doit être entièrement annulée par les autres pays, la Banque Mondiale, le FMI et la Banque Interaméricaine de Développement.

La France, comme les États-Unis, ont une dette envers Haïti pour les pillages et exactions commis. De plus, la fortune des Duvalier déposés dans les banques à l'étranger doit être restituée.

La IVE Internationale invite les organisations ouvrières à donner une suite à l'immense mobilisation populaire de solidarité sous la forme d'un soutien financier et politique aux organisations de base de la société haïtienne.

Elle s'engage à apporter son aide matérielle aux organisations du mouvement ouvrier haïtien avec qui nous partageons les mêmes objectifs afin de contribuer à la reconstruction sur de nouvelles bases de ce pays dévasté.

Déclaration adoptée à l'unanimité moins deux abstentions.

4) Solidarité internationale avec les peuples d'Iran

Dans un contexte d'offensive de l'impérialisme états-uniens, de sanctions économiques imposées par l'ONU et de nombreuses déclarations bellicistes contre l'Iran, relayé au Moyen-Orient par l'État d'Israël, la IVE Internationale affirme que la libération des peuples d'Iran du régime dictatorial de la République Islamique ne peut être que l'œuvre de leur propre mobilisation. Nous condamnons les

politiques de guerre, d'occupation et d'intervention impérialistes et nous nous situons aux côtés des peuples qui luttent pour leur liberté et leur indépendance.

Depuis le 13 juin 2009 et l'élection présidentielle truquée, la République Islamique d'Iran est plongée dans une crise de régime sans précédent, qui a ouvert un espace dans lequel se sont engouffrées toutes les aspirations démocratiques de la jeunesse, des femmes et des travailleurs. Depuis huit mois les peuples d'Iran expriment massivement leur colère aux cris de « A bas la dictature ! ». De la contestation électorale au rejet des fondements même de la République Islamique, le processus en cours n'a cessé de s'étendre et de se radicaliser.

La guerre larvée entre les différentes factions qui se partagent le pouvoir depuis 1979 s'est transformée en guerre ouverte. Le Guide Ali Khameneï, le président de la république Ahmadinejad et la direction des Pasdaran ont décidé de faire main basse sur la rente pétrolière et de consolider leurs intérêts économiques et financiers. En refusant d'être évincé du pouvoir le clan incarné par Moussavi, Karoubi et Rafsandjani, tous associés au bilan sanglant de la république islamique, a accentué la crise.

La détermination de la population à lever la chape de plomb étouffante et à en finir avec la répression quotidienne contre la jeunesse et les femmes qui luttent pour leurs droits se mêle de plus en plus aux revendications propres des travailleurs.

Depuis huit mois, la jeunesse, les femmes et les travailleurs saisissent toutes les occasions pour défier le régime militaro-théocratique. Leur mobilisation courageuse accentue les divisions au sein du pouvoir et affaiblit la République Islamique.

Aux aspirations sociales et démocratiques légitimes des peuples d'Iran, Khameneï, Ahmadinejad et les Pasdaran répondent par une répression sanglante. Arrestations massives, procès spectacles, viols de détenus, exécutions, la République Islamique d'Iran tente d'étouffer la contestation. Mais rien n'y fait. Le rejet du pouvoir en place est profond, la répression n'éteindra pas la colère et la détermination de celles et ceux qui s'opposent au régime.

Une nouvelle phase de lutte s'est ouverte en Iran et ce dans un contexte où la crise politique se combine à la crise économique. Face au chômage, aux licenciements, aux privatisations et à l'inflation galopante, le pays connaît des grèves de travailleurs notamment pour le paiement d'arriérés de salaires ou pour le droit de s'organiser en syndicat. Le régime, ayant en mémoire la vague gréviste de 1979 qui avait largement contribué à la chute de la monarchie, réprime brutalement toutes les luttes ouvrières.

C'est aux femmes, aux travailleurs, à la jeunesse et à toutes celles et ceux qui défient la République Islamique que va notre soutien. La jonction entre les aspirations démocratiques et les revendications sociales portées par

les travailleurs sera déterminante. L'arrivée de la classe ouvrière dans le processus en cours peut donner la cohésion et la force nécessaire pour renverser la République Islamique et établir une République sociale, démocratique et laïque qui s'oppose réellement à l'impérialisme et au sionisme.

La lutte pour de véritables droits démocratiques, pour la libération des prisonniers politiques et l'abolition de la peine de mort, pour le droit de grève et d'organisation, pour des élections libres, pour les droits des minorités nationales et pour la justice sociale, l'égalité entre femmes et hommes doit s'appuyer sur la solidarité internationale.

Leur lutte est la nôtre !

Cette déclaration a été adoptée à l'unanimité moins une abstention.

5) Contre la militarisation et pour la défense des droits humains au Mexique

Le 16e Congrès mondial de la IVe Internationale a pris connaissance des rapports sur la grave situation des droits humains au Mexique : la poursuite du féminicide, non seulement à la Ciudad Juárez, mais également dans d'autres villes et régions du pays, ainsi que les attaques, exécutions et disparitions forcées de personnes, qui sont l'effet de la militarisation s'étendant progressivement depuis le nord du Mexique au reste du pays. Tout cela s'accompagne de la pratique de criminalisation des protestations sociales et de la pauvreté.

Le féminicide, qui n'est pas freiné et se maintient dans l'impunité du fait de la négligence ou de la complicité des autorités, est stimulé et se fonde sur la campagne réactionnaire des partis de droite au gouvernement, qui fomentent la misogynie, l'homophobie et la remise en cause des droits des femmes. C'est le sens de la campagne sans bornes pour pénaliser l'avortement dans la majorité des États de la République mexicaine, menée avec l'appui de la hiérarchie de l'Église catholique en réaction à la dépénalisation de l'avortement adoptée par l'Assemblée de la ville de Mexico. C'est aussi le sens de la campagne contre les droits des homosexuels et des lesbiennes, dans laquelle l'Église catholique s'est engagée une nouvelle fois, nuisant ainsi de plus en plus à la laïcité de l'État mexicain.

Le Congrès mondial appelle à soutenir la lutte du mouvement féministe et du large mouvement des femmes du Mexique pour la défense de leurs droits. Il fait partie de la lutte que les femmes des autres parties du monde mènent contre les attaques similaires de la droite. Ce 8 mars et après, en reprenant le caractère internationaliste de cette date, nous devons étendre le soutien à la lutte contre le féminicide, la misogynie et l'homophobie en défense des droits des femmes.

Alors qu'on a réussi à freiner le féminicide dans la Ciudad

Juárez au cours des années précédentes, la situation devient aujourd'hui plus compliquée avec la militarisation, l'extension de la violence et la violation des droits humains de la population civile en général. Le gouvernement de Felipe Calderón, issu de la fraude électorale et cherchant à restaurer sa légitimité par la militarisation, prétend mener une guerre contre le trafic de drogues et la délinquance organisée. Pourtant à Ciudad Juárez il n'y a pas eu d'affrontements armés entre les forces militaires et les trafiquants. Ce qui est le plus fréquent ce sont les exécutions, les assassinats, dans les rues, les écoles, les maisons particulières et même des exécutions dans les centres de réadaptation des dépendant(e)s. Du féminicide ils sont passés à l'assassinat, à l'exécution de jeunes en général, des pauvres, des étudiants et des enseignants universitaires, des militants qui défendent les droits humains. Plus que d'une guerre contre le narcotrafic, il s'agit là d'une campagne de « nettoyage social » comme on a pu le voir dans d'autres pays. Le gouvernement Calderón présente le nombre croissant de meurtres comme des succès de sa guerre et prétend « réduire » le crime organisé. Ce massacre doit cesser, il doit être dénoncé et faire l'objet de protestations internationales.

Produit de la criminalisation des mouvements sociaux, les victimes de cette guerre sont maintenant les militants des droits humains, comme en témoigne l'assassinat récent de Josefina Reyes et les menaces dont fait l'objet la camarade Cipriana Jurado, une féministe représentative de la précédente génération qui a combattu le féminicide et est maintenant la cible du fait de son opposition à la militarisation. Ces derniers jours d'importantes mobilisations ont eu lieu dans les rues de Ciudad Juárez pour exiger le retrait des troupes, le respect des droits humains et la destitution de Felipe Calderón. Le Congrès mondial appelle à la solidarité avec ces mouvements.

Motion adoptée à l'unanimité.

6) Pour la libération des prisonniers politiques de Campeche, Mexique

Le Mexique vit un nouveau processus de militarisation et de répression des mouvements sociaux et de l'opposition au gouvernement frauduleux et illégitime de Felipe Calderón. Les cas de répression, de persécution et d'emprisonnement se multiplient à travers tout le pays, touchant toutes les voix qui s'élèvent contre l'autoritarisme du gouvernement et contre ses politiques qui attentent aux droits et à la qualité de vie du peuple. Parmi tous ces abus de pouvoir le Congrès mondial de la IVe Internationale souligne le cas des camarades Sara López, Joaquín Aguilar et Guadalupe Borjas, emprisonnés depuis juillet 2009 au pénitencier de Kobén, à Campeche.

Leurs cas mettent en lumière les deux axes fondamentaux de la politique de Calderón : privatisation et répression. La privatisation de l'énergie, tant du pétrole que de l'électricité, avance secrètement depuis des années, produisant l'augmentation progressive des tarifs de

l'électricité, en particulier dans les zones rurales réduites à la pauvreté. Au cours des derniers mois elle connaît un saut qualitatif avec la liquidation de la compagnie Luz y Fuerza del Centro (LyFC) et la disparition du Syndicat mexicain des électriciens (SME).

Comme dans les autres zones rurales du pays, tels Veracruz, Tabasco, Chiapas, etc., depuis près de trois ans la Commission Fédérale d'Électricité a augmenté de plus de 200 % les tarifs à Candelaria (Campeche) — un abus intolérable pour les revenus limités des paysans de Campeche. C'est pourquoi face à cette attaque privatisatrice au cours de ces années a été créé et s'est renforcé le Mouvement de résistance civique pour le non-paiement des hauts tarifs de l'éclairage et pour un tarif social et juste, indexé sur le salaire minimum.

Tout au long de ces années le mouvement de résistance a été une réponse aux politiques néolibérales. Le gouvernement, loin de s'occuper des justes revendications des camarades a répondu par la criminalisation de ce mouvement.

A peine une semaine après les législatives de juillet 2009, cinq dirigeants de la résistance ont été emprisonnés. Ils sont détenus, subissent la violence, l'intimidation et des menaces contre leurs familles. Ils sont accusés de « privation illégale de la liberté » pour avoir fait pression en obligeant les fonctionnaires de la CFE à demeurer dans ses installations tout en exigeant une solution satisfaisant leurs revendications.

Le recours à cette caractérisation d'infraction est devenu une pratique courante des gouvernements du Parti d'action nationale, dont le cas de Ignacio del Valle de Atenco, condamné à plus de 100 ans de prison, est le plus significatif.

Jusqu'à maintenant la mobilisation populaire et l'incongruité juridique du gouvernement ont permis la libération de deux camarades emprisonnés, mais Sara López, Joaquín Aguilar et Guadalupe Borjas restent en prison. Ils n'ont pas encore été condamnés et les semaines à venir seront fondamentales pour leur statut juridique.

Le Congrès mondial de la IVe Internationale se joint à l'exigence de la libération des trois prisonniers politiques de Candelaria, demande l'arrêt de la persécution et de la répression des mouvements sociaux et se solidarise avec les camarades de la résistance contre la privatisation de l'électricité et l'augmentation des tarifs.

Liberté pour Sara López, Joaquín Aguilar et Guadalupe Borjas !

Non à la privatisation de l'énergie !

Cette motion a été adoptée à l'unanimité, un mandat ne prenant pas part au vote.

7) Déclaration de Solidarité avec la lutte des travailleurs

mexicains !

Deux des plus importants secteurs du prolétariat mexicain, le Syndicat Mexicain des Électriciens (SME) et le Syndicat National des Mineurs, Métallurgistes et Assimilés de la République Mexicaine (SNTMMSRM), mènent une dure bataille pour préserver leurs organisations, leurs contrats et leurs emplois. Ces conflits remettent la lutte des classes au centre de la politique mexicaine.

Ces conflits ont mis à nu une haine élitiste et l'infamie d'un régime, élu grâce à une scandaleuse fraude électorale, qui cherche à détruire ces organisations syndicales afin de marchandiser tous les services publics, rendre plus flexibles les lois salariales et faciliter l'application de brutales réformes économiques, qui font peser sur les épaules des travailleurs le poids d'une crise provoquée par l'avarice patronale.

Le 10 octobre 2009, le gouvernement droitier de Felipe Calderón a envoyé les forces armées pour occuper les locaux de l'entreprise publique « Luz y Fuerza del Centro » (LyCF), obéissant à un décret illégal qui prônait la fermeture de l'entreprise, mettant à la rue près de 44 000 électriciens et laissant sans protection 22 000 retraités. Le gouvernement a tenté de justifier cette mesure en argumentant sur l'inefficacité et les supposés privilèges des travailleurs. En réalité son intention c'est de privatiser le service public de l'électricité, son réseau de fibre optique et de détruire un syndicat qui est un exemple historique de combativité et de démocratie pour ce pays.

De leur côté les mineurs — de la mine historique de Cananea, de Sombrerete et de Taxco — sont depuis plus de deux ans en grève et exigent de l'entreprise multimillionnaire « Grupo México » de meilleures conditions de sécurité et d'hygiène. Il y a presque trois ans, à la mine de charbon « Pasta de Conchos », propriété de ce même groupe, une terrible tragédie a eu lieu en raison du manque des mesures de sécurité les plus élémentaires. Ce drame a coûté la vie à 62 travailleurs. Le 12 février dernier, la grève de Cananea, dans l'État de Sonora, a été déclarée illégale et aujourd'hui le gouvernement prépare la récupération des locaux en utilisant des forces policières ou militaires. Les travailleurs ont, quant à eux, déclaré qu'ils ne rendraient pas les installations de la mine même au prix de leur vie.

Le 16 mars prochain, date à laquelle devrait être modifiée la convention collective, le SME ainsi qu'un grand regroupement de syndicats et d'autres mouvements sociaux ont appelé à un arrêt du travail jusqu'à la résolution du conflit des mineurs et des électriciens. De cette démonstration de force dépendra, en grande partie, le futur immédiat de la classe ouvrière mexicaine.

La IVe Internationale manifeste son inconditionnelle solidarité avec la lutte des travailleurs électriciens et mineurs mexicains et appelle ses sections, sympathisants et les travailleurs de tous les pays, à des actions contre le gouvernement mexicain dans toutes les ambassades du Mexique du monde, le 16 mars prochain.

Le 26 février 2010

Cette déclaration a été adoptée à l'unanimité.

8) Pérou: Déclaration de solidarité

Fin avril 2009, le gouvernement du Pérou a commencé une répression brutale contre les peuples de la forêt qui se sont élevés contre les décrets autorisant l'extraction du pétrole sur leur terre ancestrale, dans le cadre de l'accord de libre-échange avec les États-Unis. « Le massacre de Bugua » a pris les vies d'une cinquantaine de personnes ; les conséquences de ce massacre pour les peuples de cette région continuent à être ressenties aujourd'hui. Par exemple, Alberto Pizango, un chef indigène de l'association interethnique pour le développement de la forêt péruvienne (AIDSESP) a subi un harcèlement légal permanent. Il est actuellement en exil au Nicaragua et il a été interdit de retour dans son pays ; il lui est également interdit de voyager ailleurs, à cause d'un mandat d'arrêt d'Interpol.

Le 16e congrès de la IVe Internationale déclare son soutien total aux droits des peuples indigènes sur leurs terres et demande un arrêt immédiat des accusations politiques et des procédures légales contre Alberto Pizango, ainsi que la restauration de ses droits de retourner librement dans son pays.

Cette déclaration a été adoptée à l'unanimité.

9) Sur la situation au Sri Lanka

La lutte nationale du peuple tamoul a subi une défaite totale en mai dernier, écrasée par le gouvernement sri-lankais. Produit de la « guerre contre la terreur », c'est la plus profonde défaite infligée à une lutte de libération nationale depuis des années. Ce n'est pas seulement une défaite du peuple tamoul, c'est une défaite de la gauche et du progrès au Sri Lanka.

Au cours des deux derniers mois de la guerre, les forces armées ont eu recours à des attaques implacables et aveugles d'artillerie et à des bombardements aériens, tuant près de 40 000 civils, dont de nombreuses femmes et enfants.

Réélu en janvier à la tête de l'État, Mahinda Rajapaksa n'a aucunement l'intention de résoudre la question nationale tamoule, pour laquelle les Tamouls ont lutté durant des décennies.

A l'issue de la guerre environ 300 000 civils qui ont fui la zone de guerre ont été parqués dans des camps d'internement entourés de barbelés. Ces personnes déplacées à l'intérieur (IDP), comme on les a appelées, ont été autorisées depuis décembre 2009 à retourner dans leurs lieux d'origine, mais le gouvernement Rajapaksa ne leur a pas fourni les moyens leur permettant de s'y rétablir. Ils attendent encore l'aide financière, alimentaire, sanitaire et médicale. A ce jour plus de 100 000 restent dans les camps.

Le gouvernement Rajapaksa recourt à la répression brutale pour étouffer les opposants et les médias. 12 000 prisonniers politiques croupissent derrière les barreaux, certains depuis des années, sans procès, et la majorité d'entre eux sont tamouls. Pas moins de vingt journalistes ont été tués au cours des trois dernières années. Beaucoup ont fui le pays craignant pour leur vie.

Le gouvernement devrait sérieusement s'occuper du règlement politique de la question nationale tamoule. En premier lieu cela exige un partage du pouvoir.

Nous exigeons également :

- la libération inconditionnelle de tous les prisonniers politiques ;
- que le gouvernement sri-lankais cesse toutes les atteintes à la liberté des médias ;
- que le gouvernement sri-lankais garantisse à toutes les personnes déplacées les conditions de retour et de vie dans leurs lieux d'origine.

Nous saluons l'attitude courageuse de nos camarades du Nava Sama Samaja Party face à la répression de l'État cinghalais et nous regrettons que certains dans la gauche internationale n'aient pas été capables de mieux soutenir cette lutte.

Déclaration adoptée à l'unanimité.

10) Motion sur les attaques contre les personnes transgenre/intersexe

Comme le document Femmes et Crise de civilisation (1) l'indique, la croissance de la violence en tant que telle et de la violence contre les personnes spécifiquement opprimées, est une part inévitable de la crise du système capitaliste de notre temps. La IVe Internationale et ses sections développeront des campagnes propagandistes dans le but de stopper la recherche de boucs émissaires à la crise du système capitaliste parmi les opprimés.

La résolution du Congrès mondial de 2003 sur la libération gay/lesbienne disait : « Des milliers de personnes transgenres incapables ou ne pouvant pas vivre dans des familles reconnues socialement, incapables ou ne pouvant pas vivre comme "de vrais hommes" ou "de vraies femmes" subissent le mépris et parfois des attaques violentes ». Des recherches récentes ont montré que l'importance de cette violence contre les personnes transgenre et intersexe, est l'équivalent d'attaques globales et systématiques.

Le Trans Murder Monitoring Project a reporté plus de 200 meurtres de personnes Trans en 2008 et le même nombre pour les premiers 6 mois de 2009 en Amérique du Nord, Amérique Latine, Europe, Afrique, Asie et Océanie.

La IVe Internationale et ses sections soutiendront les campagnes pour arrêter cette violence barbare et lutteront pour qu'elles soient prises en compte dans les partis

larges, les syndicats et les mouvements progressistes. En même temps, nous travaillerons plus étroitement avec les organisations LGBTI et Trans afin de gagner des militants de ces organisations au combat global contre le capitalisme.

Nous continuerons à soutenir la résolution de 2003, « pour des campagnes contre les définitions psychiatriques de l'homosexualité et du transsexualisme assimilés à des pathologies ». Nous soutiendrons aussi la campagne actuelle initiée par le International Trans Depathologisation Network pour supprimer « les troubles de l'identité de genre » des classifications internationales de diagnostic.

Cette motion a été adoptée à l'unanimité moins une abstention.

1) Cf. : <http://www.inprecor.fr/article-inprecor?id=775>

Les femmes et LA crise de LA civilisation

La convergence des différents aspects de la crise globale du capitalisme aujourd'hui nous confirme dans l'idée que nous sommes face à des crises économiques, écologiques et sociales systémiques qui en se combinant produisent une crise de civilisation. Cette contribution, issue du séminaire femmes tenu à l'IIRE en juillet 2009, a été soumise à la discussion du Congrès mondial par Hall (Commission de Recours, Grande-Bretagne) et Philomena (Comité International, France).

Avant le début de la crise, les femmes étaient déjà les plus mal loties, il n'est donc pas surprenant que nous ressentions plus fortement les effets de ces désastres. Malgré les avancées grâce aux luttes des femmes, leur position de subordination sur le marché du travail reste le reflet de la division sexuelle du travail et du statut inférieur des femmes à l'intérieur de la famille capitaliste patriarcale. La famille, combinée avec le système d'éducation, continue à reproduire l'idée que les femmes sont fondamentalement inférieures aux hommes – ou qu'elles ont au mieux une autre vocation en étant les soignantes aussi bien des enfants que des personnes âgées – et c'est sur cette idée que l'État revient pour tailler dans les services publics. La famille reste le lieu principal de la violence et de la répression contre les femmes.

Et on peut en être certain, ce qui est testé aujourd'hui sur elles pour que les capitalistes n'aient pas à payer pour la crise, sera imposé demain à toute la classe ouvrière, comme nous l'avons vu dans beaucoup d'autres exemples, en particulier avec le temps partiel.

En réponse à cette situation, nous devons tenir compte de l'oppression spécifique des femmes dans nos revendications, en tant qu'organisation politique, et dans les mobilisations. Cela veut dire que nous mettrons en avant dans certains cas des demandes spécifiques les concernant (par exemple, l'avortement, des droits à la retraite) mais aussi que nous tiendrons compte de leur point de vue dans tout ce que nous disons.

Si par exemple, la revendication d'une diminution du temps de travail par jour/semaine est dans l'intérêt des salarié-e-s, elle est particulièrement importante pour les femmes ayant une double journée de travail. Un autre exemple : en conséquence de la crise financière, nous mettons en avant la nationalisation des banques, bien que nous sachions que la crise économique n'est pas uniquement une crise bancaire. Mais les femmes, étant une des parties les plus pauvres de la classe travailleuse, sont particulièrement frappées par l'augmentation des taux d'intérêt et la limitation des facilités de crédit.

Le contexte dans lequel nous formulons ces demandes est

évidemment différent selon les pays et ces revendications doivent répondre aux réalités concrètes dans lesquelles nous travaillons. Le programme développé par les camarades belges lors des élections européennes de 2009 « Une Europe écosocialiste sera féministe ou ne sera pas » en est un bon exemple.

Les femmes participent à la résistance aux attaques et à la lutte pour créer un autre monde écosocialiste et féministe qui devient de plus en plus nécessaire dans notre quotidien. Pour réussir cela, leur auto-organisation sera décisive. Les avancées réalisées par celles de l'Équateur dans l'Assemblée Constituante et la campagne contre la dette publique, ne constituent pas des faveurs accordées par Correa, elles sont le résultat de l'auto-organisation des femmes ce qui a créé un rapport de forces permettant de gagner.

Les femmes et le changement climatique

La majorité des femmes des pays du Sud vivent dans la pauvreté et l'inégalité, et ce sont elles qui sont frappées les premières par la crise climatique, provenant des émissions produites principalement par les pays du Nord. Quatre-vingt pour cent du 1,3 milliard de personnes vivant sous le seuil de pauvreté dans le monde sont des femmes.

Dans le Sud, les femmes produisent 80% de la nourriture. La désertification, la perte de ressources en eau, etc., ont un impact énorme sur leur vie quotidienne. Quand les gens sont obligés de partir parce que l'endroit où ils vivent ne produit plus de nourriture à cause du changement climatique, ce seront les femmes et leurs enfants qui formeront la majorité des personnes déplacées.

Un rapport publié par l'Oxfam en juin 2009, « The Winds of Change : Climate change, poverty and the environment in Malawi » (Les vents du changement : changement climatique, pauvreté et l'environnement au Malawi) explique que les femmes sont les premières victimes du changement climatique à cause des rôles multiples qui sont les leurs en tant que paysannes, productrices de nourriture, d'eau et de bois de chauffage, et s'occupant des enfants. Le rapport explique également que celles du Malawi n'ont aucun pouvoir sur la prise des décisions et que le changement climatique accentue les inégalités. Il explique en plus que l'aggravation de la pauvreté augmentera la pression sur elles afin qu'elles se prostituent pour obtenir de la nourriture, ce qui à son tour augmentera le risque de contamination par le virus du SIDA. L'augmentation des infections par le virus, à son tour, affaiblira la capacité des populations de résister au chaos climatique.

En 2008, le nombre de personnes mal nourries a augmenté de 800.000 pour atteindre le chiffre global de plus de 1 milliard. En même temps, on voit réapparaître des maladies comme le choléra, maladie parfaitement évitable, mais qui surgit de nouveau dans cette crise de civilisation.

Le combat des femmes pour avoir accès à une éducation publique et des soins de santé gratuits, y compris

l'avortement, la contraception et l'éducation sexuelle, est un élément essentiel pour lutter contre la crise climatique dans le sud. Elles sont souvent à l'avant-poste des campagnes pour défendre et élargir ces droits essentiels.

La réponse néo-malthusienne à la crise climatique prétend qu'il y a trop de monde sur la planète, elle cherche à limiter le droit des femmes à disposer de leur corps, c'est une réponse raciste car la croissance démographique est plus importante dans les pays du sud. Nous luttons pour l'élargissement des droits des femmes concernant le contrôle de leur fécondité et en même temps nous luttons pour l'éradication de la pauvreté, seul moyen pour que la pression démographique dans les communautés diminue. Nous luttons également contre le consumérisme capitaliste, une consommation de produits sans valeur d'usage et nocives pour l'environnement.

L'impact croissant de l'agrobusiness, la production d'agrocarburants et la vente de terres aux multinationales pour continuer à extraire du pétrole et d'autres richesses, sont à l'origine d'une perte de terre et d'autonomie pour les petits producteurs, dont une majorité sont des femmes, souvent de communautés indigènes. Les pesticides détruisent la production bio des petits producteurs.

Les femmes indigènes et les femmes paysannes sans terre jouent un rôle central dans la défense des écosystèmes forestiers contre les gouvernements qui veulent les vendre aux plus offrants et aux multinationales souhaitant les utiliser pour produire des agrocarburants et pour en extraire d'autres richesses comme l'eau, les bois tropicaux (à croissance très lente) et aussi du pétrole et des minerais divers. Les actions des femmes de Via Campesina au Brésil, qui ont détruit les plantations d'eucalyptus d'Aracruz Celulosa, sont un exemple victorieux de leur rôle dirigeant dans la défense de la biosphère. Au sein de beaucoup de communautés indigènes elles jouent également un rôle central dans la défense des terres ancestrales.

- Baisse de la consommation d'énergie par l'arrêt des productions qui gaspillent, dont l'industrie de l'armement, l'industrie nucléaire, la publicité, l'expansion du transport aérien
- Relocalisation de la production, y compris de l'agriculture
- Arrêt de l'utilisation de ressources énergétiques dangereuses et expansion des énergies renouvelables
- Transports publics de bonne qualité et gratuits

Les femmes et la crise économique

La mondialisation néolibérale a augmenté considérablement le travail précaire, avec des contrats à court terme et l'extension massive du temps partiel. Au même moment, l'économie informelle s'est étendue du sud vers des régions du nord et vers des secteurs qui, avant, faisaient partie de l'économie formelle.

La majorité de ceux qui travaillent dans l'économie informelle sont des femmes et des enfants. Un à deux pour cent des populations urbaines dans le monde par

exemple, essaient de survivre en triant des déchets dans les décharges. Il s'agit en majorité de femmes et d'enfants. La demande industrielle de papier recyclé, surtout en Chine, diminue déjà à cause de la récession, ce qui signifie que les prix de ces produits sont en forte baisse. Les secteurs de la population qui vivent de la collection et de la vente du papier usé se retrouvent donc dans une situation beaucoup plus difficile pour survivre.

Lors d'une récession, on voit qu'il y a une perte de travail dans le secteur informel et en même temps on voit des boulots du secteur formel se déplacer vers le secteur informel. Des industries exportatrices du sud comme le secteur du textile, qui employait beaucoup de femmes, ont connu une croissance rapide : ces dernières sept années, plus de 100.000 nouveaux emplois ont été créés en Afrique par exemple. Mais avec la crise, la demande a chuté. Aux Philippines 42.000 emplois ont été perdus en un jour dans le secteur du textile, des semi-conducteurs et de l'industrie électronique où la majorité des salariés étaient des femmes (Oxfam Report, Paying the Price for the Economic Crisis, mars 2009).

L'industrie manufacturière exportatrice est un secteur où les travailleurs n'ont pratiquement pas de droits, ce qui fait que la plupart des femmes qui ont perdu leur emploi dans ce secteur n'ont reçu ni prime de licenciement, ni revenu de remplacement payé par la sécurité sociale. Même là où ces droits existent légalement, les patrons ignorent leurs obligations parce qu'il n'y a pas d'organisation de salariés pour imposer l'application de ces droits.

L'expansion du microcrédit a été importante pour qu'un nombre croissant de femmes du sud acquièrent une certaine indépendance économique. Mais avec la récession, l'accès au crédit a été fortement réduit, ce qui a eu un impact négatif pour leur indépendance économique et donc sociale et politique.

La perte d'emplois dans le secteur formel causé par la crise, a eu des conséquences différentes dans plusieurs pays. L'industrie automobile – un des secteurs les plus touchés – est en majorité masculine. Dans certains endroits, en général dans des pays industrialisés du monde capitaliste avancés où la crise a déjà frappé durement, il y a eu d'importantes pertes d'emploi dans le secteur des services, secteur avec une majorité de salariées femmes. Dans d'autres pays, on peut s'attendre à ce qu'il soit touché prochainement.

Bien que les chiffres sur le taux de chômage des hommes et des femmes soient difficiles à trouver, il semble que la différence entre eux n'ait pas augmenté. Mais cela sera le cas dès le moment où la crise aura eu des conséquences plus grandes dans le secteur des services. Selon l'Oxfam, la majorité des pertes d'emplois concerne les femmes dans le sud tandis qu'aux États-Unis, leur chômage a augmenté plus vite que celui des hommes en mai 2009 (5,6% pour les femmes et 4,1% pour les hommes – Womenstake.org).

Les femmes travailleuses continuent à être victimes de discriminations lorsqu'elles sont enceintes, malgré la protection légale qui existe dans les pays capitalistes

avancés. La possibilité d'une grossesse se trouve en effet derrière les discriminations contre les femmes en âge de procréer. En Grande-Bretagne il semble que cet état de fait se soit aggravé dans la récession. Voici ce qu'écrit l'Alliance contre la Discrimination lors d'une Grossesse, une coalition de plusieurs groupes qui mènent campagne sur ce problème :

« Il y a une augmentation alarmante des licenciements de femmes enceintes et de jeunes mères. Certains employeurs semblent utiliser la récession pour enfreindre la loi contre la discrimination. Avec le ralentissement économique nos organisations reçoivent un nombre croissant de coups de téléphone de femmes enceintes ou jeunes mères victimes de discrimination. Nous avons des cas concrets de femmes licenciées parce qu'elles étaient enceintes ou de mères retournant du congé maternel qui découvrent que leur emploi a disparu. »

« Avant la récession, la Commission de l'Égalité des Chances estimait déjà le nombre de licenciements de femmes enceintes à 30.000 par an et ce chiffre va probablement augmenter. Cette conséquence choquante de la récession n'est pas seulement immorale et nuit profondément à l'égalité des genres sur les lieux de travail – elle est aussi illégale. »
(<http://www.fawcettsociety.org.uk/documents/AllianceAgainstPregnancyDiscrimination.pdf>)

Le premier signe visible de la crise actuelle, la crise des subprimes aux États-Unis, a particulièrement frappé les femmes – surtout les femmes de couleur. Trente-deux pour cent d'entre elles ayant un crédit hypothécaire ont un crédit subprime contre 24% des hommes ; les propriétaires de maison Afro-Américains ou Latinos ont 30% de chance en plus de recevoir un prêt à haut risque (subprime) (Ms Foundation for Women).

Le taux de pauvreté est évidemment en hausse lors d'un ralentissement économique ; les coûts des besoins de base comme la nourriture, les transports et l'énergie augmentent, tout comme le nombre de familles pauvres. Une fois qu'une famille est tombée dans la pauvreté, il lui est difficile d'en sortir. On estime que 60% des familles, dont le revenu se situe dans les 20% les plus bas, restent dans cette situation dix ans après (Ms Foundation for Women).

Quand les femmes n'ont plus de perspective d'emploi ni aujourd'hui ni dans le futur, même pas dans le secteur informel dont les rangs se gonflent de plus en plus, l'histoire nous apprend qu'elles se retournent vers celle du mariage et de l'éducation des enfants comme seule alternative acceptable. D'autres vont vendre leur corps pour maintenir un toit au-dessus de la tête de leurs enfants.

- Nationalisation des banques sous contrôle populaire, extension de la fourniture de microcrédits et augmentation des aides gouvernementales particulièrement aux femmes.
- Diminution du temps de travail par jour/semaine sans perte de salaire
- Abolition des CDD, un emploi en CDI avec tous les droits

pour tous les salarié-e-s

- Contre toute discrimination sur les lieux de travail y compris les discriminations de genre, de statut marital, d'âge ou d'orientation sexuelle
- Création de nouveaux emplois ouverts aux hommes et aux femmes
- Pas de discriminations concernant les retraites et les allocations sociales

Les femmes et les Services publics

La défense des services de base – en premier lieu l'eau mais également l'électricité, le logement et les transports – sous contrôle public et à un prix abordable – de préférence gratuits – est essentielle. Les femmes ont souvent joué un rôle dirigeant dans les luttes pour défendre et élargir ces services de base, de la lutte victorieuse contre la privatisation de l'eau en Cochabamba (Bolivie) en 2000 aux luttes contre les privatisations des chemins de fer, de la culture du riz et du coton au Mali.

La crise économique à laquelle nous sommes confronté-e-s aujourd'hui, ne verra aucune pause dans les politiques néolibérales de privatisations et d'attaques contre les services publics. Ceci touche plus particulièrement les femmes qui forment la majorité des salarié-e-s dans les services publics et elles sont aussi le groupe qui dépend le plus de ces services. Les attaques contre les systèmes de santé en Europe en sont un exemple permanent. En France, on ferme les écoles maternelles publiques et gratuites pour les enfants à partir de deux ans, au profit de jardins d'éveil privés et payants ce qui entraîne des pertes d'emploi dans le secteur public et augmente le prix à payer pour la prise en charge des enfants. Au Mexique, l'externalisation par l'État d'un nombre croissant de centres pour la petite enfance au profit de managers-propriétaires a mené à un déclin sévère de la qualité du service ; le résultat le plus cruel a été la mort de 48 enfants en juin 2009 lors d'un incendie dans un centre pour enfants à Hermosillo, Sonora. Le centre était la propriété de membres de la famille d'officiels haut placés du gouvernement, il était situé sous le même toit qu'un entrepôt de marchandises. Face à la corruption et l'impunité des responsables, l'horreur dans l'opinion a créé un mouvement qui a fait perdre le poste de gouverneur au parti dominant, mais les coupables n'ont toujours pas été jugés.

Dans les pays où l'avortement est légalisé (sous certaines conditions), les coupures dans les services de santé ont déjà des conséquences pour l'accès des femmes à l'avortement et à la contraception. Les maisons d'accueil de crise (viol, violences) et d'autres services pour les femmes reçoivent moins de subventions. Sous le prétexte de nécessité économique, certains qui considèrent ces services comme des options supplémentaires et d'autres qui ne les ont jamais approuvés, seront heureux de couper les subventions pour ces projets.

Les services sociaux à la personne sont de plus en plus privatisés partout en Europe : au moins est-ce le cas en France, en Suède, en Belgique et en Grande-Bretagne. Il s'agit de travailleuses qui sont employées pour le travail à

domicile (nettoyer la maison et le linge, préparer la nourriture, soins des enfants et parfois des handicapés ou des personnes âgées) dans la maison de familles aisées (organisé par l'État ou par des entreprises privées). Ces femmes travaillent parfois sur cinq postes différents avec un nombre d'heures très limité à chaque endroit et un temps de trajet parfois aussi long que celui du travail. Ces emplois ont un statut très bas, ils ont peu de protection sociale et le développement de ces services est utilisé comme argument pour réduire les services publics, en particulier dans le secteur des maisons de retraite.

Les très bas salaires dans ce secteur se traduisent en pauvreté pour les femmes concernées. Et au vu des « réformes » des systèmes de sécurité sociale dans plusieurs pays, les chômeurs ont l'obligation d'accepter toute offre d'emploi sous peine de perdre leur allocation ; il devient donc de plus en plus difficile pour les salarié-e-s de refuser ces emplois tandis que les patrons peuvent disposer d'une force de travail de moins en moins coûteuse. Ces évolutions ont aussi comme résultat que les différences se creusent entre les femmes qui ont un pouvoir économique et social plus grand et qui deviennent les employeurs de celles – souvent noires ou migrantes – qui n'en ont pas.

- Pour la défense et l'expansion des services publics sous le contrôle des salarié-e-s et des utilisateurs
- Pour l'extension de services publics de la petite enfance de haute qualité

Les femmes et la migration

Le nombre total des migrant-e-s internationaux a plus que doublé dans le courant des quarante dernières années tandis que le pourcentage de la population mondiale qui est migrante, est resté assez stable. Il y a actuellement 175 millions de migrants internationaux c'est-à-dire environ 3,5% de la population mondiale. Presque la moitié sont des femmes, malgré l'idée admise que les migrants sont en majorité des hommes. Les migrations s'effectuent dans la plupart des cas vers des pays limitrophes, il y a des migrations à l'intérieur de certains pays et il y a des migrations vers d'autres continents.

L'argent qui est renvoyé à la maison par les migrants, joue un rôle crucial dans l'économie de plusieurs pays du sud. En 2008, cet argent représentait par exemple pour les Philippines, la somme de 16,4 milliards de \$ US ; en mars 2009, la somme envoyée était de 1,47 milliard \$ US. Ces renvois d'argent représentent pour sept pays d'Amérique Latine et des Caraïbes plus de 10% du P.I.B, et il est plus important que le flux de dollars des exportations les plus importantes.

Avec l'approfondissement de la crise, la migration des femmes augmentera encore pour plusieurs raisons : elles émigrent parce qu'elles ne trouvent plus d'emploi chez elles, ou bien cet emploi n'est pas assez payé pour entretenir la famille. Au Philippines, il y a 4,5 millions de familles qui ne peuvent pas se procurer le minimum de nourriture.

Dans certains cas en effet, la majorité des migrants sont

des femmes : il en est ainsi pour les migrants philippins qui sont pour 70% des femmes, employées le plus souvent au noir dans le travail domestique. Le RMPP (section Philippine de la IV Internationale) fait un travail en Europe pour organiser les Philippines migrantes et pour essayer d'obtenir des droits pour ces travailleuses.

Comme tant d'autres femmes d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine et d'Europe de l'Est, les femmes philippines sont travailleuses domestiques, elles représentent un chaînon du système de soins domestiques global. Les femmes du premier monde veulent se libérer du travail domestique et poursuivre une carrière dans la sphère publique. Elles recherchent une autre femme pour remplir les fonctions domestiques. La migration des travailleuses domestiques est donc basée sur une demande émanant de la segmentation du marché du travail selon le genre, dans les pays recevant les migrants. Les femmes des Philippines qui répondent à cette demande, ont elles-mêmes des enfants à la maison. Vu la division du travail dans les ménages, elles ne peuvent pas exiger que leur mari reprenne les tâches domestiques. En plus, souvent les maris eux-mêmes sont aussi des migrants dans le secteur du bâtiment.

La solution pour les femmes migrantes, c'est d'employer à leur tour une femme comme domestique à la maison. Dans la famille des non migrants, mais où la mère est absente, il y donc aussi une demande de soins pour les enfants. Puisque cette famille ne peut pas se payer une travailleuse à domicile, ce travail est pris en charge par la fille aînée.

Au bout de cette chaîne mondiale, la fille aînée va prendre soin de ses frères et sœurs, elle aura donc moins de temps libre pour jouer, étudier ou pour travailler en dehors de la maison. Souvent aussi, la grand-mère s'occupe des enfants de la femme émigrée. Ceci diminue la pression sur les enfants plus âgés mais signifie également que des grand-mères vivent pendant quarante ou cinquante ans avec la responsabilité de soigner et d'éduquer des enfants. Chaque femme, le long de cette chaîne, a le sentiment qu'elle fait son devoir, on se passe les coûts cachés et à la fin, on arrive chez la fille aînée dans la famille qui ne migre pas. Le travail des soins et de l'éducation des enfants diminue en valeur le long de la chaîne et à la fin il devient gratuit.

Les familles de migrants sont privées de l'affection et des soins personnels par leurs mères, celles-ci se retrouvent comme marchandise sur le marché mondial. Cette « nouvelle marchandise » est promue et soutenue par l'État. Les deux femmes présidentes des Philippines (Aquino et Arroyo) ont fait de ces migrantes, des « héroïnes » à cause du sacrifice pour leur famille et pour que la nation progresse grâce à l'argent renvoyé au pays. La présidente Arroyo a promis aux pays du Moyen-Orient d'envoyer des travailleuses à domicile, efficaces et fiables. Si les présidentes parlent de ces migrantes comme des « nouvelles héroïnes », c'est pour amadouer la détresse face à la séparation et l'exploitation.

Les femmes migrantes et leurs familles sont sacrifiées sur

l'autel de la mondialisation néolibérale. Celles qui travaillent dans les ménages sont directement victimes de la crise financière globale, elles ne peuvent même pas revendiquer une prime de licenciement quand elles perdent leur travail car elles travaillent presque toujours au noir.

Un gouvernement comme celui des Philippines ignore ses propres obligations légales de protection des migrants de son pays (Republic Act 8042 – Migrant Workers and Overseas Filipino Act de 1995). Depuis 2002 par exemple, six travailleurs des Philippines, dont une femme, ont été exécutés en Arabie Saoudite, d'autres ont été condamnés à mort pour des crimes qu'ils n'ont pas commis. La violence (coups, viols, détention forcée) envers les femmes migrantes travailleuses à domicile, venant d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine dans les pays qui les accueillent, est bien connue.

Toutes les personnes déplacées, ne deviennent pas des travailleurs migrants. Des hommes, des femmes et des enfants sont déplacés en grand nombre à cause de guerres – y compris des guerres civiles – et par le changement climatique parce que leurs lieux de vie deviennent inhabitables. Les gens essayent d'échapper aux persécutions politiques en quittant leur pays d'origine. Des femmes fuient la violence à l'intérieur de la famille ou un mariage forcé. Beaucoup des migrants fuient en tant que réfugiés politiques en espérant obtenir un endroit de sécurité dans le pays vers lequel ils fuient. Malheureusement, la majorité d'entre eux sont traités comme des parias ou des profiteurs.

Le trafic des femmes a aussi connu une augmentation. Sa forme la plus connue, c'est le commerce pour leur exploitation sexuelle, en particulier celles en provenance de l'Europe de l'Est, d'Amérique latine, et d'Asie vers l'Europe occidentale, il s'est créé ainsi un vaste réseau de travailleuses forcées du sexe. Mais le nombre de femmes qui sont vendues à l'intérieur de leur propre pays comme esclaves domestiques augmente aussi : une recherche par des féministes péruviennes a démontré récemment que le groupe le plus important de femmes dans leur pays qui se trouvaient victime de trafic, étaient des femmes indigènes kidnappées et envoyées comme travailleuses en ville. Ceci démontre bien les inégalités croissantes à l'intérieur du pays.

Les femmes réfugiées ou victimes du trafic, ont encore moins de droits que les femmes travailleuses, émigrées. La majorité des réfugiées restent dans d'autres pays du sud. Les conditions de vie des réfugié-e-s dans les pays capitalistes avancés se sont détériorées ces dernières années avec la mise en place de mesures plus répressives en Amérique du Nord, en Europe et Australasie (??) avec pour but de les exclure au maximum. Ceci a pris différentes formes : traversée des frontières plus difficile, emprisonnement d'un grand nombre – femmes enceintes et enfants de tout âge inclus – dans des conditions inhumaines et accès aux droits sociaux dans le pays « hôte » plus difficile.

Ce n'est plus seulement l'extrême droite qui a fait des

réfugiés les boucs émissaires de la crise, mais aussi des politiciens des partis majoritaires. Par le vote d'une loi d'urgence en Italie en février 2009, Berlusconi a essayé de manière cynique d'accuser les réfugiés, et en particulier les Roms, de violence contre les femmes, tout en augmentant le pouvoir de l'État.

- Contre l'économie informelle
- Pour la régularisation du statut des migrants

Idéologie

La crise de civilisation est aussi le moteur de la croissance des idées réactionnaires. La politique de Berlusconi qui blâme les immigrés pour toutes les conséquences de la crise et qui utilise cela comme excuse afin d'introduire des lois fortes sécuritaires – donc anti-immigrés – en est un exemple extrême.

La religion a une emprise grandissante sur des parties de plus en plus importantes des populations et le fondamentalisme de toutes les grandes religions constitue une menace. Le corps des femmes est un terrain de lutte pour tous les fondamentalistes.

Un exemple frappant c'est la manière dont les éléments réactionnaires de l'Église Catholique d'Irlande ont utilisé la menace que le Traité de Lisbonne forcerait l'Irlande à légaliser l'avortement, pour soutenir l'opposition réactionnaire au Traité, malgré le fait que ce projet de Traité ne contient rien sur l'avortement. Ceci a forcé l'Union Européenne à donner des garanties formelles que l'adoption du Traité ne mandaterait pas l'Irlande à légaliser l'avortement, tout comme elle a été forcée de le faire sur la question de la préservation de sa neutralité.

La collusion entre des gouvernements de droite et les hiérarchies religieuses continue à jouer de l'Italie à l'Iran, malgré les changements récents intervenus aux États-Unis. Une des conséquences de ce changement est le renversement de la politique du gouvernement Bush qui refusait aux femmes de financer des projets de formation sur les contraceptifs – et même des services d'avortement. Ceci aura potentiellement un impact positif pour les droits des femmes, plus particulièrement en Afrique. Mais le meurtre du docteur Tiller, un des rares médecins aux É.-U. qui pratiquait ouvertement des avortements tardifs, doit nous rappeler que le fondamentalisme y reste encore bien vivant.

En plus, la doctrine fondamentaliste du régime de Bush a eu un impact négatif profond sur la lutte contre le SIDA en Afrique, elle a détruit les vies de nombreuses femmes. Soixante et un pour cent des malades du SIDA en Afrique sub-saharienne sont des femmes. Dans certains pays le taux d'infection des femmes jeunes dépasse largement celui des hommes. Par exemple au Swaziland, il y a quatre fois plus de femmes entre 15 et 24 ans que d'hommes du même âge qui sont infectées. Le manque d'information sur la transmission de la maladie, la cupidité des compagnies pharmaceutiques qui a sévèrement limité l'accessibilité des antirétroviraux dans les communautés en ayant le plus besoin, sont les causes principales de ces ravages.

Au Nicaragua, en 2008, les Sandinistes ont jeté leurs principes politiques par-dessus bord concernant la question de l'avortement dans le but de gagner les élections, malgré le fait que rien n'indiquait que cela augmenterait leur nombre de votants. Ils n'ont pas simplement abandonné leur position antérieure mais ils ont également décidé de poursuivre activement le mouvement des femmes en traînant devant la justice neuf féministes connues dans le cadre d'un avortement thérapeutique effectué sur une fillette de neuf ans, victime d'un viol. Est-ce un hasard si ces féministes soutenaient la belle-fille du Président Ortega dans son action contre lui pour abus sexuels ?

La collusion entre le gouvernement de droite du PAN et le PRI, au Mexique, a permis d'introduire une législation sur le « droit à la vie » dans 13 états – rendant ainsi beaucoup plus difficile l'extension du droit à l'avortement jusqu'à 12 semaines, introduit par le PRD dans le district de la ville de Mexico. Ceci a été possible grâce au fait que cette avancée positive s'est réalisée au niveau des superstructures et pas grâce à des mobilisations de masse qui auraient pu changer les consciences en profondeur.

Le gouvernement Lula au Brésil a continué l'élaboration d'un compromis avec le Vatican jusqu'au point d'envisager la possibilité d'introduire l'éducation religieuse dans les programmes scolaires. A la fin de 2008, le président du Congrès, Arlindo Chinaglia, a créé une commission parlementaire d'enquête sur l'avortement. Elle avait comme mandat d'étudier l'institutionnalisation de la criminalisation des femmes qui défendent une loi pour l'avortement et de celles qui sont obligées d'y avoir recours. En plus, la Justice de l'État du Mato Grosso do Sul, dans la ville de Campo Grande, vient de citer devant la justice, pour avoir pratiqué des avortements, plus de 10.000 femmes en utilisant les registres médicaux d'une clinique clandestine. Environ 1.200 femmes risquent d'être poursuivies en procès.

En Afghanistan, un des trois pays au monde où les femmes meurent plus tôt que les hommes, nous avons assisté au spectacle grotesque du vote d'une loi qui légalise le viol dans le cadre du mariage et le débat sur une clause qui permettrait aux hommes d'affamer légalement leur femme si elle refuse d'avoir des contacts sexuels avec lui. C'est dans ce pays que ceux qui avaient commencé la guerre le 11 septembre 2001, déclaraient de manière cynique qu'ils le faisaient au nom de la défense des droits des femmes. Mais le gouvernement qu'ils ont mis en place est aussi réactionnaire et dépendant des fondamentalistes islamistes que leurs prédécesseurs (qui étaient, eux aussi, une création de l'impérialisme des États-Unis).

La nouvelle constitution afghane a accepté un « code de la famille » séparé pour les populations chiites et c'est dans ce cadre que le débat actuel se déroule – dans le contexte de la préparation des élections. Comme dans autant de cas, la vie et le corps des femmes sont instrumentalisés. Les femmes afghanes se sont organisées contre cet état de fait – avec le soutien moral de féministes d'autres pays

- mais ces protestations ont été vigoureusement attaquées par les fondamentalistes.

En tant que féministes, nous sommes aussi confrontées à une attaque d'une autre source: les idées post-féministes et masculinistes. En partant du point de vue que le féminisme était allé « trop loin », ces courants utilisent les théories différentialistes pour attaquer les droits individuels des femmes à l'avortement, au divorce et à la protection contre la violence.

- Séparation complète des religions et de l'État, contre l'influence religieuse dans l'élaboration des lois et dans la mise en place des services juridiques, de la santé et de l'éducation.
- Pour le droit à l'avortement, la contraception et l'éducation sexuelle.

La violence

La crise de civilisation s'accompagne d'une aliénation toujours plus profonde et donc d'une augmentation des violences à tous les niveaux de la société.

Dans la sphère privée comme dans la sphère publique les femmes sont les victimes de ces violences : tous les trois jours en France, une femme meurt par la violence conjugale. La domination masculine au travail mène à une violence physique/psychologique/sexuelle largement répandue et ce phénomène s'aggrave avec l'approfondissement de la crise.

La guerre est l'exemple le plus clair et le plus brutal (et brutalisant) de cette violence. Elle est devenue dès la fin du vingtième siècle et le début du vingt-et-unième un phénomène où il est normal que les populations civiles soient fortement touchées, et donc où les femmes et les enfants sont frappés en grand nombre.

Depuis la guerre dans les Balkans, et ensuite lors des guerres dans la région des Grands Lacs en Afrique, nous constatons l'utilisation de plus en plus fréquente du viol comme arme de guerre.

Les preuves de l'étendue des viols en Bosnie entre 1992 et 1995 par les forces serbes ont obligé le Tribunal Pénal International pour l'ancienne Yougoslavie (TPIY) à traiter ouvertement de ces abus et en 1996, et pour la première fois, le viol a été reconnu comme crime de guerre. Selon le groupe femmes Tresjevka, plus de 35.000 femmes et enfants ont été détenus dans des « camps du viol » par les Serbes. Les femmes musulmanes et croates prisonnières y ont été violées consciemment et rendues enceintes. Ceci dans le cadre d'une société patriarcale, dans laquelle les enfants héritent de l'origine ethnique du père, les « camps du viol » voulaient donc faire naître une nouvelle génération d'enfants serbes – il s'agissait véritablement d'un nettoyage ethnique par d'autres moyens.

Les mêmes horreurs ont été subies par les femmes dans la région des Grands Lacs en Afrique. Leur corps était devenu un enjeu des luttes parce que c'est à travers lui

que les nouvelles générations sont produites, et dans une guerre ethnique, le but ultime c'est d'empêcher l'ennemi de se reproduire. La violence sexuelle est devenue dans ce contexte une stratégie délibérée et efficace de la guerre dans cette région.

Les actes sexuels violents veulent brutaliser et installer la peur chez les victimes et dans la population en général, car il n'y a pas de discrimination selon l'âge, des fillettes de quelques mois et des femmes de 84 ans ont souffert des mêmes violences. Les agences de l'ONU travaillant dans l'Est de la République Démocratique du Congo estiment qu'environ 50.000 femmes y ont été violées entre 1996 et 2002 et que près de 55% des femmes ont vécu des violences sexuelles dans le conflit au sud du Kivu. On estime que 250.000 femmes ont été violées pendant le génocide rwandais.

Un rapport d'Amnesty International sur Haïti (novembre 2008) précise qu'on y constate l'émergence d'une tendance, parmi des groupes d'hommes armés, à attaquer des filles, cette tradition du viol est apparue comme une arme politique durant la rébellion qui a chassé Aristide en 2004. Les rebelles armés ont commencé à l'utiliser pour faire peur et pour punir les femmes qui avaient soutenu le gouvernement démocratique. « Parmi les bandes de criminels, le viol est devenu une pratique courante » nous dit le rapport. Sur les 105 cas rapportés en novembre 2008, 55 % concernaient des filles de moins de 18 ans. En 2007, on en a signalé 238, dont 140 sur des filles qui étaient âgées de 19 mois à 18 ans. Et tout ceci se passe malgré la présence de troupes onusiennes depuis 2004.

Les femmes en Palestine, et plus particulièrement à Gaza, continuent à souffrir à cause de l'occupation israélienne. Des femmes enceintes, qui sont sur le point d'accoucher ou qui ont besoin de soins médicaux à des stades ultérieurs de leur grossesse, rencontrent souvent le refus du passage à travers les check points vers Israël, et les hôpitaux de Gaza ne reçoivent pas les fournitures médicales nécessaires, même si ces dernières sont apportées par des convois humanitaires. D'innombrables femmes ont fait des fausses couches ou sont mortes dans cette barbarie. Pendant les bombardements sur Gaza au début 2009, 192 femmes ont trouvé la mort. Et l'état de siège continue à avoir des conséquences très négatives sur toute la société, y compris sur la santé physique et mentale des femmes et des enfants.

Dans d'autres endroits, nous voyons les conséquences de la militarisation rampante des sociétés, ce qui mène à une criminalisation de plus en plus grande de la société civile et à une répression violente par l'appareil d'état. La violence sexuelle, y compris le viol, est utilisée de plus en plus comme instrument. En 2006, la police a lancé à Atenco(Mexique) une attaque violente contre les mouvements sociaux, causant deux morts, et des attaques sexuelles contre 26 femmes. La guerre contre la drogue, surtout en Amérique latine, et la guerre contre le terrorisme sont ici les deux faces d'une même médaille.

Nous avons aussi vu les terribles tortures sexuelles pratiquées par les troupes US – y compris par des femmes

– à Abu Graïb et Guantanamo. Ces abus contre des détenus mâles, supposés être croyants, ont clairement l'intention d'humilier les victimes et de les attaquer physiquement.

Nous voyons ensuite que les préjugés – le racisme, l'antisémitisme, l'homophobie et le sexisme qui avaient reculé grâce aux acquis des mouvements – augmentent de nouveau avec en plus la montée de l'islamophobie. Ces préjugés s'expriment de façon plus violente comme on peut le constater dans le nombre grandissant de meurtres pour ces motifs.

Dans le cas des femmes, il y a le phénomène du féminicide, qui est apparu pour la première fois dans la ville de Juárez City (Etat de Chihuahua au Mexique) au début des années 1990 et qui continue jusqu'à ce jour. Il est devenu clair lorsque les femmes se sont organisées et ont réagi contre ce problème, que des centaines de femmes sont tuées simplement parce qu'elles sont femmes, et cette situation n'est pas limitée à cette seule ville mexicaine. Le phénomène est présent dans tout le territoire national du Mexique ainsi que dans d'autres pays d'Amérique Latine comme le Guatemala, le Salvador, le Honduras, le Costa Rica, le Chili, l'Argentine et aussi l'Espagne. Il faut comprendre le féminicide comme l'extension (il)logique et la normalisation des autres formes de violence contre les femmes. Comme d'autres crimes semblables, ils sont perpétrés par des hommes qui ont différents types de relations avec les victimes.

- Pour des systèmes de soutien et d'aide aux femmes victimes ou victimes potentielles de violences, des centres de femmes, le droit à un logement indépendant et aux allocations sociales, une formation adaptée pour les travailleurs sociaux, la police et la justice.

La jeunesse: un secteur central pour les anticapitalistes

Rôle et place de la jeunesse dans les luttes et dans nos organisations

Contribution soumise pour les camarades jeunes par Philomena (CI France) et Thomas (CI Danemark), responsable pour le travail avec les secteurs jeunes

1.Un rôle particulier dans la lutte des classes

a) Des mobilisations massives et fréquentes

Les mouvements de la jeunesse grecque des années passées, la révolte des jeunes des banlieues en 2005 en France ou encore la mobilisation contre le Contrat Première embauche (CPE) rendent incontestable que la

jeunesse joue un rôle particulier dans la lutte des classes à l'échelle internationale. Alors qu'elle ne possède pas vraiment les moyens de bloquer toute la machine économique, la jeunesse inquiète les classes dirigeantes, à l'image du vent de panique qui avait saisi les différents gouvernements après les émeutes en Grèce. La peur de la contagion à sa propre jeunesse avait contraint le gouvernement français à reporter la mise en place d'une réforme du lycée. Un couvre-feu avait même été mis en place en France pendant la révolte des jeunes des banlieues.

Qu'est-ce qui leur fait peur ?

C'est sans doute la fréquence et le caractère massif des mobilisations de la jeunesse. Ces dernières années, des mobilisations massives de jeunes ont eu lieu dans presque tous les pays et dans certains de manière très fréquente : les contre-sommets altermondialistes, les mobilisations contre la guerre en Irak, les luttes pour les droits démocratiques, les grèves contre les réformes de l'éducation et de l'université rien que l'an dernier en Italie, en Croatie, en France, dans l'Etat Espagnol. On a même pu constater une certaine interaction de ces luttes à l'échelle internationale. La mobilisation en France contre le CPE avait donné confiance et a servi d'exemple à la jeunesse grecque qui l'année d'après a mené une grève d'ampleur dans les universités. L'an dernier, de nombreux jeunes européens se sont identifiés à la révolte de la jeunesse grecque.

C'est aussi la radicalité dont sont empreintes ces mobilisations qui leur donne un caractère particulier. Dans une société violente qui ne leur offre aucun avenir, les jeunes n'ont pas grand chose à perdre. Ainsi, ils n'hésitent pas à s'affronter à l'Etat, la police, les institutions. L'envie d'en finir avec ce système se sent largement dans ce secteur. Ainsi, les jeunes ont plus de facilité à s'identifier à l'anticapitalisme et à l'idée de la révolution.

Les mobilisations de jeunes rencontrent la plupart du temps une sympathie importante de la part des salariés et des populations, comme si cette jeunesse permettait d'exprimer tout haut ce que la majorité ne pouvait se permettre de dire. Ainsi, à de nombreuses occasions, les mobilisations de la jeunesse ont redonné confiance à notre camp social dans notre capacité à résister et dans certains cas d'autres secteurs salariés leur ont emboîté le pas.

Ces mobilisations se développent bien sûr en priorité dans la jeunesse scolarisée, dans les universités et dans les lycées, mais nous retrouvons aussi cette spontanéité, cette radicalité et cette plus forte envie de se battre chez les jeunes travailleurs. Dans les grèves de salariés de ces dernières années, ce sont souvent des jeunes salariés qu'on a retrouvé aux avant-postes.

b) Des caractéristiques propres à la jeunesse qui expliquent ces spécificités

La jeunesse est définie par deux principaux facteurs : une dépendance à un certain niveau de reproduction des institutions et une situation de transition dans la division sociale du travail. La jeunesse n'est pas un groupe social

homogène. Elle contient différents secteurs avec des origines et/ou des orientations de classes différentes ou opposées. Ce qui inclut des conflits d'intérêts. C'est pour cela que les mouvements étudiants s'organisent souvent différemment de ceux des travailleurs, avec plus de spontanéité et moins de cohérence (cf : les syndicats, les confédérations etc.).

Cependant, même si la jeunesse est diverse, qu'elle n'est pas une couche sociale homogène, qu'elle vit des réalités différentes entre un étudiant, un jeune de banlieue au chômage, un jeune salarié précaire en intérim..., il existe des caractéristiques communes à toute la jeunesse. Cette période de transition, d'indétermination des jeunes, un rapport particulier aux institutions : famille, école, armée, police, même dans l'entreprise. La jeunesse est encadrée, il y a volonté de la maîtriser, elle n'a pas la possibilité de faire ses propres choix, au sein de l'entreprise elle n'a pas le même statut que les autres salariés...

La jeunesse est caractérisée par une place particulière dans la division sociale du travail : la jeunesse soit elle n'est pas encore entrée dans l'appareil de production (la jeunesse scolarisée) soit elle y est intégrée depuis peu ou de manière irrégulière alternant petits boulots précaires, période de chômage, reprise de formation... Elle subit donc moins les mécanismes de l'aliénation du travail. Pour ce qui concerne la jeunesse scolarisée, elle a plus de temps pour réfléchir au fonctionnement de cette société et se mobiliser est beaucoup plus facile puisque ça n'implique pas de perte de salaires ou de risque de se faire licencier. La jeunesse est moins installée dans la vie et n'a donc beaucoup moins à perdre à un changement de société. Elle ne possède pas de maison, pas d'enfant, pas de voiture, même pas d'emploi stable. Cette plus grande envie de se battre lui vient aussi du fait qu'elle est moins démoralisée. Elle n'a pas subi toutes les séries de défaites de la classe ouvrière, le recul de nos droits et la dégradation des conditions de vie qui pèsent sur la capacité de mobilisation des salariés.

Enfin, un élément important est qu'il lui reste toute sa vie à construire dans cette société qui objectivement ne lui offre aucun avenir. C'est évident que l'envie d'en finir avec ce système est plus forte quand tu t'apprêtes à y passer 60 ans que quand ta vie est déjà derrière toi.

Un autre élément unifiant de la jeunesse est qu'elle pénètre, ou qu'elle est sur le point de pénétrer, dans la division sociale du travail sous des circonstances historiques et des relations entre les classes qui sont particulières et différentes de celle des générations passées. La jeunesse d'aujourd'hui est au premier plan durant une période de crise profonde du capitalisme qui détériore très sérieusement ses perspectives d'avenir. D'un autre côté, elle n'a pas vécu les défaites de la classe ouvrière à l'échelle internationale depuis la fin des années 80. Elle est ainsi apte à se radicaliser plus profondément dans les années qui viennent.

Il y a des contradictions dans de nombreux pays européens : par exemple, les jeunes sont suffisamment adultes pour travailler, pour produire (dans une situation

plus précaire bien sûr) à 16 ans, mais pas suffisamment mûr pour voter, se marier ou prendre faire des choix personnels de santé (avortement, opérations chirurgicales...). La jeunesse peut prendre des décisions (comme en tant que salarié) mais pas sur l'ensemble des questions. Cette contradiction amène la jeunesse à se sentir passive et subordonné : on lui apprend, on la prépare, on l'aide, on l'a punit... et seulement sur quelques aspects les jeunes sont vus comme ayant les mêmes droits que les autres. Ce statut particulier est une des causes de la révolte des jeunes (même si il existe des différences entre les étudiants, les précaires...).

C'est pourquoi, elle développe des attitudes communes, notamment une aspiration forte à l'autonomie et une volonté de révolte contre les institutions qui l'encadrent, contre l'ordre établi.

c) La jeunesse au cœur des attaques de la classe dirigeante

La jeunesse est au cœur d'une contradiction : à la fois par sa capacité de contestation elle représente un danger pour la classe dirigeante mais elle est aussi un des moyens les plus simple pour la classe dirigeante pour s'attaquer aux acquis des salariés, pour faire baisser le coup du travail et au delà partiellement restaurer la chute des taux de profit, ce qui est une préoccupation permanente des capitalistes depuis le début des années 70. Il est plus simple de casser les statuts, baisser les salaires avant même l'entrée des salariés sur le marché du travail. Ainsi, les jeunes se retrouvent au cœur des attaques des différents gouvernements. Les réformes de l'éducation, le processus de Bologne sur les universités à l'échelle européenne, ont pour objectif de déqualifier les diplômes. Dès la formation, il préparent le fait que les salariés n'aient plus de garanties collectives avec des diplômes de plus en plus individualisés, aient des salaires plus faibles avec des diplômes non reconnus dans les conventions collectives, soient des salariés corvéables à merci et adaptés aux besoins spécifiques des entreprises avec de plus en plus de partenariat publics/privés dans les universités.

En Europe les jeunes ont aussi été plus fortement victimes de la crise : de 2008 à 2009, le taux de chômage en Europe a augmenté de 1,5 point (atteignant les 8,8 %) tandis que le taux de chômage des jeunes a lui augmenter de 3,7 points (atteignant 18,4 %). L'Etat Espagnol est le pays européen où le taux de chômage des jeunes est le plus élevé (l'année dernière ce taux a augmenté de 12 points tandis que le taux de chômage global n'a augmenté que de 8 points). Le second pays dans ce cas est l'Italie, où la différence entre le taux de chômage global et celui des jeunes est de 17%.

Le chômage massif des jeunes qui s'est encore accru avec la crise pousse les jeunes à accepter des conditions de travail toujours moins bonne, moins payées, plus précaires et sert de prétexte aux différents gouvernements pour mettre en place des statuts spécifiques pour les jeunes salariés : exonérations de cotisations patronales pour les entreprises qui embauchent des jeunes, contrats de travail spécifiques avec moins de droits, salaires plus faibles...

Pour résoudre la contradiction : forte capacité de mobilisation mais besoin de l'attaquer prioritairement, la classe dirigeante est obligée de déployer un arsenal répressif pour tenter de mater les explosions de la jeunesse : contrôle policier, discipline scolaire, emplois du temps d'études et de vie quotidienne épuisants, répression féroce des mouvements (flics sur les lycées, armée dans les facs, Etat d'urgence contre les émeutes de banlieues...).

Même si la classe ouvrière est la force centrale pour renverser le capitalisme, il est évident que la jeunesse est un secteur déterminant, qui joue un rôle dans la lutte des classes et que nous devons chercher à gagner à nos organisations et à influencer ses mobilisations. Les organisations de la IVème internationale doivent chercher à) organiser les nouvelles générations militantes qui émergent dans les différents pays.

2. Quelle place pour les jeunes dans nos organisations et comment nous construire dans ce secteur

a) La jeunesse : une priorité

Pour cela, l'intervention en direction de la jeunesse doit être une des priorités de nos organisations, en cherchant à mettre en place une activité régulière en direction des grandes concentrations de jeunes : universités, lycées mais aussi entreprises de jeunes précaires (Mac Donald...). L'élaboration de cette activité doit être discutée à part entière au sein de nos organisations. Elle doit être une préoccupation majeure et quotidienne. Etre à l'écoute de ces mobilisations, conserver une élaboration permanente et une activité régulière en direction de ce secteur sont les seuls moyens d'influencer ces luttes et de gagner les nouvelles générations militantes à nos organisations.

b) Construire des organisations qui permettent de capter les spécificités de la jeunesse

Nous devons aussi construire des cadres militants qui permettent de capter les spécificités de cette jeunesse : des modes et des biais de politisation différents, des rythmes de mobilisation plus rapides, une plus grande radicalité. La majorité des jeunes viennent à la politique par l'action et pour agir. Nous devons construire des organisations pour agir, qui soient en lien direct avec les mobilisations et qui soient utiles à la construction des mobilisations. Il faut aussi d'une certaine manière s'adapter aux rythmes plus rapides en offrant des cadres militants quotidiens.

Pour répondre à cette radicalité, nous devons afficher notre profil anticapitaliste et révolutionnaire.

c) Au sein des organisations, besoin de cadres spécifiques pour coordonner l'intervention en direction de jeunes et permettre aux jeunes de faire leurs propres expériences.

Pour répondre à son aspiration à une certaine autonomie, nos organisations doivent offrir aux jeunes des cadres spécifiques leur permettant d'élaborer entre jeunes et de faire leurs propres expériences : organisation de jeunesse, secteur jeune au sein des partis ou autre forme de

structuration de l'activité jeune au sein de nos organisations ...

Le fait d'avoir des structures d'auto organisation coordonnées permet aux jeunes de ne pas avoir à déléguer les tâches politiques à des camarades plus âgés ou plus expérimentés. Cela leur permet de prendre en charge des responsabilités, de discuter l'orientation, d'élaborer des campagnes... De ce fait, les jeunes peuvent se former rapidement et cela permet de faire émerger des cadres pour l'organisation.

Nous avons aussi besoin d'une élaboration spécifique sur les questions qui préoccupent plus particulièrement les jeunes, ainsi que l'élaboration de matériels spécifiques : tracts, brochures, journaux, affiches. En même temps, le matériel des organisations adultes doit faire une place plus importante aux questions et mobilisations de la jeunesse. L'expérience de ces dernières années prouve que toutes nos sections ont besoin de renforcer la coordination de nos activités jeunes au sein même de nos organisations. Chercher à coordonner les jeunes au sein même de nos organisations est une des conditions d'une intervention efficace.

d) Un effort de formation plus important

Pour des jeunes qui vivent souvent leurs premières expériences politiques en s'organisant dans nos sections, un effort particulier de formation théorique doit être fourni pour leur permettre d'acquérir rapidement des outils pour l'action et les gagner sur la durée au militantisme et au marxisme révolutionnaire. Cette tâche est d'autant plus importante que la politisation et la radicalisation de la jeunesse est souvent plus fragile, instable et difficile à maintenir sur une longue durée. La mise en place systématique d'une formation de base à l'économie marxiste, à l'histoire du mouvement ouvrier et à la stratégie révolutionnaire est un élément indispensable.

Rendre accessible les textes théoriques de base sous forme de brochures, à prix réduit participe de cet effort. Dans ce cadre là, le maintien de l'école jeune annuelle qui se tient à l'institut d'Amsterdam fin août est un élément déterminant. Chaque section devrait se préoccuper en amont de pouvoir y envoyer des jeunes chaque année.

e) Le camp jeunes

De même, le camp jeunes de la IVème internationale est un acquis central. C'est une éducation vivante à l'internationalisme : expérience trop rare d'échanges de militants à militants sur nos expériences de luttes, élément d'une meilleure compréhension du monde et développement de la fraternité, de la camaraderie à l'échelle internationale. Pour de nombreux jeunes, ce camp de jeune est ce qui fonde leur attachement profond à la IVème internationale et qui fonde leur conviction profonde de la nécessité de l'internationalisme. En ce sens, il est un élément important pour la construction et le renforcement de la IVème internationale.

Ce camp doit se maintenir mais aussi être renforcé. Chaque section doit avoir la préoccupation de le construire. Développer des campagnes de mobilisation auprès de nos sympathisants jeunes, dans les lieux où nous intervenons habituellement, aider financièrement les jeunes qui souhaitent y participer, populariser cette expérience dans nos organisations...

Dimitri, Mathilde, Julien, JB, Caroline, Damien, Morand, Suzanne [NPA, France]

Daniele, Tatiana [Sinistra Critica, Italie]

Pechi, Patricia, Javi, Alex [Izquierda Anticapitalista, Etat espagnol]

Iro, Manos, Charis, Fanis [OKDE, Grèce]

Commission jeunes [RSB, Allemagne]

Giorgos [Socialist Resistance, Grande-Bretagne]